

Echec de la Russie au sommet de Minsk

Plusieurs Etats de la CEI refusent une défense « unifiée »

Que faire de l'armée rouge ?

Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein ? Le bilan du dernier sommet de la Communauté des Etats indépendants à Minsk peut justifier tout à la fois le pessimisme des uns et les espoirs des autres.

Les premiers feront valoir que malgré les bonnes paroles du président ukrainien Kravtchouk sur l'atmosphère « constructive et amicale » des débats on ne semble pas avoir beaucoup avancé sur les principaux dossiers. Même la signature annoncée de vingt accords - non encore publiés - ne saurait dissiper le scepticisme, les précédents de Minsk et d'Alma-Ata ayant déjà largement démontré qu'il n'y a pas eu de rupture et que ce résultat n'est déjà pas si mauvais, compte tenu des casses tête insurmontables que pose la liquidation de l'empire.

Le seul problème de la défense est sans précédent dans l'histoire. L'armée soviétique était et reste la première armée du monde par ses effectifs, par la quantité de ses équipements conventionnels et même par son arsenal nucléaire, avec ses 300 000 charges. Or non seulement cette armée est restée encore largement « rouge » - donc un risque pour la démocratie - mais, en tant que seul corps survivant du système fédéral, elle fait peser par sa simple existence une menace sur la souveraineté des Républiques autres que la Russie au sein de la CEI.

Même le principe beaucoup moins contestable d'une alliance militaire ne saurait régler totalement la question. D'abord parce que le seul précédent valable dans la région est celui du pacte de Varsovie, lourd de mauvais souvenirs. Mais aussi parce que toute alliance a forcément un chef de file, dont la tutelle n'est pas toujours facile à supporter. L'Amérique y a réussi peu ou prou au sein de l'OTAN, mais parce qu'après avoir libéré l'Europe d'une première tyrannie elle se présentait en rempart contre toute tyrannie qui s'effondrait sur les pays de l'Est. Aucune menace de ce genre ne pèse sur l'empire soviétique, certainement pas en tout cas de la part des Etats-Unis, devenus des « amis ».

Pour toutes ces raisons, la CEI ne sera jamais, dans le meilleur des cas, qu'une structure à géométrie variable : si tout le monde est bien d'accord - sous la pression occidentale - pour éviter la dispersion de l'arsenal nucléaire, seules quelques Républiques asiatiques semblent disposées à accepter des « forces armées unifiées », surtout dans la conception très large que s'en fait l'état-major de Moscou.

Reste à savoir si le corps des officiers se résignera au démantèlement inévitable du « monstre ». Leur « syndicat », créé le mois dernier à Moscou, ne vient-il pas de rappeler aux chefs d'Etat leurs anciennes promesses de Minsk et d'Alma-Ata ? De leur attitude dépendra non seulement le sort de l'ancienne armée rouge, mais aussi celui de la CEI.

M0146 - 0217 0 - 6.00 F



Le sommet de la Communauté des Etats indépendants s'est achevé vendredi 14 février à Minsk sans résultats très substantiels. Si vingt accords ont été signés, plusieurs participants, notamment l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan, ont refusé de collaborer à une défense conventionnelle « unifiée », comme le souhaitait la Russie. En revanche, l'accord pour un commandement unique des forces stratégiques a été confirmé. Un autre rendez-vous a été pris pour le 20 mars à Kiev.



Lire page 3 les articles de JACQUES ISNARD, de MARIE JÉGO et de JAN KRAUZE

A cinq semaines des scrutins locaux

M^{me} Cresson s'engage sur le front électoral

M^{me} Cresson entend relever le défi de l'opposition en donnant une dimension nationale à la campagne des socialistes pour les élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars prochains. Le premier ministre a prévu de participer au meeting régional d'Ile-de-France, à Créteil, le 27 février, et à celui du Nord-Pas-de-Calais, à Lille, au début du mois de mars. La semaine de dépôt des candidatures aux élections régionales commence le 17 février.

La gestion aux urnes

par Thierry Bréhier

Dans cinq semaines, maintenant, les Français vont devoir - ou, en tout cas, vont pouvoir - se rendre aux urnes. Les déclarations des dirigeants politiques ont cependant le plus grand mal à trouver une petite place au milieu des images des Jeux olympiques. Ces élections, en effet, paraissent passionner les acteurs et les observateurs de la vie politique autant qu'elles laissent indifférents les électeurs.

Nul ne peut nier, pourtant, que les résultats du scrutin régional auront une importance considérable sur la vie politique nationale. Et nul ne devrait ignorer que les conseillers régionaux et les conseillers généraux élus les 22 et 29 mars auront une influence

certaine sur le cadre de vie des Français. Les élections locales ont souvent, c'est vrai, ce double visage de Janus. Mais, cette fois, ce trait est particulièrement accentué, et c'est, paradoxalement, une des raisons de la lenteur du démarrage de la campagne.

Après trois ans sans élections, laps de temps particulièrement long dans l'histoire de la République, il est logique que chacun attende avec impatience de connaître la réalité de l'opinion des citoyens autrement que par des sondages techniquement mal adaptés à la mesure des évolutions essentielles de la période récente : l'importance de l'abstention, la montée en puissance du Front national, la poussée des écologistes.

Lire la suite page 7

La métamorphose de Carlos Menem

Le président argentin, qui est attendu le 17 février à Paris, a révolutionné le péronisme

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Après s'être rendu à Strasbourg et à Bruxelles, M. Carlos Menem est attendu lundi 17 février à Paris pour une visite officielle de trois jours, la première qu'il effectue en France. Ses hôtes pourront constater que le président argentin a renoncé à ses célèbres favoris, et se montre très soucieux de son « look », qui lui a récemment valu le titre d'homme le plus élégant de l'année, décerné par une revue américaine. Les échos de ses déclarations conjuguées et sa réputation de latin lover ne défraient plus la chronique, et seuls les exploits sportifs de ce jeune sexagénaire, sur les courts de tennis ou aux commandes d'un avion de chasse, retiennent encore l'attention des magazines.

En vingt mois de gouvernement, la métamorphose du chef de l'Etat ne se limite pas à son aspect physique. Sur le plan politique, ce caudillo provincial, élu en 1989 par une nette majorité mais sur un programme flou aux accents populistes, a révolutionné les principes du fondateur de son parti, le général Juan Domingo Peron. A la surprise générale, il a choisi de gouverner avec les conservateurs, a réussi à démanteler le pouvoir des syndicats et a imposé le mystique du libre marché, dans un pays où plus d'un tiers de la population vit dans la pauvreté.

Le président argentin refuse d'admettre qu'il ait trahi en quoi que ce soit les idées de Peron. « Un justicialiste (péroniste) est le même aujourd'hui qu'il y a quarante-cinq ans », nous a-t-il déclaré, peu avant d'entamer sa

tournée européenne. « Le général Peron lui-même disait que sans renouvellement une doctrine périsait. Il n'y a pas eu de rupture. Il y a une actualisation. » M. Menem, qui se définit comme un « politicien-né », affirme que « pour être un leader il faut savoir jouer de l'effet de surprise. Ce qui, consiste notamment à changer les mentalités. Par exemple, après la première privatisation, malgré l'opposition des syndicats, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui m'ont demandé de continuer... Regardez la fameuse oligarchie argentine, qui n'a jamais rien voulu savoir du péronisme : c'est la plus enthousiaste ! Mais ils refusent de se dire péronistes, ils se disent ménemistes. Moi, je suis toujours péroniste ».

CHRISTINE LEGRAND

Lire la suite page 5

Les conseils de « Kofi »

Le secrétaire d'Etat à l'intégration vent donner la parole aux « anciens »

LA ROCHE-SUR-YON

de notre envoyée spéciale

Il était une fois un petit village du Finistère, Saint-Coulitz (363 habitants) qui se donna comme maire un Togolais naturalisé français. Flatté mais prudent, l'heureux élu, M. Kofi Yamgnane, Africain de souche, émit tout de suite des doutes sur sa propre capacité à saisir toutes les subtilités de l'âme bretonne. Il ne cacha pas non plus sa désapprobation sur la façon dont la société française traite ses vieux. Pour lui, « l'ancien » représente la mémoire d'une collectivité, et, pourquoi pas ? la sagesse. Il eut alors l'idée de marier ses deux cultures, la togolaise et la française, et de créer un conseil des sages qui restituerait aux plus âgés la parole, et donnerait des

avis, éclairés par l'expérience et l'histoire du terroir, sur tous les problèmes de la commune.

Quand M. Yamgnane formula son projet, certains se gaussèrent : la France n'est pas l'Afrique, dirent ces esprits chagrins. D'autres crièrent au gadget, et d'autres enfin craignirent de voir les vieux accaparer le pouvoir.

Les anciens, eux, relèveront le défi. Le 19 avril 1989, les 83 habitants de plus de soixante ans que comptait la commune ont été invités à venir élire 9 d'entre eux (5 femmes et 4 hommes). Depuis, le premier samedi de chaque mois (parfois plus souvent), les sages se réunissent avec le maire et discutent budget, égouts, voirie, avant que le conseil municipal se saisisse du dossier.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Lire la suite page 8

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Matières premières : de l'étain contre de la cocaïne ■ Marché monétaire et obligataire : un mauvais vent d'Amérique ■ Devises et or : un dollar haussier ■ Marché international des capitaux : une option valorisée

Page 21

Loin des capitales

Palewan (Philippines), « dernière frontière » écologique
Lire l'article de PHILIPPE PONS page 5

M. Philippe Séguin

au « Grand Jury RTL-Le Monde »
M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, maire d'Épinal, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 16 février à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 22

HECTOR
BIANCIOTTICe que la nuit
raconte au jour

Grasset

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cus, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia
75003 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : (46-62-72-73)
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe S.A.
Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Luxembourg
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Remise en mains des microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-25-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 : TAPES LEMONDE
ou 35-15 : Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SURSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CEU
3 mois	468 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 568 F
1 an	1 628 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vos abonnés
renvoyez ces bulletins
accompagnés
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez nous l'abonnement d'inscrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP, Paris RP 201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Preppart
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Jacques Arnault
Thomas Ferrucci
Philippe Hermand
Jacques-François Simon

Daniel Varner
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurendeau (1992-1995)
André Fontaine (1995-1997)

DATES

Il y a cinquante ans

Le procès de Riom

Le 19 février 1942, un commis-
saire de police transfère cinq
inculpés de leur cellule de la
maison d'arrêt de Riom au palais de
justice par un souterrain spéciale-
ment remis en état. Confiés à des
gendarmes, les prévenus se rendent,
après un détour dans la salle d'au-
dience, où siègeait d'ordinaire la cour
d'assises. Le public, soigneusement
contrôlé par des policiers casqués,
mouquetonné à la bretelle, était alors
admis : des officiers, qui gagnaient
des loges spécialement aménagées
dans de fausses boiseries, un petit
nombre de privilégiés et quelque cent
cinquante journalistes, dont une cin-
quantaine d'étrangers. Lorsque l'huissier
audienceur annonçait « la Cour
suprême », derrière le président
Caoux, revêtu de rouge, portant collet
d'hermine et sarmar, faisaient leur
entrée le procureur général et huit
juges, dont deux en uniforme de
vice-amiral et de général et un en
toge universitaire.

Le président prononçait à 13 h 30
la formule consacrée : « L'audience
est ouverte » et procédait à l'interro-
gatoire d'identité des cinq inculpés.
Ceux-ci, internés dès l'automne 1940,
incarcérés en octobre 1941 au fort du
Portalet et à Bourrasol, étaient pré-
sents « domiciliés à la maison
d'arrêt de Riom ». Deux d'entre eux
étaient probablement inconnus du
Français moyen : le contrôleur gé-
néral Pierre Jacomet, ex-secrétaire gé-
néral du ministère de la défense natio-
nale. Le député radical Guy La
Chambre, ancien ministre de l'air.
Les trois autres, en revanche, avaient
fait la une des journaux : Maurice
Gamelin, saint-ovrien, avait com-
mandé en chef l'armée française jus-
qu'au 19 mai 1940 ; Edouard Daladier,
l'un des caciques du parti
valoisien, avait été, entre autres fonc-
tions politiques, ministre de la guerre
de juin 1936 à mai 1940, et prési-
dent du conseil d'avril 1938 à mai
1940 ; Léon Blum, enfin, symbolisait
tout à la fois le gouvernement du
Front populaire, qu'il avait présidé
de juin 1936 à juin 1937, et une
manière d'être socialiste.

Organisé par Vichy...

Alors, le greffier lut de sa voix
monocorde un bref « arrêt de mise en
jugement ». Plus de quatre cents
témoins étaient cités et il était prévu
que le procès durerait jusqu'à l'été.
L'Etat français n'avait pas légué sur
le décor : peintures fraîches, boiseries
recouvertes de serge verte, aux murs
des tapisseries de Beauvais et des
Flandres sorties, comme les huit in-
struets de cristal, du Mobilier national.
La justice allait passer dans toute sa
majesté, c'est du moins ce qu'on pen-
sait du côté de Vichy.

Il s'agissait bien d'un procès orga-
nisé par Vichy. L'occupant n'était
pour rien dans son déroulement : le
Reich avait l'intelligence de laisser les
Français laver leur linge sale en
public. André Le Troquer, l'un des
avocats de Blum, put le dénoncer
d'entrée de jeu : « Il y a des procès
qu'on n'engage pas n'importe quand ;
le territoire national doit être libéré
de l'occupation étrangère pour débiter
entre Français de ce qui regarde les
Français. » C'est que quelques idées
pensées vichystes et Pétain lui-

même, dérangés par l'idée de régler
tout un arrière de comptes politiques,
voulurent diaboliser l'ancien
régime pour mieux ancrer le nou-
veau ; les inculpés devaient être les
boucs émissaires dont le châtiment
prouverait au bon peuple la nécessité
du redressement moral et intellectuel
auquel l'Etat français se consacrait
autoritairement.

Mais, comme souvent à Vichy, la
manœuvre tourna à la déconfiture.
L'acte constitutionnel n° 5, en date
du 30 juillet 1940, avait institué une
cour suprême de justice, installée dès
le 8 août à Riom. Faisant fonction à
la fois de magistrat instructeur et de
chambre de mise en accusation, elle
avait pour mission de « juger les
ministres, les anciens ministres ou
leurs subordonnés immédiats (...) accusés
d'avoir trahi les devoirs de leur
charge dans les actes qui ont
concouru au passage de l'Etat de paix
à l'Etat de guerre avant le 4 septem-
bre 1939 et dans ceux qui ont ulté-
rieurement aggravé les conséquences
de la situation ainsi créée ».

... contre la République parlementaire

Mais comme les juges
- nommés - prenaient trop leur
temps pour interpréter ce galimatias
juridique et instruire le dossier, Phi-
lippe Pétain, le 16 octobre 1941,
condamnait *motu proprio* (comme il
s'en était arrogé le droit en vertu de
l'acte constitutionnel n° 7) à la déten-
tion dans le fort du Portalet Blum,
Daladier, Gamelin, ainsi que Mandel
et Reynaud que les juges refusaient
d'inculper. Pétain, malgré quelques
mises en garde, ne résistait pas à
l'idée de ce procès public à grand
spectacle qui étoufferait les rumeurs
concernant ses responsabilités de
patron de l'armée française pendant
l'entre-deux-guerres et confondrait
pour la postérité ses adversaires poli-
tiques. La presse reçut d'ailleurs pour
consigne d'écrire *ubi et ubi* que le
maréchal avait pris en 1934 la déci-
sion de décapiter le budget de la
guerre, ce qui était absolument faux.
L'interrogatoire juridique était total :
alors qu'il s'agissait d'hommes déjà
condamnés par le chef d'un Etat
autoritaire, le président dut préciser,
au début du procès, que la Cour
considérait les accusés comme de
simples prévenus.

Les juges ne se plurent que par-
tiellement, en cette occasion du
moins, aux vices du pouvoir. Ils
eurent, en tout cas, le courage de
refuser qu'on pût rendre les inculpés
responsables du déclenchement des
hostilités. Le président et le procu-
reur général surent respecter les
formes : non seulement il leur ar-
riva d'écarter le « présent » à
Daladier comme à Blum, mais sur-
tout ils laissèrent les inculpés s'expri-
mer largement, et les rappels à l'or-
dre de Caoux restèrent courts :
« Monsieur Blum, la cour politique de
votre argumentation n'intéresse pas la
cour. Vous vous dégagez trop souvent
de ce domaine ». Cela dit, malgré
leurs dénégations (« Pour la cour, le
procès n'est pas et ne sera jamais un
procès politique », déclara Caoux),
tout en prétendant n'apprécier que
les carences de la France en matière
militaire, ils acceptèrent de mener un
procès éminemment politique, celui

du Front populaire et, derrière lui, de
la République parlementaire. De
surcroît, ils avaient pris grand soin
de limiter soigneusement la chrono-
logie : on ne remonterait pas en deça
de 1936, ce qui évitait que fût mis
en cause le maréchal. On ne parlerait
pas non plus de la conduite des opé-
rations, ce qui ne pouvait que soula-
ger nombre de généraux ; en
revanche, étaient retenues parmi les
griefs la loi des 40 heures, celle des
congés payés, les nationalisations,

qui d'espérilles à la bonne peinture,
qui de jugulaires pour leurs casques ;
de ce concert de lamentations, il res-
sortait que si les officiers supérieurs
n'étaient en rien responsables du
désastre militaire, les hommes politi-
ques, eux, l'étaient totalement.

Comment les inculpés allaient-ils
réagir ? Gamelin choisit le silence :
« Me taire, c'est encore servir » (ce
dernier mot tournait chez lui au leit-
motiv). Guy La Chambre ne fut pas
très courageux, et Jacomet s'en tint à

« Aujourd'hui Gambetta serait en pri-
son et Bazaine au gouvernement. »
Blum choisit d'affirmer d'entrée de
jeu ses convictions : « Si la Républi-
que demeure l'accusée, nous resterons
à notre poste de combat comme ses
défenseurs et ses défenseurs. » Il fit élo-
quemment l'apologie du Front popu-
laire et n'hésita pas à prendre la
défense des communistes engagés
dans la Résistance, notamment du
syndicaliste Jean-Pierre Timbaud :
« J'ai été souvent en bataille avec lui.
Seulement, il a été failli et il est
mort en chantant la Marseillaise...
Alors, en ce qui concerne le PCF, je
n'ajouterais rien. »

Hitler hausse le ton

La presse parisienne et collabora-
tionniste écrivait : « Au lieu d'abattre
les salauds, on leur a donné une tri-
bune », s'emportait *Je suis partout*.
Hitler en personne haussait le ton : le
15 mars, célébrant la Journée des
héros, il s'étonnait que les Français
soient incapables de juger rapide-
ment les responsables du déclenche-
ment de la guerre ; Mussolini en
rajoutait : « Ce procès est une force
typique de la démocratie. » A Vichy,
plongé dans l'embarras, on discutait
et bientôt on ne chercha plus qu'à
sauver les apparences : sur le rapport
de Daladier et de Barthélemy, le garde
des sceaux, Pétain mit à profit, le
15 avril, la suspension des audiences,
nécessaire pour que siège la cour
d'assises, en renvoyant le procès, par
décret, *sine die*, pour suppléer
d'information concernant notamment
la manière dont avait été déclenchée
la guerre. Un an plus tard, le 21 mai
1943, le procès était définitivement
interrompu.

Pareille pantalonade - car c'était
une et de taille - ne se trans-
forma sans doute pas en une déroute
politique. De Gaulle ne se priva pas
de fustiger Vichy : « On voit même
les accusés que les traites ont traités
à l'infamie procès de Riom bousculer
la mascarade et accuser la trahison. »
Mais dans l'Hexagone, la censure
veillait, et le Français moyen ne
comprit pas forcément tous les
enjeux du procès. Dans les milieux
plus avertis, parmi ceux du moins
qui demeuraient encore réalistes,
ce fut très sensible aux malheurs
accumulés et à cette capitulation de
Vichy en rase campagne dès que Hit-
ler avait donné de la voix. Grâce à
leur courage politique, Daladier et
Blum faisaient oublier la débâcle
parlementaire du 10 juillet 1940,
réhabilitant pour partie un régime
que les maîtres de l'heure avaient
pu évincer sans doute en grande pompe.
Et à tous ceux, à Vichy ou ailleurs,
qui prophétisaient que la classe poli-
tique, telle qu'elle fonctionnait
naguère, était définitivement hors
jeu, ils sonnaient son réveil et signi-
fiaient qu'elle recouvrait des forces.
C'est à elle que Vichy, arroseur
arrêté, venait de rendre un fier ser-
vice.

JEAN-PIERRE AZÉMA
Professeur à l'Institut d'études
politiques de Paris



Les caricatures de Daladier, Blum, Mandel et du général Gamelin
sur les murs de Paris pendant l'Occupation.

sans oublier les faiblesses coupables à
l'égard des « éléments subversifs et
révolutionnaires », toutes mesures
qui, selon l'instruction, expliquaient
les désastres de 40 et justifiaient l'in-
culpation de Blum.

Une vingtaine d'audiences virent
défiler, comme témoins cités par l'ac-
cusation, colonels et généraux : à
quelques exceptions près, ils se plai-
gnirent amèrement d'avoir manqué

son dossier. Mais Daladier, et Blum,
totalement solidaires, dominèrent le
procès. Daladier en pleine forme,
précis, cinglant, anéantit cette bro-
chette de généraux vaincus et pleur-
nichards : à celui qui attribuait 7 000
puis 6 000 blindés à la Wehrmacht,
il répliquait ironiquement : « L'Alle-
magne a déjà perdu 1 000 chars en
cinq minutes. » Il se permettait de
traîner dans la boue le maréchal :

BIBLIOGRAPHIE

Justice et libertés

PROCÈS PÉNAL ET DROITS DE L'HOMME

Vers une conscience européenne, en
matière de procès pénal.
Ces débats ont été transcrits et
sont aujourd'hui réunis dans un livre
publié aux Presses universitaires de
France. On y trouve l'essentiel des
discussions qui ont eu lieu au Centre
Georges-Pompidou, mais aussi le
texte des contributions de tous les
participants de ce colloque.

Cet ouvrage représente ainsi un
véritable guide sur les procédures
pénales européennes : on y évoque
les réformes entreprises ces dernières
années en Italie et au Portugal, les
états d'âme des Anglais sur leur sys-
tème accusatoire, ou les interroga-
tions des jeunes démocrates de l'Euro-
pe de l'Est sur l'avenir de leur
procès pénal. Mais ce livre montre
également à quel point ces débats
dits de procédure, souvent incompré-
hensibles pour tous ceux qui ne font
pas partie du séail, sont étroitement
liés à la question de la démocrati-
sation, mais aussi, plus largement, à
celle des droits de l'homme. « Par-
delà l'image de complexité foison-
nante que donne le droit en Europe,
conclut ainsi M^{me} Mireille Delmas-
Marty en évoquant les dix principes
directeurs définis par la commission
Justice pénale et droits de l'homme,
la recherche d'une identité commune
sans uniformité pourrait bien être,
pour les juristes, une façon de monter
vers la voie de la sagesse. »

En présence de juristes, de socio-
logues, de philosophes, de journa-
listes, mais aussi de simples citoyens,
la procédure pénale, qui a fait, ces
dernières années, l'objet de réformes
dans l'Europe tout entière, fut donc
discutée, notamment au regard du
travail de la commission Justice
pénale et droits de l'homme, présidée
par M^{me} Delmas-Marty. Étaient réu-
nis des chercheurs français, des juges
italiens, des professeurs soviétiques et
des ministres slovaques, tous attachés
à dessiner peu à peu les contours

"GRAND JURY"

RTL - Le Monde

PHILIPPE SEGUIN

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON
ET THOMAS FERRUCI (LE MONDE)
RICHARD ARZT
ET PAUL JOLY (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

Le Monde

CEI : la fin du sommet de Minsk

La Russie n'est pas parvenue à imposer sa conception d'une armée communautaire

Le nouveau sommet de la CEI, vendredi 14 février à Minsk, s'est achevé sur un résultat très mitigé : trois Etats membres - l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan - ont refusé de participer à toute défense conventionnelle, « unifiée », comme le souhaitait la Russie. Seul l'accord sur un commandement unique des forces stratégiques est maintenu.

MOSCOU

de notre correspondant

La satisfaction affichée par le président ukrainien Leonid Kravtchouk au soir du sommet communautaire de Minsk a dû faire grincer bien des dents en Russie. Après tout, la longue et harassante journée s'est terminée, comme tant d'autres, dans la plus grande confusion, l'avenir de la CEI reste incertain et aucun accord d'ensemble n'a pu être atteint sur l'objet essentiel de la réunion : l'avenir des forces armées de l'ex-URSS.

Tout cela n'a pas empêché M. Kravtchouk de se féliciter de l'atmosphère « constructive et amicale » de la conférence qui a réuni neuf des onze chefs d'Etat de la CEI (les présidents kirghiz et tadjik étaient retenus par des obligations jugées plus importantes) ni d'affirmer sa foi dans « l'avenir de la Communauté ». Mais une communauté conforme à l'idée que s'en fait l'Ukraine. « Il ne faut pas lier l'avenir de la CEI à la question des forces armées (...). Cette question n'a pas d'importance (...). La CEI, ce sont avant tout des questions économiques et politiques ».

Boris Eltsine a, lui, préféré s'écarter en silence, évitant d'apparaître lors de la brève conférence de presse finale (voir par ailleurs), mais la « mise alternative », jugée « très intéressante », a été abordée à certains moments de la conférence filmée par la télévision ne laissant guère de place au doute : le président russe, lui, n'appréciait pas la tournure des événements.

En apparence, c'est pourtant l'Ukraine qui pourrait avoir quelques raisons de s'inquiéter des résultats de cette journée. Deux Etats seulement - la Moldavie et

l'Azerbaïdjan - partagent explicitement son point de vue et ont proclamé leur refus de participer à une quelconque défense unifiée et, à plus forte raison, de la financer. La « majorité », au contraire, semble accepter de suivre le chemin tracé par la Russie, c'est-à-dire le maintien d'une force communautaire conventionnelle (qui n'exclut pas la possibilité pour les Etats membres de former des armées). Mais cette majorité est fragile, et plusieurs de ses membres ont déjà exprimé des réserves : ainsi, la Biélorussie envisage sa participation à cette défense unifiée comme provisoire, limitée à une période d'un an et demi environ (l'accord à l'avenir lui-même que sur deux années).

L'Ouzbékistan a, pour sa part, ramené l'arrangement à ses justes proportions, son président, Islam Karimov, déclarant ouvertement que c'était une affaire de gros sous : tous les Etats qui se prononcent pour un commandement unifié mènent parallèlement des négociations avec la Russie pour que cette dernière prenne en charge l'entretien des troupes déployées sur leurs territoires, a expliqué M. Karimov, avant d'ajouter : « Si la Russie est si généreuse, alors l'Ouzbékistan est prêt à faire la même chose ». De fait, les petites Républiques d'Asie centrale, financièrement épuisées, ne sont pas présentes en état d'assurer l'entretien d'armées dignes de ce nom. Le Kazakhstan, lui, accepte de coopérer sur le plan conventionnel, apparemment pour mieux monnayer ses atouts nucléaires. Quant à l'Arménie, elle aurait tout à perdre de la disparition des forces communautaires dominées par une Russie « chrétienne » et seules en mesure de la protéger d'un Azerbaïdjan militairement beaucoup plus puissant.

Un protectorat russe...

C'est d'ailleurs pour protester contre le rôle joué par un régiment de l'armée ex-soviétique dans une récente et sanglante attaque contre un village azéri que M. Moutalibov a quitté, furieux, la conférence de Minsk : le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces « unies », qu'il avait interpellé à ce sujet, s'était borné à lui promettre

l'envoi d'« experts » d'ici trois jours.

Là encore, « l'accord à huit » peut apparaître comme conforme aux vœux des dirigeants russes. Tout en gardant un habillage communautaire, les forces de la CEI, payées et dirigées par la Russie, affirmant un protectorat russe d'autant moins contesté que le pays le plus farouchement rebelle à cette idée - l'Ukraine - resterait, lui, sur la touche. Mais c'est là une amère consolation pour une Russie dont la zone d'influence militaire serait ainsi considérablement réduite et privée de ses territoires les plus précieux, ceux de l'ouest. Dans l'esprit des dirigeants russes, l'Ukraine et la Biélorussie constitueraient, aux côtés de la Russie, deux des trois piliers de l'édifice dont la construction avait été entreprise à Minsk précisément, au début du mois de décembre dernier. Le premier fait défaut, le second vacille, et la Russie, dans

l'état où elle se trouve aujourd'hui, a-t-elle vraiment la force de jouer les Samson ?

Dans l'immédiat, l'accord partiel et provisoire réalisé à Minsk dispense pourtant la Russie de changer son fusil d'épaule et de constituer sa propre armée. M. Eltsine avait redit, avant l'ouverture de la conférence, que la Russie serait la dernière à le faire ; et il lui serait difficile de revenir sur sa parole tant que plusieurs de ses partenaires continuent à jouer le jeu communautaire. Cela ne sera pas forcément du goût de ceux des dirigeants russes qui ont hâte de voir les choses se clarifier. Mais, à l'inverse, ce délai supplémentaire peut permettre à l'état-major de récupérer plus ou moins discrètement, au nom de la « Communauté », le matériel revendiqué par les Etats qui entreprennent de constituer leurs propres armées. Déjà, au cours de la réunion de Minsk, M. Kravtchouk a accusé en

termes fort vifs le maréchal Chapochnikov d'avoir « vendu » une cinquantaine de navires de la flotte de la mer Noire dont l'Ukraine revendique une partie pour constituer sa propre marine. Le commandement unifié « se comporte comme un voleur qui crie au voleur » a ajouté le président ukrainien au cours de sa conférence de presse.

De leur côté, les Moldaves s'indignent de la disparition de leur territoire de « 233 chars, 345 véhicules blindés et 60 pièces d'artillerie ». « Nous n'attendons rien de bon de la CEI tant que l'on peut ainsi prendre aux petites Républiques ce qui leur revient », indiquait un communiqué publié à Chisinau à la veille de la rencontre de Minsk. Le même jour, les équipages de six bombardiers SU 27 M ont quitté sans autorisation, à bord de leurs appareils, et avec le fanion du régiment, leur base d'Ukraine occidentale, pour rejoindre la Russie. La télévision de Moscou a fait grand cas de cette aventure, mais le ministre ukrainien de la défense a, lui, très mal pris la chose, exigeant la restitution des avions.

La Biélorussie elle-même apprécie peu certains comportements de l'état-major général. Ainsi, les dirigeants de Minsk ont protesté ces jours derniers contre la mise en état d'alerte, sans consultation préalable avec les autorités de la république, d'une unité de parachutistes basée à Vitebsk, et qu'on s'apprêtait, selon toutes apparences, à envoyer en Tchétchénie au cas où les choses auraient mal tourné dans cette république autonome du Caucase.

Une série d'accords

Tous ces frottements n'ont pas empêché la signature d'une série d'accords et de déclarations de principe, plus impressionnantes cependant par leurs intitulés que par leurs contenus. L'essentiel a été le maintien d'un commandement unique pour les forces stratégiques. Mais on s'est longtemps affronté sur la définition de ce terme qui, pour les Ukrainiens, ne recouvre rien d'autre que les armements nucléaires. Là encore, cet accord est provisoire et, pour reprendre les termes de M. Kravtchouk, le reflet « d'une situation objective ». Il faudra en effet attendre le début

de l'été pour que les dernières armes nucléaires tactiques soient rapatriées vers la Russie et jusqu'à la fin de 1994 pour que l'Ukraine, la Biélorussie et sans doute le Kazakhstan soient totalement dénucléarisés.

Pour le reste, le problème de la flotte de la mer Noire, tout comme celui de l'attribution des armements conventionnels, restent apparemment entiers. On ne s'est pas mis d'accord non plus sur le partage de l'héritage « civil » de l'URSS, ses possessions à l'étranger et ses biens culturels. La question a été mise sur le tapis par M. Kravtchouk, et il semble qu'en dépit d'un accès de colère de M. Eltsine, il soit parvenu à faire admettre le principe selon lequel tous les Etats-membres de la CEI (et non la seule Russie) sont à cet égard les héritiers légitimes de l'Union soviétique.

Toutes les questions restées sans réponse à Minsk seront à nouveau posées lors du prochain « sommet » de la CEI fixé au 20 mars à Kiev. D'ici là, il apparaît peut-être un peu plus clairement si la Communauté est, lentement et péniblement, en train de se faire, ou si, au contraire, elle est en train de se défaire.

JAN KRAUZE

o Huit nouvelles Républiques à l'ONU. - L'Assemblée générale de l'ONU a, le 28 février, huit nouveaux membres, issus de l'ancienne Union soviétique, a-t-on indiqué, vendredi 14 février, de source diplomatique. Ces dernières semaines, le Conseil de sécurité a officiellement recommandé l'admission de l'Arménie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Moldavie, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan. Le Conseil de sécurité a adopté la même décision, vendredi, pour l'Azerbaïdjan. La Biélorussie et l'Ukraine sont membres fondateurs de l'ONU comme l'Union soviétique, remplacée par la Russie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont été admises à l'ONU le 17 septembre dernier. Seule la Géorgie n'a pas encore demandé son admission. - (AFP)

Confusion générale

MINSK

de notre envoyée spéciale

C'est dans l'immeuble de l'ex-comité central du Parti communiste biélorusse, au croisement de l'avenue Marx et de la rue Engels, qu'a eu lieu, vendredi 14 février, la quatrième réunion de travail des chefs d'Etat de la CEI. Le scénario a été en tous points semblable à celui du dernier sommet de Minsk, en décembre dernier : une grande confusion, peu d'informations, une conférence de presse sans cesse retardée puis bâclée. En effet, quinze minutes avant qu'elle ne commence, la délégation de l'Azerbaïdjan annonçait qu'elle devait brusquement quitter Minsk pour cause d'affrontements dans le Haut-Karabakh. Plus tard, c'était le tour des Kazakhs : « L'avion n'attend pas », expliquait l'attaché de presse du président Nazarbaev, non sans lâcher froidement : « Si vous voulez en savoir plus, demandez donc aux Biélorusses ». L'urgence ne semblait

pourtant pas extrême. Une demi-heure après la fin de la conférence, on a pu voir la délégation kazakh, attachée de presse en tête, attendre sagement dans un bus.

Dans la salle, on se retirait donc, petit à petit, de la table de la conférence, les cartons des présidents absents. Dans la précipitation, on enleva aussi celui du président arménien Ter-Petrosian, qui eut bien du mal, le moment venu, à trouver sa place. L'absence la plus remarquable fut sans doute celle du président russe. « Il a donné trop d'interviews aujourd'hui », a expliqué M. Kravtchouk. « Il travaille » a rétorqué un peu plus tard M. Guennadi Sourboulis, le premier vice-premier ministre de Russie. Enfin, M. Kravtchouk, confortablement installé sous un portrait de Lénine de deux mètres sur deux, se déclarait satisfait de cette journée de travail : « C'est bien la première fois que nous nous mettons d'accord sur autant de points ».

MARIE JEGO

Alors que l'Iran entreprend une médiation

Bakou accuse les forces de la CEI d'attaquer des villages azéris du Haut-Karabakh

Le président azerbaïdjanais, M. Ayaz Moutalibov, quitté « d'urgence », vendredi 14 février, le sommet de Minsk, après avoir accusé un régiment des forces de la Communauté des Etats indépendants (CEI) de participer à l'attaque d'un village azéri du Haut-Karabakh, a déclaré à Minsk le porte-parole de la délégation azerbaïdjanaise. Des militaires de la 81^e division, membres du régiment motorisé de la CEI basé à Stepanakert, capitale du Haut-Karabakh, ont participé à l'attaque de deux villages azéris de la région et onze d'entre eux ont été tués vendredi, selon l'agence azerbaïdjanaise Touran. Selon le porte-parole azéri, le régiment 366 a lancé, vendredi, un assaut avec des chars et de l'artillerie contre une nouvelle localité azérie du Karabakh. Le commandant des forces armées de la CEI, le général Chapochnikov a simplement dit au président azéri qu'il dépêcherait, lundi, des « experts » sur place, mécontentant M. Moutalibov, a ajouté ce porte-parole.

Alors que le groupe d'observateurs de la CSCE poursuit sa mission sur le terrain, l'Iran a annoncé officiellement, vendredi 14 février, qu'il entreprendrait, à partir de mardi 15 février, une médiation, à leur demande, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour tenter de mettre fin au conflit sur l'enceinte arménienne d'Azerbaïdjan. Le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, se rendra à Bakou puis à Erevan à l'invitation des deux Républiques, puis leur soumettra un plan de paix, a annoncé l'agence officielle IRNA. (AFP, Reuters)

Conséquence de la disparition des « blocs »

Les marchés militaires d'occasion sont en pleine expansion

La désintégration du pacte de Varsovie et les accords de Vienne en matière de désarmement classique Est-Ouest ont déréglé le commerce international des armes - qui, déjà, était un marché sans foi ni loi - et contribué à instaurer une grande braderie des fournitures militaires à travers la planète.

Cette situation ne laisse pas d'inquiéter des gouvernements, au sein de l'ONU ou de la CSCE par exemple, qui ont tenté de fixer des règles du jeu, au besoin en préconisant des autorisations de vente. Force est d'admettre que, pour l'instant, le système ne fonctionne pas. On assiste à un « dévergondage » dans les transactions, pour reprendre le propos d'un spécialiste.

Nul n'est à l'abri de reproches, dans ce commerce qui, en ce moment, touche surtout les matériels de seconde main. Tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest, cherchent par tous les moyens à se débarrasser de leurs équipements sur un marché de l'occasion qui vient de prendre une dimension insoupçonnée.

A l'Est, d'abord. Si l'on en croit des estimations établies par les services de renseignement occidentaux, l'ancienne URSS a réussi, en dépit de ses déboires politiques et économiques, à placer en 1991 pas moins de 12 milliards de dollars d'armes à l'étranger. Certes, cette première évaluation peut toujours être contestée. Mais, les preuves abondent pour en témoigner.

En Iran, notamment, les pays de la CEI auraient l'espoir de pouvoir partir à la conquête d'un « grand bazar » (le Monde du 12 décembre 1991), dont les besoins avoués et tous azimuts portent autant sur des avions Mig-29, Su-24 complets ou des pièces



détachées pour les avions irakiens - stationnés en Iran depuis la guerre du Golfe - que sur des chars T-72, des canons de 122 ou 130 mm, des missiles sol-air SA-5 dits Gammon ou encore des sous-marins. Les contacts principaux de Téhéran, à l'heure actuelle, se font avec la Russie et le Kazakhstan pour un montant estimé à 1 milliard de dollars dans un premier temps.

La main dans le sac

La Russie et le Kazakhstan sont suspectés de vouloir aller plus loin. Des informations recueillies par les services occidentaux donnent à croire que la société Glavosmos, qui est commune à ces deux Etats, propose

à des clients étrangers des propulseurs de missiles balistiques SS-25, SS-24 et SS-18 pour qu'ils servent, le cas échéant, de lanceurs spatiaux. La crainte existe - mais rien n'indique que ce soit réellement le cas aujourd'hui - d'une large « distribution » des 40 000 tonnes d'agents chimiques ex-soviétiques à des clients incontrôlés.

Plus récemment, ce sont l'Uruguay et la Finlande qui ont reçu, dans le premier cas, cinq chasseurs de mines et deux remorqueurs de port, et, dans le second, des recharges pour des Mig-21 et des munitions, qui ont été prélevés sur les stocks de l'ancienne Allemagne de l'Est avec l'accord de Bonn.

La Tchétchoslavaquie et la Pologne, pour s'en tenir à ces deux exemples,

ne sont pas davantage restées les bras croisés. Ainsi, Prague vient de se faire prendre la main dans le sac, lorsqu'un cargo allemand, le *Godewind*, a été intercepté en Méditerranée avec à son bord un lot de seize T-72 construits sous licence soviétique par des usines tchécoslovaques et acheminés en toute illégalité vers la Syrie. Il s'agit, à en croire les services occidentaux, d'une partie minime d'un marché beaucoup plus vaste - on parle de trois cents chars du même modèle - dont ils auraient en réalité perdu la trace. Ainsi, encore, Varsovie ne dissimule plus son intention de prospecter à l'exportation : avec ses quatre-vingts usines d'armement, qui occupent quelque 260 000 personnes, soit 7 % de sa population active, la Pologne envoie des missions, pour placer ses surplus, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient.

Mais les pays de l'Est ne sont pas les seuls coupables dans ce marché de l'occasion qui attire de nombreux fournisseurs. La raison en est que la clientèle, souvent impécunieuse, a tendance à choisir des matériels de seconde main ou conçus en *kit*, qui sont moins chers à l'achat (sinon à l'entretien) que ne le sont aujourd'hui devenus des équipements tout neufs.

Au grand dam des Français

A l'Ouest, ce sont les Etats-Unis - dont l'armement en Europe est désormais limité par le traité de Vienne - mais aussi l'Allemagne qui se font plus spécialement remarquer dans ce domaine. Au grand dam, parfois, des industriels français, entre autres européens, qui n'ont pas toujours l'opportunité, ni les capacités de suivre la mise en œuvre de ces matériels.

L'Espagne a signifié son intention d'acquiescer 420 chars M-60 avec un

guidage laser sur la cible, 110 blindés M-113 et 83 obusiers de 203 mm auprès des forces américaines en Europe. Le ministre espagnol de la défense, M. Julian Garcia Vargas, ne cache pas que l'opération est éminemment rentable. Son pays a, de longue date, des chars AMX-30 français. Il pourrait se montrer intéressé par le char Leclerc. Mais, en attendant, au prix que lui consentent les Américains (moins de 500 millions de dollars) pour les seuls 420 M-60, l'Espagne aurait tort de s'en priver si, de surcroît, ce contrat est intérimaire, le temps que le Leclerc soit exportable. Pour les Américains, la traction avec Madrid est tout bénéfice : le rapatriement aux Etats-Unis de ces M-60, et leur casse, auraient coûté cher.

De même, l'Allemagne a promis de livrer à la Turquie, pour environ 1 milliard de dollars, des matériels (il s'agit de 300 blindés d'accompagnement de l'infanterie avec les munitions, de 5 000 armes RPG-7 anti-chars et de véhicules spécialisés) qui proviennent des stocks de l'ancienne armée « orientale ».

Tous ces marchés sont la conséquence directe de ce qui se passe en Europe depuis la chute du mur de Berlin en 1989, la dislocation du pacte de Varsovie qui a suivi et les accords de Vienne, en 1990, qui ont fixé des plafonds à l'équipement des armées dans les vingt-trois pays signataires de ce traité. Ils posent parfois plus de problèmes qu'ils n'en résolvent aux Etats clients. La moindre de ces difficultés n'est pas, pour un pays souverain, d'obtenir de son fournisseur une garantie permanente de service après-vente sur les matériels acquis et d'instruction régulière des personnels appelés à les servir.

JACQUES ISNARD

EUROPE

GRÈCE : avant la réunion des Douze

Imposante manifestation à Salonique contre la reconnaissance de la Macédoine yougoslave

Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rassemblées, vendredi 14 février à Salonique, dans le nord de la Grèce, pour affirmer le caractère hellène de la Macédoine et pour protester contre « l'usurpation » du nom par la République yougoslave située au nord de la frontière. La CEE doit examiner de nouveau, lundi, la question de la reconnaissance de la Macédoine.

ATHÈNES

de notre correspondant

La manifestation - la plus importante de mémoire de Salonique - était organisée par la municipalité conservatrice de Salonique avec le soutien des trois grands partis : la Nouvelle Démocratie (conservateur, au pouvoir), le PASOK (socialiste) et la Coalition de gauche (gauche indépendante). Le Parti communiste (KKE) a condamné « la vague de fanatisme et de nationalisme » et refusé de participer au rassemblement qui « exploite crûment les sentiments patriotiques du peuple ».

Dès le matin, des milliers de personnes se dirigeaient vers le centre de Salonique (800 000 habitants). Magasins, entreprises et écoles étaient fermées : bus et taxis offraient gratuitement leurs services pour transporter les manifestants.

« Nous, les descendants d'Alexandre le Grand... »

Des centaines d'autocars ont amené des habitants de l'ensemble de la Macédoine. L'Eglise orthodoxe était aussi mobilisée. Vingt métropoles (évêques orthodoxes) de la région se sont rendus en cortège à la manifestation. Les cloches des églises battaient le rappel et des centaines de drapeaux aux couleurs bleue et blanche de la Grèce

flotaient sur la ville. « La Macédoine était, est, et restera grecque », se sont exclamés les orateurs. « La Macédoine est ici, les Macédoniens, c'est nous », a ajouté le maire de Salonique, M. Constantinos Cosmopoulos, qui s'en est pris aux « fabricateurs de Skopje » (la capitale de la Macédoine yougoslave). Il a assuré également que « la Grèce, paradis des droits de l'homme, était la seule garantie pour la stabilité, la paix et la coopération dans les Balkans ». « Nous les Macédoniens, descendants d'Alexandre le Grand, nous n'acceptons pas les menaces », a souligné, pour sa part, l'évêque de Salonique, Mgr Pantelimonas. Le grand rassemblement nationaliste s'est terminé sans aucun incident par une fête populaire bon enfant, avec des chants et des danses.

Le « message » de Salonique est, avant tout, destiné aux partenaires européens de la Grèce, qui doivent se réunir lundi à Lisbonne pour se prononcer sur une éventuelle reconnaissance de la Macédoine yougoslave. Le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, espère que les pays de la CEE s'en tiendront à la déclaration du 16 décembre dernier, qui pose les conditions de la reconnaissance des Républiques yougoslaves.

Les Grecs avaient alors obtenu que les Douze lient la reconnaissance de la Macédoine yougoslave à l'adoption par Skopje de « garanties constitutionnelles excluant toute revendication d'ordre territorial » et à l'assurance que le nouvel Etat « ne mènera aucune action de propagande hostile, y compris en utilisant un nom qui sous-entend des revendications territoriales » (1).

DIDIER KUNZ

(1) La commission d'arbitrage de la Conférence pour la paix en Yougoslavie a considéré, dans son rapport remis le 11 janvier, que toutes les « garanties » demandées par la Grèce figuraient dans la Constitution de la Macédoine amendée au début de l'année (NDLR).

■ **ALTRICHE** : arrestation d'un néo-nazi. - La police autrichienne a arrêté, mercredi 12 février à Salzbourg, un chômeur de vingt-trois ans, militant néo-nazi, M. Jürgen Maria Liphay, adjoint de M. Günther Reinthaler, soupçonné d'être l'un des dirigeants de l'organisation néo-nazie autrichienne VAPO, lui-même déjà arrêté (le Monde du 12 février). Du matériel de propagande néo-nazie a été saisi au domicile de M. Liphay, qui nie faire partie du mouvement VAPO. - (AFP)

■ **MOLDAVIE** : attaque d'un poste-frontière par un commando roussophone. - Une vingtaine d'hommes en armes de la « République » roussophone du Dniestr ont attaqué, vendredi 14 février, un poste-frontière entre la Moldavie et l'Ukraine et sont repartis en emmenant les officiers des douanes, selon le ministère moldave de l'intérieur. La région roussophone du Dniestr, dans l'est de

la Moldavie roumanophone, s'est autoproclamée République en septembre 1990. - (AFP)

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : un procureur dénonce l'existence d'un plan pour créer une « Armée de libération de la Slovaquie ». - Le procureur militaire Miroslav Krizek a fait état, jeudi 13 février, devant la commission de défense et sécurité du Parlement fédéral, de l'existence d'un plan secret pour créer une « Armée de libération de la Slovaquie » (SOA), a rapporté vendredi 14 février l'agence CSTK. Selon le procureur, des préparatifs seraient en cours en Slovaquie, depuis le 1^{er} janvier dernier, pour engager une lutte armée pour l'indépendance de la Slovaquie, si celle-ci n'était pas déclarée par le Parlement de Bratislava d'ici à la fin de l'année. Ces révélations coïncident avec une recrudescence des vols d'armes dans les casernes, mais, selon certains parlementaires, il pourrait s'agir d'une « provocation ». - (AFP)

LE MONDE diplomatique

Février 1992

- **ALGÉRIE** : Le dérapage, par Lahouari Addi. - Dans l'état de la dépendance financière, par Zakya Daoud. - Que veulent les islamistes au Maghreb ? par Jacques Berque.
- **BELGIQUE** : L'extrême droite s'installe dans les coulisses du pouvoir, par Frédéric Larsen.
- **YOUGOSLAVIE** : Équilibre précaire en Bosnie-Herzégovine, par Catherine Lutard.
- **GÉORGIE** : Un pays livré aux luttes de clans, par Annon Kapeliouk.
- **EUROPE** : Malaise dans l'État-nation, par Alain Bih.
- **TCHAD** : La démocratie introuvable, par Jean-Louis Triand.
- **CHINE** : Des enfants « illégaux » par millions, par Daniel Stöcklin.
- **ÉCOLOGIE** : Un contrat mondial pour une nouvelle humanité, par Riccardo Petrella.
- **COMMUNICATION** : La télévision karaké, par Ignacio Ramonet. - Publicité et politique, par Pierre Guislain.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

AFRIQUE

ALGÉRIE : une dizaine de morts vendredi

Le pouvoir redoute des attentats en série

Dix ou onze personnes ont été tuées, vendredi 14 février, mais les autorités algériennes et une grande partie de la population s'attendaient à bien pire après les sanglants affrontements de la semaine précédente, qui avaient suivi la grande prière hebdomadaire et entraîné la proclamation de l'état d'urgence. Cette fois, les dirigeants islamistes ayant annulé au dernier moment les « marches » de protestation qu'ils avaient prévues, les incidents - pour graves qu'ils soient - sont restés isolés. Mais une vague d'attentats et d'opérations de commando est redoutée pour l'avenir.

ALGER

de notre correspondant

On craignait un vendredi encore plus sanglant que les précédents, une journée où risquaient de s'affronter forces de l'ordre et « barbus » invités par le Front islamique du salut (FIS), malgré l'état d'urgence, à descendre dans la rue pour « dénoncer la junte au pouvoir ». Comme pour bien marquer le danger, le ministère de l'intérieur, la veille encore, avait recommandé « aux citoyens et aux citoyennes, à plus grande vigilance en évitant les rassemblements qui pourraient être mis à profit par les ennemis de la nation pour entreprendre leurs actions terroristes ». En fait, ce fut un vendredi plus calme que les autres, sans doute le moins tourmenté depuis l'annulation du processus électoral.

Il ne fut cependant pas sans victimes. Alors que dans l'ensemble du pays régnait un calme oublié, des incidents, parfois sanglants, ont éclaté en plusieurs endroits. A Annaba, un début de manifestation a été réprimé par des tir de grenades lacrymogènes ; à Marghira, la police est intervenue contre des manifestants, faisant cinq blessés par balles ; à El Khroub, un gendarme est mort tandis qu'un autre était blessé à coup de fusille par un agresseur qui a été tué aussitôt ; à Ain-Defla, une trentaine d'inter-

pellations concluaient des affrontements au cours desquels les forces de l'ordre avaient essuyé des coups de feu provenant de l'intérieur de la mosquée.

Mais c'est à Alger que le nombre des victimes aura été le plus élevé. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des unités de l'armée et de la police ont accablé un groupe armé retranché dans un immeuble de la basse Casbah. Après un échange de coups de feu qui a fait trois blessés dans les rangs des forces de l'ordre, une explosion d'origine inconnue (certains parlent d'une grenade) a tué cinq personnes dont les cadavres ont été retrouvés sous les décombres.

Quelques heures plus tard, en milieu de journée, des coups de feu

éclataient sur la place des Martyrs occupée par les soldats, faisant un blessé dans leurs rangs. Une fillette de six ans a été blessée dans les échanges de coups de feu qui ont suivi. Elle devait décéder dans l'après-midi. Il semble que les militaires aient été la cible de tireurs embusqués sur les toits.

Au même moment, quelques centaines de mètres plus loin, le commissariat de la rue Debbih-Cherif, dans la Casbah, était attaqué par un groupe armé retranché dans un immeuble. Deux policiers (trois, selon des témoins présents sur les lieux) étaient tués au cours d'escarmouches qui ont duré près de quatre heures. Dans un quartier bouclé, soumis à un siège serré, plusieurs arrestations d'individus armés ont été opérées.

La détermination de petits groupes

En revanche, les autres points « chauds » de la capitale n'ont guère été troublés. Dès le matin, des éléments de la police, de la gendarmerie et de l'armée avaient pris position sur les parcs où les islamistes avaient appelé à défiler, comme aux différents carrefours de la capitale. Des blindés légers, des voitures de police et de la gendarmerie patrouillaient dans des rues plus désertes qu'à l'ordinaire. Devant les commissariats, policiers en uniforme et en civil, pistolet-mitrailleur en bandoulière ou fusil sur la hanche, la taille ceinturée de leur cartouchière, montaient la garde.

Les quartiers de Belcourt, Kouba, Bab-el-Oued et Bachdjarrah qui, la semaine précédente, avaient été secoués par de très violents affrontements, sont demeurés calmes, placés sous la surveillance d'un dispositif plus mobile que d'habitude, mais non moins vigilant. Dans les mosquées de Kouba et de Bab-el-Oued, des imams ont par excellence, le prêtre s'est fait devant un parterre clairsemé, les fidèles boycottant les imams nommés par les autorités pour remplacer les prêcheurs du FIS.

Depuis la proclamation de l'état d'urgence, la police ratisse large. Des centaines de personnes ont été arrêtées, au cours de descentes de

police opérées, de jour comme de nuit, sur tout le territoire. De nombreux témoignages font état d'arrestations à la suite d'escouades ou de dénonciations. Les suspects, dont les familles demeurent sans nouvelles, sont vraisemblablement emmenés vers les centres d'interrogatoire prévus dans le décret organisant l'état d'urgence, mais dont les lieux ne sont pas connus. De nombreux élus communaux du FIS figurent parmi les personnes arrêtées. La police a fait état de saisies d'armes, mais il ne s'agit, le plus souvent, que de maigres trouvailles qui méritent à peine le qualificatif de « dépôt » qu'affectionnent les communiqués officiels.

En revanche, les attaques de ces derniers jours témoignent bien de la détermination de petits groupes qui disposent d'armes automatiques et cherchent à s'en procurer d'autres en s'attaquant à des bâtiments réputés en abriter. Selon les services officiels, 1 500 à 3 000 personnes seulement feraient partie de ces « afghans » derrière lesquels courent toutes les polices du pays. Les mêmes sources n'excluent pas, désormais, des attaques contre des personnalités « symboliques », voire une vague d'attentats terroristes, comme le suggère l'arrestation, jeudi 12 février, à Alger, d'un individu transportant des explosifs qui, selon la police, devaient servir à perpétrer un attentat contre la Grande Poste.

GEORGES MARION

■ **Manifestation islamiste à Istanbul**. - Plus de 2 000 personnes ont participé, vendredi 14 février à Istanbul, à une manifestation de « soutien à l'Algérie islamique » et ont brûlé des drapeaux français et américains. Des tracts ont été distribués dénonçant « l'intervention des pays européens, avec en tête la France, dans les affaires des musulmans algériens ». D'autre part, des manifestants ont brûlé un drapeau français à Bursa, à l'ouest d'Ankara. Des manifestations similaires avaient déjà eu lieu en Turquie la semaine dernière. - (AFP)

SOMALIE : alors que les combats faisaient rage à Mogadiscio

Les représentants des factions rivales ont signé à New-York un accord préliminaire de cessez-le-feu

Les combats faisaient rage à Mogadiscio, vendredi 14 février, au moment où, aux Nations unies à New-York, les envoyés des deux factions en conflit signaient séparément un document dans lequel ils s'engageaient, solennellement et sur l'honneur, « à une cessation immédiate et effective des hostilités, et au respect d'un cessez-le-feu ». Les deux délégations ont accueilli favorablement la décision de l'ONU, de l'Arabie saoudite, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation de la conférence islamique d'envoyer une délégation de haut niveau à Mogadiscio, « afin de conclure un accord de cessez-le-feu formel avant la fin du mois ».

Une conférence de réconciliation nationale, sous l'égide des quatre

organisations internationales, devrait être mise sur pied après la signature du cessez-le-feu, a indiqué l'un des représentants du général Mohammed Aidid - chef de l'une des deux factions -, sans préciser ni le lieu ni la date de cette réunion. Cependant, le dirigeant de la délégation du gouvernement intérimaire somalien, M. Mohamed Adfah, a précisé que l'accord définitif de cessez-le-feu « ne pourra pas avoir lieu sans une opération de supervision internationale ». Cette condition limite la portée des documents signés, les représentants du général Aidid s'étant déclarés opposés « à toute intervention étrangère dans les affaires intérieures du pays ».

« Il est vrai que ce n'est pas la

première fois qu'un cessez-le-feu à Mogadiscio est annoncé », a affirmé le sous-secrétaire général de l'ONU, M. James Jonah. « Mais cette fois-ci nous avons obtenu un engagement par écrit devant les organisations internationales », a-t-il souligné. Le cessez-le-feu immédiat, s'il est respecté, permettra, selon lui, l'envoi de l'aide humanitaire, en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité du 23 janvier (le Monde du 15 février).

Les combats entre les deux factions, qui se sont intensifiés mercredi, ont fait depuis le 17 novembre quelque 30 000 morts et blessés, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Au cours du seul mois de janvier,

8 000 blessés ont été admis dans les 27 hôpitaux de fortune aménagés à la hâte, a indiqué vendredi à Genève le directeur des opérations du CICR, pour lequel la Somalie constitue actuellement dans le monde « la tragédie la plus urgente ».

Selon les organisations humanitaires à Nairobi, les forces du général Aidid se sont emparées vendredi d'une piste d'envol qui était utilisée par les troupes de M. Ali Mahdi, interrompant ainsi toute aide au secteur. Les diplomates à Nairobi restent pessimistes sur les chances d'un cessez-le-feu. « Il n'y a apparemment pas une vraie volonté de mettre fin aux combats », estime l'un d'entre eux. - (AFP, Reuters)

Chaque lundi (daté mardi)
Un Monde à la hauteur du MondeRendez-vous
lundi 17 février
(daté mardi 18)

Le Monde

L'ÉCONOMIE

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Palawan, « dernière frontière » écologique

PUERTO-PRINCESA
(archipel des Philippines)
de notre envoyé spécial

Un survol de la partie sud de l'île donne un aperçu des dégâts. Par endroits, la forêt est coupée par les tâches brunes des cultures sur brûlis. Ailleurs, les contreforts des montagnes sont rongés comme par une lièvre : des coupes sauvages.

Tout en longueur, Palawan, « la dernière frontière » - « la dernière frontière » - s'étend sur 400 kilomètres sur 20 kilomètres de large dans la mer de Chine, fermant au sud-ouest l'archipel philippin. L'environnement naturel, longtemps préservé dans ce territoire éloigné, est encore l'un des plus beaux des Philippines.

Il y a quinze ans, une étude préliminaire de la Banque asiatique de développement (BAD) soulignait la « caractéristique écologique unique au monde » de Palawan, « seule région encore intacte des Philippines ». Pour ceux qui ont connu l'île autrefois, la dégradation est néanmoins évidente : les assauts que subit l'environnement risquent de ruiner les forêts et d'achever d'endommager irrémédiablement son corail.

Candidat à la présidence et député de Palawan, M. Ramon Mitra est originaire de l'île : « Il nous défendra », espère M. Roly Tequillo, conseiller de la municipalité pour les problèmes écologiques. M. Mitra estime l'avoir toujours fait : « A Palawan, la forêt ne régresse pas, elle augmente grâce à une politique de reboisement : chaque enfant doit planter une dizaine d'arbres par an », nous dit-il.

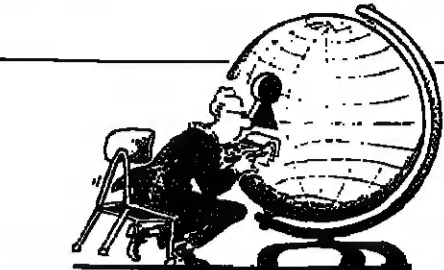
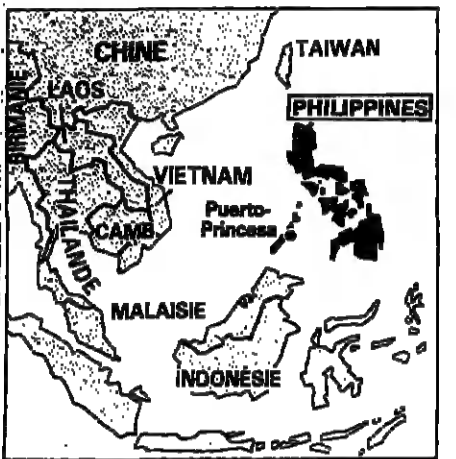
M. Mitra est néanmoins accusé par les écologistes d'avoir partie liée avec le grand exploitant de bois José Alvarez, qui règne sur d'immenses concessions accordées du temps de Marcos. Opportunément rallié à M. Aquino, il aide par la suite M. Mitra à se faire élire au Congrès. Ses possessions couvrent pratiquement 25 % des forêts de l'île.

M. Mitra se défend d'avoir fait preuve de favoritisme : « Est-ce un délit de fréquenter des gens riches ? ». Il soutient d'ailleurs la loi sur l'interdiction complète du commerce du bois, actuellement en discussion au Sénat. Une attitude « positive », estime M. Lito Aliaga, avocat et représentant de la Fondation Haribon, l'organisation de défense de l'environnement la plus militante, qui lance en 1988 une campagne pour demander à la présidence d'arrêter le sacage des forêts.

Moins dramatique qu'en Thaïlande ou en Birmanie, la déforestation aux Philippines (1 430 km² par an), n'est pas moins réelle et dénoncée par la conférence épiscopale. Lors de l'indépendance, en 1946, les forêts couvraient les trois quarts du pays. Des coupes sauvages et les migrations de population (notamment à Mindanao) ont été les principaux facteurs de destruction.

En 1970, les bois tropicaux représentaient un tiers des exportations. Au cours de la décennie suivante, cette proportion tombe à 10 %. Le bois précieux étant devenu plus difficile d'accès. Des lois de protection étaient en outre entrées en vigueur, sans toujours être suivies d'effet.

Selon Haribon, depuis 1979, 19 000 hectares de forêts disparaissent chaque année à Palawan. Aujourd'hui, 30 % du patrimoine forestier de l'île est endommagé. Les coupes illégales sont aussi dommageables que la coupe commerciale. A l'avidité des bûcherons bénéficiant de la complicité de l'armée s'ajoute la quête de survie des populations pauvres, rendue plus aiguë par l'immigration intérieure causée par les catastrophes naturelles et l'insécurité : « L'insécurité communautaire ou musulmane est inexistante ici, et il est aisé de vivre de la mer. Mais les nou-



veaux arrivants pratiquent aussi de manière excessive la culture sur brûlis », commente M. Tequillo.

La croissance démographique est, selon M. Ooi Jin Bee, géographe de l'université de Singapour, la principale cause de la déforestation, avec une densité passée de 25 à 200 habitants au kilomètre carré entre 1903 et 1980. La culture sur brûlis touche près du quart de la superficie de l'île. Quelque cent mille paysans sans terre (kaiingeros) coupent la forêt toujours plus haut. Si les marchands de bois l'endommagent, les kaiingeros pratiquent eux une véritable déforestation, estime M. Ooi (1).

Défendre l'environnement ? Palawan n'en a pas les moyens : un garde forestier est censé surveiller 1000 hectares... Il n'a pas même une bicyclette. Il en va de même pour la protection du littoral qui court sur près de 2000 kilomètres : les gardes-côtes n'ont pas de radio.

Les bateaux-usines japonais ou taiwanais pillent systématiquement les eaux très poissonneuses de Palawan, d'où proviennent la moitié des produits de la mer consommés à Manille. Un kilomètre carré de massif corallien donne 20 tonnes de poisson par an. Mais, désormais, les pêcheurs locaux doivent aller de plus en plus loin pour trouver des prises. Violent les eaux territoriales, les « bateaux pirates » pêchent à la dynamite. Ils utilisent aussi des produits chimiques pour endormir les poissons destinés à être livrés vivants à leurs destinataires, détruisant ainsi la flore marine. « 70 % des massifs coralliens de Palawan sont endommagés », estime M. Tequillo.

Contrôler la coupe des forêts, offrir une solution alternative aux agriculteurs sur brûlis et surveiller les côtes exigent des moyens. Les programmes financés par l'aide étrangère ont été jusqu'à présent insuffisants. Le fond du problème reste une volonté politique. M. Aquino ne l'a pas eue. M. Mitra l'aura-t-il ?

PHILIPPE PONS

(1) Depletion of the forest resources in the Philippines, Institute of Southeast Asia Studies, Singapour, 1988.

AMÉRIQUES

La métamorphose de Carlos Menem

Suite de la première page

Après quarante ans de chaos économique, une dictature militaire aussi féroce qu'inefficace, une guerre perdue dans les Malouines et l'échec de la politique de M. Raúl Alfonsín, au pouvoir de 1983 à 1989, le président argentin estime que le « style Menem » est devenu « un modèle en Amérique latine ». Malgré de soudaines hausses de prix en plein été austral, M. Menem se montre confiant : « Le taux d'inflation ne dépassera pas les 8 ou 9 % en 1992 ».

Attirer les investisseurs

Le peso est aligné sur le dollar, et la stabilité économique réduit l'opposition au silence. Avec sa politique d'ouverture économique, l'administration péroniste espère séduire les investisseurs étrangers, d'autant que des dizaines d'entreprises publiques devraient être vendues prochainement, du pétrole au métro, en passant par la compagnie des eaux, le gaz, l'électricité, et même l'hippodrome de Buenos-Aires.

« L'invitation du président François Mitterrand est évidemment une démonstration de ce nouvel intérêt pour la République argentine », dit M. Menem, qui constate que « les



relations bilatérales sont très bonnes ». « La France - l'un des principaux investisseurs directs en Argentine en 1991 (grâce à Total et Carrefour notamment) - est déjà présente dans le processus de privatisation, ajoute-t-il, avec France Télécom », qui a obtenu, avec un consortium italien, le réseau téléphonique du nord du pays et d'une partie de la capitale.

M. Menem entend aussi faire oublier aux Français leur fascination

pour M. Alfonsín et sa politique des droits de l'homme, mais aussi « leurs nombreux a priori contre le péronisme ». « Les Européens », dit M. Menem, nous ont toujours associés au fascisme et à la démagogie. Ce sont des idées fausses. C'est un gouvernement péroniste qui transforme un pays qui, en 1980, se trouvait dans un état de corruption totale, au bord de l'abîme économique et de la guerre civile ».

Ouverture des archives sur les nazis

Début février, c'est en grande pompe que le président argentin a annoncé l'ouverture au public des archives secrètes de la police concernant les criminels de guerre nazis qui ont trouvé refuge dans le pays après la seconde guerre mondiale. Pour « s'acquitter d'une dette vis-à-vis de l'humanité », explique M. Menem, qui souhaite changer l'image de marque de l'Argentine à l'extérieur, même si, sur le plan intérieur, cette décision risque de raviver une polémique sur le rôle du général Peron. L'Argentine est devenue, avec le gouvernement actuel, un allié inconditionnel des Etats-Unis, mais, là encore, M. Menem ne pense pas trahir Peron et l'anti-américanisme traditionnel de son parti.

« Les temps ont changé », dit-il. D'ailleurs, nous ne prétendons pas nous rapprocher davantage des Etats-Unis que de l'Europe. Ce que nous souhaitons, c'est que les Etats-Unis et l'Europe s'intéressent plus à l'Argentine ».

Même quand on évoque la corruption, qui l'a obligé à se défaire d'une dizaine de proches collabora-

teurs, dont sa belle-sœur, M^{me} Amira Yoma, M. Menem ne perd pas le calme de ses ancêtres syriens, ni celui, légendaire, de sa province natale. De La Rioja, une des régions les plus arriérées de l'Argentine, il a conservé l'accent et le goût de l'anecdote : « La réforme de l'Etat, la déréglementation de l'économie et les privatisations sont autant de moyens de lutter contre la corruption. A mon arrivée au pouvoir, le taux d'évasion fiscale était de 80 %, mais le fait de ne pas payer ses impôts n'était pas considéré comme un délit. C'est mon gouvernement qui s'est attaqué à ce fléau, comme cela se fait dans d'autres pays du monde. Regardez aux Etats-Unis : Al Capone a été finalement mis en prison non pas à cause des crimes qu'il avait commis, mais parce qu'il n'avait pas payé ses impôts ».

CHRISTINE LEGRAND

La CEE « intéressée » par l'offre de Buenos-Aires d'accueillir des émigrants des pays de l'Est. - La Commission européenne a accueilli « avec intérêt » la proposition du président argentin Menem, en visite officielle à Bruxelles, vendredi 14 février, d'accueillir jusqu'à trois cent mille émigrants des pays de l'Est et de l'ex-URSS, si la CEE fournit une aide pour leur installation. La Commission s'est dite prête « à participer, dans le cas où les pays concernés manifesteraient leur intérêt, à une étude sur les modalités et les implications de la réalisation d'un tel projet ». - (AFP)

pas fonctionné. Les actions terroristes du Sentier lumineux ont coïncidé avec la visite à Lima de M. Michel Camdessus, directeur général du FMI. - (AFP)

o SRI-LANKA : vingt-sept morts lors d'affrontements entre soldats et Tamouls. - Les combats entre soldats sri-lankais et séparatistes tamouls du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul) ont fait au moins vingt-sept morts dans l'est du pays, vendredi 14 février, a-t-on appris à Colombo de source militaire. Ces affrontements ont eu lieu dans le cadre d'une importante contre-offensive de la guérilla tamoule. - (AFP, UPI.)

A TRAVERS LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE

Le comité de défense de Salman Rushdie a rencontré des diplomates iraniens

L'écrivain Salman Rushdie a fait une apparition surprise, vendredi 14 février à Londres, lors d'une réunion publique marquant le troisième anniversaire de la fatwa (condamnation à mort), que l'imam Khomeiny a lancée contre lui, pour avoir écrit les Versets sataniques (le Monde du 15 février).

Salman Rushdie a demandé au gouvernement de Londres de faire pression sur l'Iran et a ajouté : « J'ai perdu ma liberté, mon foyer, ma famille, ma vie quotidienne, et je veux les retrouver. Je refuse d'être une non-personne. » M^{me} Frances d'Souza, secrétaire générale du comité international de défense de Salman Rushdie, a rencontré vendredi des responsables de la mission iranienne à Londres pour un « premier contact direct entre l'Iran et ceux qui me soutiennent », a précisé l'écrivain britannique. - (AFP)

MADAGASCAR

Regain de tension politique

Des jeunes partisans du président Didier Ratsiraka ont provoqué un regain de tension politique à Madagascar, en perturbant les réunions régionales destinées à préparer le Forum national au cours duquel, du 22 au 29 mars, un projet de Constitution doit être rédigé et le code électoral rénové.

A Tuléar (Toilary), ville côtière située à 800 kilomètres au sud-ouest de la capitale, des jeunes proches du front soutenant le président ont troublé, jeudi 13 février, le forum régional, en saccageant le local où se tenait la réunion. Ce front conteste notamment la répartition des sièges au sein de ces

assemblées locales et accuse de partialité le Conseil des Eglises chrétiennes, chargé de l'organisation du forum. A Farafangana, à 600 kilomètres au sud-est de Tananarive, une église catholique a été profanée.

Dans la capitale, la délégation du front au forum régional s'est retirée des travaux. Selon les observateurs, ce retrait risque de remettre en cause le Forum national et d'aboutir à la dénonciation de la Convention du 31 octobre, signée par les différentes forces politiques, qui avait suspendu la Constitution socialiste de 1975. - (AFP)

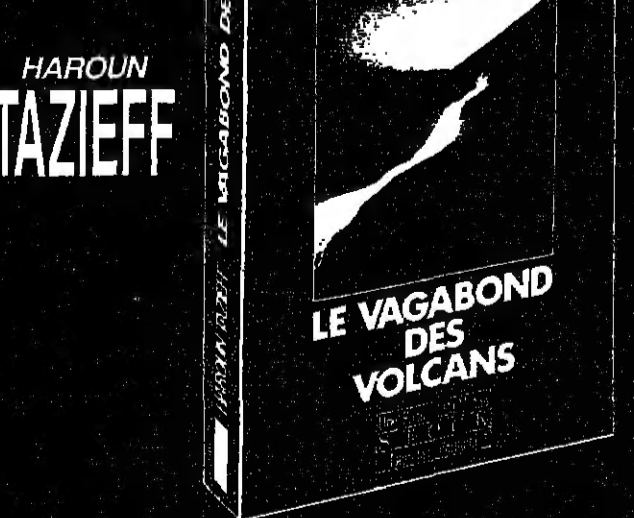
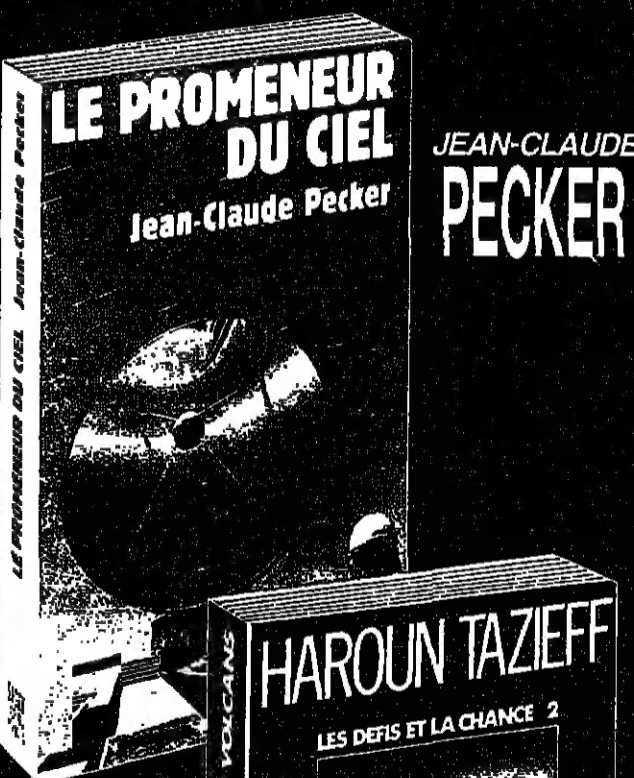
YUGOSLAVIE

L'opposition en Serbie réclame la démission de M. Milosevic

Plusieurs partis d'opposition en Serbie mènent une nouvelle offensive contre le pouvoir socialiste (ex-communiste) en place. Vendredi 14 février, plus de 60 000 personnes ont signé une pétition lancée par le Parti démocratique de M. Micunovic et réclamant la démission du président serbe, M. Slobodan Milosevic et de son gouvernement.

Par ailleurs, plusieurs formations d'opposition - en l'occurrence le Parti paysan de M. Veselinovic et les réformistes de Vuovodina - ont annoncé, jeudi, qu'elles se joindraient à la manifestation du 9 mars prochain organisée par M. Vuk Draskovic et son Mouvement du renouveau serbe. Un an après la manifestation sanglante qui avait été réprimée par les forces de l'ordre et les chars de l'armée yougoslave, l'opposition se rassemblera pour rendre hommage aux deux victimes du 9 mars 1991 ainsi qu'à toutes les victimes de la guerre en Croatie. Ils exigeront également la démission du président Milosevic et de son gouvernement. L'indépendance de la Serbie, des élections pour une assemblée constituante et la liberté des médias. - (Correspondant)

Dans la collection
Une Passion, Un Métier



Une Passion, Un Métier
STOCK
Laurence Pernoud

DIPLOMATIE

Conclu à Bruxelles

L'accord CEE-AELE crée la plus grande zone de libre-échange du monde

La CEE et les sept pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont parvenus vendredi 14 février à Bruxelles à un accord sur la création d'une vaste zone de libre-échange en Europe, a annoncé le secrétaire général de l'AELE, M. Georg Reisch (1). Cet Espace économique européen, s'étendant de la Finlande à l'Espagne et fort de 380 millions d'habitants, constituera la première puissance commerciale du monde (le Monde du 11 février). Les pays de l'AELE se sont engagés à adopter quelque 1 400 textes législatifs communitaires pour bénéficier des dispositions du marché unique de 1993.

Le 14 décembre, la Cour euro-

péenne de justice de Luxembourg avait rendu un avis négatif sur certaines dispositions juridiques de l'accord conclu en octobre 1991 entre les deux groupes de pays. Elle avait notamment rejeté la création d'une cour de justice indépendante chargée des différends entre les Douze et les Sept, estimant qu'elle seule était habilitée à arbitrer les conflits selon le droit communautaire. Les deux parties ont finalement renoncé à la création de cette juridiction autonome. La Cour de justice de la CEE sera ainsi seule compétente pour tous les problèmes de concurrence, comme les autorisations de fusions entre entreprises ou des aides d'Etat. L'AELE pourra se prononcer seule sur l'opération si 53 % au moins

du chiffre d'affaires de l'entreprise fusionnée sont réalisés dans les pays de l'AELE, mais la CEE pourra exiger que sa Cour se saisisse du dossier si la fusion a des répercussions importantes sur son marché.

Une procédure d'arbitrage sera mise sur pied pour régler les litiges dans tous les domaines autres que la concurrence. Si un différend apparaît, par exemple à cause d'une mesure de «sauvegarde» qu'un pays de l'AELE voudrait appliquer pour arrêter temporairement les importations en provenance d'un pays de la CEE, un comité mixte statuera. Si ce dernier ne parvient pas à un accord, une des dix-neuf parties pourra faire arbitrer le litige par trois per-

sonnalités - une de l'AELE, une de la CEE et une «neutre» - qui rendront des avis contraignants.

Le Parlement européen a cependant demandé vendredi que la Cour de justice de Luxembourg soit à nouveau consultée sur ces dispositions. La Commission européenne, qui doit se prononcer la semaine prochaine sur cette demande, estime que cela reviendrait à torpiller l'accord, les délais étant trop courts pour permettre aux pays de l'AELE d'adopter avant la fin de l'année les 1 400 textes de loi nécessaires. (AFP, Reuters)

(1) L'AELE comprend sept pays : Autriche, Suisse, Suède, Liechtenstein, Norvège, Finlande et Islande.

Au Parlement européen

Les démocrates-chrétiens diffèrent l'adhésion des conservateurs britanniques à leur groupe

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Réunis à Bruxelles autour du premier ministre belge, M. Wilfried Martens, les chefs de gouvernement et les chefs des partis démocrates-chrétiens ont dit «non» au moins provisoirement, à la demande d'adhésion des conservateurs britanniques au groupe qu'ils forment à l'Assemblée de Strasbourg, celui du Parti populaire européen (PPE).

Dupuis trois ans, les trente-deux conservateurs britanniques à Strasbourg se sentent un peu isolés dans le groupe des Démocrates européens qu'ils ont constitué avec deux Danois. Ils ont montré leur bonne volonté en apportant leurs voix à M. Egon Klepsch, démocrate-chrétien allemand, élu nouveau président du Parlement européen le mois dernier. Leur adhésion renforcerait le PPE, qui est le deuxième groupe à Strasbourg après celui des socialistes. Mais certaines méfiances persistent chez les démocrates-chrétiens : on n'a bien vu dans la réponse plutôt évasive qu'ils ont faite vendredi soir à la demande britannique.

Le PPE fait un distinguo entre les conservateurs siégeant à Strasbourg, «engagés de manière intensive» dans la construction européenne, et ceux qui soutiennent le gouvernement à Londres. Il déplore que «le premier ministre et leader du Parti conservateur britannique ne pris une position négative à Maastricht concernant l'Union politique européenne et, plus particulièrement, la politique sociale commune». Le PPE «poursuivra la concertation» en vue de mettre en œuvre une «communauté de groupes» avec les conservateurs, mais reporte à la fin de la législature actuelle (juin 1994) la réponse quant à l'adhésion. La récompense pour l'apport des voix conservatrices à M. Klepsch est donc plutôt mince.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Le voyage de M. Alain Vivien en Amérique centrale

L'archevêque de San-Salvador décoré de la Légion d'honneur pour sa contribution aux efforts de paix

SAN-SALVADOR

de notre envoyé spécial

Il aura fallu attendre près d'un an après l'adoption du décret attribuant la Légion d'honneur au chef de l'Eglise salvadorienne pour que les conditions se prêtent à la remise de la décoration à Mgr Arturo Rivera y Damas. Dans un hommage appuyé aux «efforts incessants» de l'archevêque de San-Salvador en faveur du dialogue et de la paix - finalement scellé le 16 janvier dernier après douze années de guerre civile - M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui poursuit son voyage en Amérique centrale, a estimé qu'il était «un des principaux artisans de la réconciliation nationale».

Au cours d'une cérémonie, vendredi 14 février, à la résidence de l'ambassadeur de France, M. Vivien a relevé la présence du principal dirigeant de la guérilla, le «commandant» Joaquín Villalobos, et du ministre des relations extérieures du gouvernement conservateur, M. Manuel Pineda. Le secrétaire d'Etat y a vu un signe encourageant pour l'avenir, car il est de notoriété publique que certains secteurs du parti au pouvoir,

l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), voyaient d'un très mauvais œil l'attribution de cette décoration à un représentant de la hiérarchie catholique, qu'ils accusent d'avoir collaboré avec le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN).

La «naïveté» des socialistes

A l'issue de son séjour de vingt-quatre heures à San-Salvador, M. Vivien s'est dit très heureux d'avoir pu constater, en particulier le président Alfredo Cristiani et le «commandant» Villalobos, «de l'air de sérieux et responsable. A-t-il déclaré à propos de ce dernier. Il a su tenir compte de ses erreurs du passé et je crois qu'il a un avenir politique. Il défend des positions raisonnables en se rapprochant de la social-démocratie et il a un peu cette naïveté que nous avions, nous, les socialistes, en 1981, en croyant que l'Etat pouvait tout faire».

Bien que l'aide de la France à ce petit pays reste modeste - participation à l'effort de paix dans le cadre des Nations unies avec une trentaine de personnes sur place, et

aide alimentaire de 3 millions de francs renouvelée pour 1992 sous forme de lait en poudre dont la vente servira à financer des projets sociaux - M. Vivien a souligné la disposition de la France à accroître son aide bilatérale et sa contribution aux projets de la CEE, lorsque le gouvernement et le FMLN seront parvenus à un accord sur le plan de reconstruction actuellement en discussion. Les Salvadoriens présenteront ce plan et leurs besoins financiers (évalués à 1 200 millions de dollars par les autorités) à la fin du mois à Lisbonne, lors de la huitième réunion des pays d'Amérique centrale avec la CEE.

Avec le président Cristiani, M. Vivien a également abordé un sujet qui préoccupe la petite communauté française du Salvador : la détention, depuis près de quatre mois, du fils d'un agent consulaire, M. Michel Laennec, accusé sans preuve d'avoir importé 3 tonnes de cocaïne (le Monde du 12 février). «J'espère», a dit M. Vivien au président, que la justice se prononcera rapidement et qu'il sera mis fin à cette situation qui n'est pas acceptable».

BERTRAND DE LA GRANGE

Pour respecter un accord avec Pékin

La Haye met son veto à la vente de sous-marins à Taiwan

LA HAYE

de notre envoyé spécial

La Chine qui passe commande au constructeur néerlandais Fokker de sept avions et, quelques heures plus tard, le gouvernement des Pays-Bas qui met son veto à la vente de quatre sous-marins à Taiwan : tel est le choc diplomatique commercial que Pékin et La Haye ont passé, vendredi 14 février, au grand jour. Cet échange d'amabili-

tés permet aux deux pays d'éviter une répétition de la crise du début des années 80.

La livraison à Taiwan, en 1981, de deux sous-marins néerlandais avait entraîné le rappel de l'ambassadeur chinois à La Haye. Des relations diplomatiques normales n'avaient été rétablies qu'en 1984, à la suite d'un accord selon lequel les Pays-Bas s'engageaient à ne plus fournir de matériel stratégique à l'île nationaliste, la Chine développant, en échange, ses relations commerciales avec les entreprises néerlandaises.

La vente de frégates françaises à Taiwan ayant été récemment tolérée par Pékin, La Haye avait bien essayé, début janvier, d'être libérée de l'accord de 1984. En vain : sans crainte de donner l'impression de faire deux poids, deux mesures, Pékin s'est montré intraitable.

amandant toutefois les Néerlandais en mettant en application pour la première fois ledit accord. D'autres avions pourraient être commandés et le ministre néerlandais des affaires économiques a été invité en Chine.

Mais tout n'est pas encore aplani entre les deux capitales : La Haye n'a pas mis son veto à la vente pour la firme néerlandaise HSA de radars devant équiper les frégates françaises.

Pékin continue de s'opposer à cette livraison, mais les Pays-Bas violent mal comment ils pourraient interdire à HSA - filiale à 100 % du groupe Thomson - de livrer ce matériel à la France qui, elle, bénéficie d'une évidente tolérance pour commercer avec Taiwan.

CHRISTIAN CHARTIER

Les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

M. Boutros-Ghali se voit confier un rôle d'intermédiaire avec la Libye

Le Conseil de sécurité a autorisé le secrétaire général de l'ONU à servir d'intermédiaire entre la Libye, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France dans les enquêtes en cours sur les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA, a-t-on appris, vendredi 14 février, après une réunion de consultation du Conseil à New-York.

Le rôle de M. Boutros-Ghali sera simplement celui d'un médiateur et non d'un médiateur. Il ne s'agit pas de mettre en place un mécanisme quelconque qui court-circuiterait les procédures en cours, mais bien de faciliter les réponses de la Libye aux injonctions du Conseil contenues dans sa résolution 731 de janvier dernier.

A Tripoli, un juge a annoncé vendredi que les deux Libyens accusés d'être impliqués dans l'attentat contre l'avion de PanAm seront interrogés au cours d'une séance publique. La Libye, qui refuse d'extrader ses citoyens, affirme avoir reçu aucune réponse positive à ses propositions de coopération avec les justes britanniques et françaises.

La Libye, par ailleurs, a échoué dans sa demande de convocation d'une session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée essentiellement au terrorisme, alors que le Conseil de sécurité a commencé à étudier la possibilité d'imposer à Tripoli un embargo sur les liaisons aériennes et les livraisons d'armes. (AFP)

Le traité de Maastricht

La dérive néo-nationaliste

par Alain Duhamel

Le débat sur le traité de Maastricht commence mal. Faute d'avoir débuté, comme il aurait dû le faire en saine démocratie, avant et non pas après le sommet européen de décembre dernier, il s'ouvre dans un climat de suspicion et de prévention. Depuis quelques semaines, on assiste surtout à un étrange foisonnement de néo-nationalismes.

On en distingue d'ailleurs les formes et les contours sur les lieux politiques les plus divers. L'ultra-populisme de Jean-Marie Le Pen cherche à former un espace économique unique avec le Canada et avec le Mexique. Le Japon accumule un pouvoir financier et technologique aussi impressionnant qu'enviable. Existe-t-il alors une quelconque alternative à l'Union européenne, sauf à se résigner à devenir un marché captif, une zone de sous-traitance, une puissance mineure ? Jacques Calvet souligne souvent et rudement que la Communauté européenne ne prend pas les moyens industriels et commerciaux de ses objectifs. Il a évidemment raison, mais cela implique plus d'Europe et non pas moins d'Europe.

Beaucoup des adversaires ou des déçus de la Communauté des Douze ironisent sur la longue absence de l'Europe durant la guerre du Golfe, sur son impuissance devant le drame yougoslave, sur sa timidité devant les demandes légitimes et urgentes de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie. Là encore, il ne faut pas être hypocrite : toutes ces insuffisances, ces échecs, ces atavismes existent et bien, mais, faute de structures et de moyens pour les régler, par déficit d'Europe communautaire, non pas par impuissance congénitale ou par indifférence. Maastricht a justement constitué une étape essentielle sur ce point. Elle jette les bases politiques indispensables, esquisse les voies et les moyens diplomatiques et militaires.

Le traité ne constitue certes pas un élixir souverain. L'Europe ne guérit pas les écorchures. Les tentes laborieusement adoptées, avec clauses d'exemption britannique, ne représentent qu'une avancée, qu'une amorce qui appelle d'autres étapes. Là encore, où est l'alternative, quelle est l'autre ambition, qui propose mieux ?

L'Union européenne ne sera pas capable d'absorber en un touremain les nations fraîchement émancipées du communisme ? Certes non, il lui faut se renforcer elle-même auparavant, ressusciter une dynamique économique, inventer une personnalité politique, dégager de nouvelles sources de financement là où il y a toujours hui déficit d'épargne. Cela n'empêche ni la coopération économique immédiate, ni l'intégration politique progressive, ni, à terme, l'union.

Si tant de nations, naguère encore communistes malgré elles, frappent aux portes de la Communauté des Douze, si tant d'Etats européens libéraux, jadis réfractaires à l'Europe de Bruxelles et qui parfois ont tout fait pour en gêner le cheminement, font maintenant à leur tour antichambre avec impatience, parfois avec courroux, n'est-ce pas le signe que l'Union européenne constitue le noyau nécessaire - qu'il faut encore durcir - d'un continent qui peu à peu se rassemblera pour devenir une force collective ? Beaucoup - politiques, chefs d'entreprise, intellectuels - redoutent l'emprise et l'impulsion croissante de l'Allemagne. Comment ne comprennent-ils pas que le renforcement allemand impose justement une accélération de la construction européenne pour enraciner durablement au cœur de l'Union une nation qui, de toute façon, redevenait une grande puissance ? Beaucoup se lamentent aussi devant la fin de l'exception française, la banalisation de ce qui s'appelaient la «grande nation» au siècle de Louis XIV. Ils redoutent la dissolution délicate de l'identité de la France.

Pourquoi sous-estiment-ils à ce point la force de la personnalité du plus vieux Etat-nation d'Europe ? Pourquoi ne tiennent-ils pas compte du fait que la construction européenne reste pour une bonne part une invention française et que, de Robert Schuman et Jean Monnet jusqu'à Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Delors, maints Français de marque furent ou sont de grands Européens ? Pourquoi feignent-ils d'ignorer qu'à la fin du vingtième siècle mieux vaut aspirer à une forte influence européenne - en prenant les moyens - que d'entretenir la nostalgie d'une puissance déçue ?

tions, nationales et internes, pour qu'il en aille autrement. Nul n'imaginerait qu'une innovation de cette taille, bouleversant l'histoire des relations internationales, rénovant et même réinventant une approche des patries, implique elle aussi ce «vouloir vivre ensemble» dont parlait Renan, nul n'imaginerait qu'elle puisse se réaliser sans crispations, sans cahots, sans grincements, sans polémiques. Encore faut-il lui rendre sa dimension dans le débat.

Le noyau nécessaire

Les Etats-Unis n'ont jamais disposé d'une telle suprématie militaire, politique et culturelle. Ils cherchent à former un espace économique unique avec le Canada et avec le Mexique. Le Japon accumule un pouvoir financier et technologique aussi impressionnant qu'enviable. Existe-t-il alors une quelconque alternative à l'Union européenne, sauf à se résigner à devenir un marché captif, une zone de sous-traitance, une puissance mineure ? Jacques Calvet souligne souvent et rudement que la Communauté européenne ne prend pas les moyens industriels et commerciaux de ses objectifs. Il a évidemment raison, mais cela implique plus d'Europe et non pas moins d'Europe.

Beaucoup des adversaires ou des déçus de la Communauté des Douze ironisent sur la longue absence de l'Europe durant la guerre du Golfe, sur son impuissance devant le drame yougoslave, sur sa timidité devant les demandes légitimes et urgentes de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie. Là encore, il ne faut pas être hypocrite : toutes ces insuffisances, ces échecs, ces atavismes existent et bien, mais, faute de structures et de moyens pour les régler, par déficit d'Europe communautaire, non pas par impuissance congénitale ou par indifférence. Maastricht a justement constitué une étape essentielle sur ce point. Elle jette les bases politiques indispensables, esquisse les voies et les moyens diplomatiques et militaires.

Le traité ne constitue certes pas un élixir souverain. L'Europe ne guérit pas les écorchures. Les tentes laborieusement adoptées, avec clauses d'exemption britannique, ne représentent qu'une avancée, qu'une amorce qui appelle d'autres étapes. Là encore, où est l'alternative, quelle est l'autre ambition, qui propose mieux ?

L'Union européenne ne sera pas capable d'absorber en un tourmain les nations fraîchement émancipées du communisme ? Certes non, il lui faut se renforcer elle-même auparavant, ressusciter une dynamique économique, inventer une personnalité politique, dégager de nouvelles sources de financement là où il y a toujours hui déficit d'épargne. Cela n'empêche ni la coopération économique immédiate, ni l'intégration politique progressive, ni, à terme, l'union.

Si tant de nations, naguère encore communistes malgré elles, frappent aux portes de la Communauté des Douze, si tant d'Etats européens libéraux, jadis réfractaires à l'Europe de Bruxelles et qui parfois ont tout fait pour en gêner le cheminement, font maintenant à leur tour antichambre avec impatience, parfois avec courroux, n'est-ce pas le signe que l'Union européenne constitue le noyau nécessaire - qu'il faut encore durcir - d'un continent qui peu à peu se rassemblera pour devenir une force collective ? Beaucoup - politiques, chefs d'entreprise, intellectuels - redoutent l'emprise et l'impulsion croissante de l'Allemagne. Comment ne comprennent-ils pas que le renforcement allemand impose justement une accélération de la construction européenne pour enraciner durablement au cœur de l'Union une nation qui, de toute façon, redevenait une grande puissance ? Beaucoup se lamentent aussi devant la fin de l'exception française, la banalisation de ce qui s'appelaient la «grande nation» au siècle de Louis XIV. Ils redoutent la dissolution délicate de l'identité de la France.

Pourquoi sous-estiment-ils à ce point la force de la personnalité du plus vieux Etat-nation d'Europe ? Pourquoi ne tiennent-ils pas compte du fait que la construction européenne reste pour une bonne part une invention française et que, de Robert Schuman et Jean Monnet jusqu'à Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Delors, maints Français de marque furent ou sont de grands Européens ? Pourquoi feignent-ils d'ignorer qu'à la fin du vingtième siècle mieux vaut aspirer à une forte influence européenne - en prenant les moyens - que d'entretenir la nostalgie d'une puissance déçue ?

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

FÉVRIER 1992

Premier dossier

Les étrangers en France

Le chiffon rouge des étrangers a tant servi de machine à faire «bien» voter et à diviser l'adversaire que la menace d'une flambée d'intolérance est bien réelle. Si le nombre d'étrangers en France est à peu près stable, cette population change. Les difficultés d'intégration sont mieux connues du grand public, mais la francisation est en marche. cahin-caha.

Second dossier

Logement : parfum de crise

Les Français aiment être propriétaires ; ils achètent leur logement, même si c'est cher, même si c'est difficile, même si l'on s'endette : le nombre des propriétaires occupants a presque doublé en vingt-cinq ans. Être locataire n'est pas facile non plus : loyers et charges augmentent vite, sauf pour les occupants de logements sociaux qui, par conséquent, restent de plus en plus longtemps en place. Une menace plane : la spéculation a été telle que les acheteurs ne peuvent plus suivre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La gestion aux urnes

Les socialistes de la l...



POLITIQUE

Le Monde • Dimanche 16 - Lundi 17 février 1992 7

La préparation des élections régionales

Les rivalités s'aiguisent à droite dans les Yvelines et dans l'Essonne

Assurée de conserver la présidence du conseil régional d'Ile-de-France et celle des conseils généraux qu'elle dirige dans la région (cinq sur sept, hors Paris qui a un statut particulier), l'opposition subit la conséquence prévisible de cette situation : les rivalités se multiplient en son sein. L'exemple des Yvelines et celui de l'Essonne sont, à cet égard, éloquentes.

Ici, on parle de «traumatisme», là de «turbulences». Dans un cas, on assure que l'on fera «payer» à son rival son entêtement ; dans l'autre, on manque d'en venir aux mains. Les semaines agitées que vient de vivre l'opposition dans les Yvelines et l'Essonne vont, à l'évidence, laisser des traces dans une région où les candidats qui aspirent à prendre la tête des exécutifs se bousculent déjà. Si les tensions les plus vives se manifestent surtout au sein des fédérations de l'UDF, le RPR est aux prises avec le jeu en coulisse de certains de ses responsables, fort mécontents d'avoir été écartés.

Dans les Yvelines, le malaise se focalise autour de la personnalité de M. Paul-Louis Tenaillon, président (UDF-CDS) du conseil général et numéro deux sur la liste de l'union de l'opposition. Déjà visé par les

assauts répétés, au sein de l'assemblée départementale, de M. Franck Borotra, président de la fédération RPR - et, accessoirement, son rival pour la présidence du conseil général - M. Tenaillon est aujourd'hui contesté au sein de sa propre famille pour avoir réussi à imposer un de ses collaborateurs en place éligible contre l'avis des instances départementales et nationales du CDS. Il a obtenu, aussi, de placer en bonne position des conseillers généraux proches de lui.

S'estimant «sacrifiés» par les choix de M. Tenaillon, des membres de l'UDF ont présenté une liste dissidente, conduite par M. Jean-Luc Grattepanche, président de la fédération des Yvelines du Parti radical. Soutenu par M. Nicolas About, responsable du Parti social-démocrate (PSD), cette liste mène campagne sur le thème du «renouveau de la classe politique». Ses animateurs récusent l'étiquette de «dissidents», estimant qu'ils sont les seuls dépositaires de la légitimité de l'UDF.

Autre «sacrifié» en rébellion contre les appareils, M. Robert Deloroy, qui avait conduit la liste barrière lors du scrutin régional de 1986, a annoncé son intention de présenter ses propres candidats. La constitution de cette seconde liste dissidente est, dit-il, dans «un état avancé» et s'intitulera «Droite indépendante». M. Jean Bland, conseiller régional (RPR) sortant, évincé de la

liste de l'opposition unie, et M. Eric Vassel de Fautereau (CND) figurent à ses côtés. L'apparition de ces candidats concurrents n'est évidemment pas du goût de M. Michel Péricard, numéro un de la liste UDF-RPR, qui a averti qu'il ne les laissera «pas en paix dans l'avenir». Le maire (RPR) de Saint-Germain-en-Laye a demandé à l'UDF d'intenter des poursuites contre ceux qui utiliseraient abusivement son sigle. Les plaies ne seront cependant pas aisées à cicatriser : le CDS des Yvelines, dont beaucoup de membres sont en désaccord avec M. Tenaillon, a déjà, virtuellement, éclaté.

Conflit entre M. Pelchat et M. Wiltzer

Dans l'Essonne, où la liste de l'union de l'opposition sera conduite par M. Xavier Dugoin, président (RPR) du conseil général, c'est au sein de l'UDF, aussi, que l'on se déchire. Un conflit particulièrement violent a opposé M. Michel Pelchat, président (PR) de la fédération de l'UDF, à M. Pierre-André Wiltzer, délégué national des adhérents directs. Le premier récusait la candidature de M. Claude Cassagrande, président départemental du CDS, décision nationale que défendait le second. L'impasse persistant, M. Wiltzer avait même suspendu sa participation à la liste. L'affaire s'est finalement réglée, le 13 février, mais

au prix d'un tour de passe-passe de dernière minute : M. Pelchat a concédé une position éligible au CDS, conformément à l'arbitrage de l'UDF nationale, mais en éliminant M. Cassagrande, remplacé par M. Pierre Aubergé, conseiller régional sortant non inscrit, que l'on a rebaptisé *in extremis* aux couleurs du CDS. Il est vrai que M. Dugoin avait impérativement besoin de M. Aubergé, influent représentant des milieux ruraux du sud du département.

La encore, les plaies sont à vif. Si M. Cassagrande ne constitue pas sa propre liste - hypothèse qu'il n'exclut pas - certains de ses amis pourraient se charger de jouer les prolongations dans le but de mettre en difficulté M. Pelchat au sein du groupe UDF du conseil général, voire au sein de la fédération UDF, en réclamant la dissolution de celle-ci. Ces secousses s'ajouteraient à la contre-offensive que prépare M. Robert Trimbac, maire (RPR) de Gif-sur-Yvette, écarté de la liste par ses propres «amis» du RPR. Derrière lui, c'est la génération qui a récemment perdu le pouvoir au sein du conseil général, au profit de l'équipe de «jeunes loups» entourant M. Dugoin, qui pourrait en profiter pour se rappeler au bon souvenir de chacun.

FRÉDÉRIC BOBIN

M^{me} Annie Wable chef de file de la liste Borloo dans le Pas-de-Calais

LILLE

de notre correspondant

M. Jean-Louis Borloo, maire (sans étiquette) de Valenciennes, qui conduit une liste aux élections régionales dans le Nord et se déclare candidat à la présidence du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, a également constitué une liste dans le Pas-de-Calais. Moins connu dans ce département que dans celui du Nord, M. Borloo a eu davantage de difficultés pour former une équipe. Il a néanmoins rendu publique, de façon encore incomplète, sa liste, jeudi, à Arras.

A dominante socio-professionnelle et à coloration centriste, elle sera conduite par M^{me} Annie Wable (sans étiquette), adjointe au maire de Boulogne-sur-Mer. «C'est l'équipe du courage», a commenté M. Borloo, car vous n'imaginerez pas les pressions ahurissantes émanant de gauche comme de droite faites sur un certain nombre de personnes pour qu'elles ne figurent pas sur ma liste. Les grands appareils ne veulent pas que des hommes libres aillent prendre ce qu'ils considèrent comme leur fonds de commerce ! M. Borloo a qualifié de «scan-

dale» la sous-représentation du bassin minier dans les listes concurrentes, notamment celle de l'opposition RPR-UDF.

C'est ce qui a amené M. Michel Roger, CDS, conseiller municipal de Lens, tête de file de l'opposition aux municipales de cette ville en 1989, à déserter la liste RPR-UDF conduite par M. Léonce Deprez, député et maire du Touquet (PSD), où il figurait à la seizième place, pour rejoindre celle de M^{me} Wable, où il a été accueilli en deuxième position.

Après la défection de M. Roger, le CDS ne compte plus qu'un seul candidat sur la liste RPR-UDF en la personne de son président départemental, M. Jean-Marie Vanlerenberghe, alors qu'il avait quatre sortants. Cette sous-représentation a conduit l'un des piliers de la démocratie chrétienne dans le département, M. Emile Virel, ancien conseiller municipal d'Arras, puis adjoint au maire de Duisans jusqu'en 1989, à démissionner du Centre des démocrates sociaux dont il qualifie l'attitude de «suicide».

J.-R. L.

M. Tapie choisit un industriel comme numéro deux dans les Bouches-du-Rhône. - Un industriel marseillais, M. Maurice Genoyer, a été choisi par M. Bernard Tapie pour figurer en deuxième position sur la liste Energie Sud dans les Bouches-du-Rhône pour les élections régionales. Président-directeur général de la Phocéenne de métallurgie (mille trois cents employés, 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires), conseiller municipal (non inscrit) de Marseille de 1971 à 1977, M. Genoyer avait présenté aux élections régionales, en mars 1986, une liste qui avait obtenu 3,22 % des suffrages exprimés.

Un conseiller régional RPR rejoint M. Le Pen. - M. Pierre Gianotti (RPR), maire de Sospel, conseiller général des Alpes-Maritimes et conseiller régional, a annoncé qu'il figurera en sixième position sur la liste que M. Jean-Marie Le Pen conduira pour les prochaines élections régionales. M. Gianotti, qui ne se représente pas dans son canton soumis à renouvellement, a pris sa décision après avoir appris qu'il ne figurait pas sur la liste UDF-RPR pour les régionales. La fédération RPR des Alpes-Maritimes a immédiatement fait savoir qu'elle envisage «toutes les mesures disciplinaires conduisant à l'exclusion» de M. Gianotti,

car sa décision «ne mérite que mépris».

M^{me} Daugreilh sera exclue du RPR. - En annonçant qu'elle va conduire une liste aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes contre celle de l'UDF et du RPR, menée par M^{me} Suzanne Sauvaigo, député RPR, M^{me} Martine Daugreilh, elle aussi députée RPR, avait déclaré qu'elle se mettait en congé de son parti. Vendredi 14 février, elle s'est «réjouie que les instances nationales du RPR aient eu la sagesse de ne pas réunir la commission nationale des conflits», comme cela avait été annoncé, pour l'exclure, mais M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des élections, a indiqué que M^{me} Daugreilh «sera effectivement exclue du RPR si elle dépose sa liste».

Un sondage place la PCF devant le PS en Picardie. - Selon un sondage réalisé par BVA, les 10 et 11 février, auprès de huit cent quatre personnes, pour Antenne 2, FR 3, France-Inter, France-Info et Paris-Match, le PS, avec 13,5 % des intentions de vote, serait devancé en Picardie par la PCF (14 %). Les listes UDF-RPR obtiendraient 37 % des suffrages, celles des écologistes, 15 % (9 % pour Génération Ecologie, 6 % pour les Verts) et celles du Front national, 11,5 %.

ANDRÉ LAURENS

La gestion aux urnes

Suite de la première page

Pour induire en données scientifiques précises les résultats bruts de leurs enquêtes, les sondages ont, en effet, besoin des résultats antérieurs ; or ils ne disposent pas, en l'espèce, de beaucoup d'éléments de référence.

Ce simple constat suffirait à rendre importantes les élections de mars. Il en est d'autres. Les socialistes en attendent de savoir si le rejet de leur action, flagrant lors de toutes les élections partielles, sera aussi grand dans des élections générales. La droite parlementaire a besoin de mesurer si elle constitue véritablement, aux yeux des électeurs, une relève crédible. Surtout, elle espère profiter de l'usure du pouvoir socialiste, des espérances déçues de tant de ceux qui avaient cru aux promesses du PS, du désespoir de nombre de militants de gauche, pour accentuer les difficultés de la majorité. Une partie de l'UDF espère même pouvoir mettre en cause, au lendemain du 22 mars, la légitimité du gouvernement et du président de la République afin d'accélérer les échéances.

Cet enjeu national ne doit pas faire oublier les enjeux locaux de ces élections. La décentralisation, dont ce sera justement en mars le dixième anniversaire, les rend particulièrement sensibles. Les élections cantonales ne consistent plus à élire des notables chargés de faire bonne figure dans les cérémonies officielles. Aujourd'hui, c'est le conseil général qui a la responsabilité effective de toute l'action sociale, de l'entretien et de la modernisation des routes et des collèges. Si sa majorité en a la volonté, elle a la possibilité d'inciter sérieusement les communes à travailler ensemble, au lieu de s'enfermer dans un splendide isolement. Le cadre de vie peut changer selon la qualité des hommes en place dans les hôtels des départements. Et ces hommes, dorénavant, ce sont les électeurs qui les choisissent.

Le constat est identique pour les régions. Par la volonté de Gaston

Defferre et de Pierre Mauroy, elles sont devenues de véritables lieux de pouvoir politique. Elles n'ont pas simplement en charge les lycées, mais aussi l'aménagement, au sens très large du terme, de leur territoire. Selon les actions mises en œuvre, selon les équipements collectifs réalisés, la venue d'entreprises sera facilitée ou non, le développement de celles déjà sur place sera aidé ou non, et donc, pour les habitants, il sera plus ou moins facile de «vivre et travailler au pays». Or les élections du 22 mars sont le premier renouvellement de conseils régionaux élus au suffrage universel direct. Les majorités désignées le 16 mars 1986 ont eu six ans pour agir. Aujourd'hui, elles ont un bilan à présenter, et les électeurs l'occasion de l'approuver ou de le sanctionner.

Des dépenses sévèrement plafonnées

Ce contrôle démocratique par les citoyens sera d'autant plus le bienvenu que les présidents de conseil général et de conseil régional ont su, en général, admirablement user des prérogatives attribuées par la décentralisation pour devenir les vrais «patrons» de leurs fiefs. Ainsi, pour la première fois, la désignation des candidats aux élections cantonales a pratiquement échappé aux instances nationales des partis, les présidents des assemblées départementales choisissant personnellement les hommes, bien rarement les femmes, les plus aptes à défendre les couleurs de la majorité locale.

Paris, c'est vrai, a conservé ses prérogatives pour les régionales. Celles-ci se déroulent à la proportionnelle, il fallait constituer des listes, ce qui offre forcément le pouvoir aux appareils des partis. Mais ils ont eu les plus grandes difficultés à l'assumer. Il y a six ans, une bonne place aux régionales était bien souvent une compensation pour les exclus des législatives, qui avaient lieu le même jour et qui se jouaient

aussi à la proportionnelle. De plus, à l'approche du retour de la droite au pouvoir, l'enjeu national avait déformé l'aspect local du scrutin du 16 mars 1986, et les barons provinciaux n'avaient pu encore asséoir leur autorité. Cette fois, tout a changé : les candidatures aux cantonales n'étant pas gérées à Paris, elles n'ont pu servir de monnaie d'échange, et les présidents de région ont réussi à imposer leur droit de regard sur la composition de leur future majorité. Comme, en même temps, les états-majors nationaux ont dû tenir compte des divisions du PS en courants, de l'UDF en composantes, du RPR en réseaux, la composition des listes a été fort délicate et n'est pas encore parvenue à l'aboutissement.

Tout cela explique que la campagne sur le terrain soit à peine commencée. Mais il est une autre raison à la virginité des murs et au vide des boîtes aux lettres : pour la première fois entre réellement en application la loi sur le financement des partis politiques, qui interdit l'affichage publicitaire et plafonne strictement les dépenses des candidats. Ceux-ci sont donc contraints de mesurer chichement leur propagande, de faire appel aux vieilles recettes, forcément peu spectaculaires (promenades sur les marchés,

inaugurations, communications, etc.) et de compter sur le dévouement des militants pour la distribution des tracts et le collage des affiches. Or les militants ont déserté, encore plus vite que les électeurs, les partis de gouvernement.

Témoignés par le rejet de la politique, les chefs de file nationaux ne sont même pas entrés en campagne ou, plus exactement, se sont repliés dans leurs fiefs provinciaux, à l'exception de M. Jacques Chirac qui, fidèle à ses habitudes, a entrepris une grande tournée de meetings. Déroulés par la complexité d'une consultation où on leur demande tout à la fois de sanctionner le pouvoir central et d'élire les gestionnaires de leur cadre de vie - et cela à travers deux élections aux modes de scrutin différents, majoritaire pour les cantonales, proportionnel pour les régionales - les électeurs ne semblent pas pour l'instant mobilisés. L'intention de M^{me} Edith Cresson de participer, elle aussi, à quelques grands meetings régionaux va-t-elle leur donner une autre dimension et réveiller l'opinion ? Peut-être. Mais alors l'enjeu national aurait toute chance de tuer les enjeux locaux. La victime en serait la décentralisation.

THIERRY BRÉHIER

LIVRES POLITIQUES

LORS de la seconde guerre mondiale, sous l'occupation allemande, il y a eu en France, en marge de la production (sous contrôle) des maisons d'édition existantes, une littérature clandestine. «Des dérivés», et pas des moindres, ont écrit, sinon pour la Résistance, du moins dans un esprit de résistance ; des ouvriers du livre, des coursiers, des libraires ont pris de gros risques pour imprimer ces ouvrages, les stocker, les diffuser ; certains y ont laissé leur vie», rappelle James Steel, universitaire britannique, dans un ouvrage consacré à ces *Littératures de l'ombre* et aux fonctions qu'elles ont remplies.

Deux pôles d'édition, créés pour la circonstance, les Editions de Minuit, dont l'un des fondateurs, Vercors, fut aussi l'auteur du célèbre roman *Le Silence de la mer*, et la Bibliothèque de France, issue du magazine communiste *Les Lettres françaises*, qui édita Aragon et Elsa Triolet, s'illustrèrent particulièrement dans ce domaine ; une autre œuvre marquante de la Résistance, *L'Armée des ombres*, de Joseph Kessel, fut publiée pour la première fois à Alger en 1943.

En refusant de se plier à la censure, les auteurs voués à la clandestinité entendaient donner de la France, surtout à l'étranger, une image différente de celle autorisée ou encouragée par le régime de Vichy. Ce n'était pas si évident, compte tenu de la pression des idées et des forces dominantes et de la diversité, voire de la désunion, des esprits qui n'acceptaient pas de se y plier. Il n'y avait pas parmi ces derniers d'accord

L'ombre et les ténèbres

idéologique ou politique, il s'en faut, et, James Steel le souligne, l'unité de la Résistance n'a pu se faire à l'origine que sur le plan culturel.

Ce fut «la trait de génie de Vercors dans le Silence de la mer, qui rappelle à ses lecteurs français et surtout étrangers que la grandeur de la France, que son rayonnement spirituel dans le monde étaient dus à ses dérivés, ses poètes, ses penseurs».

Pour qu'un même élan jaillisse de cette source commune de résistance, il a fallu, observe l'auteur, revenir sur des modes de pensée, réviser des attitudes bien ancrées : l'anglophobie dominante est ravivée, l'esprit libertaire se pille aux contraintes d'une organisation paramilitaire, le pacifisme admet la nécessité de la violence, l'opposition des classes sociales est surmontée et ceux qui croient au ciel mènent le même combat que ceux qui n'y croient pas, selon le poème célèbre d'Aragon, *la Rose et le Réducteur*. La littérature clandestine témoigne de ces revirements et de ces retrouvailles.

Elle leur donne un sens dans l'exaltation du martyre et du sacrifice de ceux qui combattent, associent ainsi deux traditions culturelles, celles du catholicisme et de la Révolution.

Les œuvres passent «de la dignité du silence à la dignité de la révolte» en ce sens qu'elles cherchent à inculquer l'esprit de résistance à ceux qui ne l'ont pas

spontanément ; elles justifient que le sang soit versé pour que continue à vivre une certaine idée de la France. Cependant, la littérature clandestine ne parle pas d'une seule voix, non seulement parce que persistent les clivages anciens, mais aussi parce qu'il n'y avait pas unité de vue sur le rôle, dans la Résistance interne, des forces qui la composaient, et sur la stratégie des Alliés. D'où les sentiments d'incompréhension, de colère ou d'abattement que certaines œuvres expriment. C'est que plus l'épreuve dure, plus l'image d'une France pure, «épurée dans son âme» se dégrade. «On ne soulignera jamais assez, note l'auteur, à quel point tout poussait à la normalité : les circonstances, la pénurie de nourriture, de combustibles, de vêtements, les paroles rassurantes du Maréchal et la condamnation sans rémission de la Troisième République.»

James Steel signale au passage que ces littératures clandestines restent dans le conformisme ambiant s'agissant des femmes, malgré la part que celles-ci ont prise à la Résistance. C'est sans doute la rançon payée à la recherche d'une unité fondée sur des valeurs culturelles classiques. Une unité qui, en dépit des espoirs mis en elle, ne devait pas perdurer au-delà des circonstances qui l'avaient forgée dans l'ombre. La guerre impose la nécessité de la violence ainsi que

celle de la ruse et du mensonge. Le combat dans l'ombre peut alors plonger dans des ténèbres plus épaisses où les combattants se meuvent en aveugles.

Jacques Bureau en témoigne en racontant l'extraordinaire aventure, dont il fut l'un des protagonistes, de ces soldats menteurs que les services secrets anglais avaient installés dans la France occupée.

Ils devaient, pour la plupart à leur insu, donner crédit à une mystification destinée à léguer le système de défense allemand. Le prix payé pour cette entreprise de désinformation et d'intoxication est allé jusqu'au sacrifice de certains agents, délibérément jetés en pâture à l'ennemi.

Jacques Bureau a connu, avec d'autres, ce sort doublement cruel : être pris avec le sentiment d'avoir été donné, d'avoir été trahi par les siens. Revenu vivant d'un étonnant parcours du combattant, il approuve la stratégie dont il fut le jouet parce que celui-ci a permis de protéger le secret du débarquement en Normandie et nombre de vies humaines. Et il en fait un récit pittoresque dans lequel l'ardeur de vivre, le goût de l'aventure, les liens d'attachement dans le danger parviennent à se jouer, au risque d'en mourir, de l'absurdité, de la cruauté et des ambiguïtés de la guerre.

► *Littératures de l'ombre*, de James Steel. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 196 pages, 175 F (prix de lancement).

► *Un soldat menteur*, de Jacques Bureau. Robert Laffont, 524 pages, 139 F.

Les socialistes de la Haute-Loire refusent de s'incliner devant M. Charasse

Bien que M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, ait fait savoir qu'il acceptait, finalement, de conduire la liste socialiste du Puy-de-Dôme pour les élections régionales du 22 mars (le Monde du 14 février), la situation est loin d'être clarifiée chez les socialistes auvergnats.

Le bureau exécutif du PS, en demandant aux socialistes de la Haute-Loire de désigner comme tête de liste dans ce département M. Louis Eyraud, premier adjoint au maire de Brioude, avait fait en sorte que M. Charasse, maire de Puy-Quillaume, soit à même de revenir sur sa décision de ne pas conduire la liste du Puy-de-Dôme.

Il refusait, en effet, la tête de liste désignée par la fédération de la Haute-Loire, M. André Chapaveire, membre du courant de M. Jean Popereau.

Cependant, dans la soirée du 13 février, les membres de la liste de la Haute-Loire, réunis par M. André Roure, premier secrétaire fédéral, popériste, ont confirmé à l'unanimité le maintien de leur candidature et annoncé le dépôt de celle-ci, «officiellement, en préfecture». Le ministre délégué, qui devait présenter à la presse sa liste et son programme, samedi 15 février, à Clermont-Ferrand, a reçu le soutien de la fédération du Cantal, à majorité fabiusienne.

SOCIÉTÉ

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

En 1991

Le nombre des tués sur la route a été le plus bas depuis trente et un ans

Le bilan des accidents de la route en France pour l'année 1991 marque une amélioration de la situation. Le nombre des morts, comme celui des blessés, est en diminution. Par rapport à la « barre-repère » des 10 000 tués par an, l'écart devient sensible : 9 617. En 1972, le nombre correspondant avait été de 16 617.

Ces chiffres sont communiqués par les services du secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux, M. Georges Sarre. Le nombre des morts a donc baissé de 6,5 % par rapport à 1990, et il est le plus bas depuis 1960. Dans ce laps de temps, souligne-t-on chez M. Sarre, la circulation a été globalement multipliée par quatre sur les routes de France. Le nombre des blessés - 205 968 en 1991 - est, lui aussi, en baisse : 8,8 % de moins qu'en 1990.

Ainsi, d'une année à l'autre, chaque semaine a vu, en moyenne, près de quatre cents victimes éparpillées dans les accidents de la route : 13 tués et 383 blessés. Plusieurs causes se sont conjuguées pour obtenir cette amélioration qui, selon M. Sarre, « résulte d'un effort continu » et, en particulier, de la décision prise le 1^{er} décembre 1990 de limiter la vitesse à 30 km/h en ville et d'obliger les passagers au port de la ceinture à l'arrière. « Le résultat, dit-il, a été immédiat ».

La prudence - sur la route, comme dans le constat de l'amélioration - s'impose toutefois. Dans un passé récent, des progrès ont été ponctuellement observés. Ainsi, en 1987, le nombre des tués avait été de 9 835, traduisant une tendance à la baisse, mais il avait remonté les années suivantes.

Les assureurs encouragent la conduite automobile accompagnée

Après la MAAF, la MAIF et les Mutuelles du Mans, deux grands assureurs, le groupe AXA et la GMF, ont décidé de supprimer totalement la surprime d'assurance pour les jeunes ayant obtenu leur permis de conduire après « apprentissage anticipé de la conduite » (AAC). Cette surprime, qui est de 100 % du tarif de base pour les jeunes conducteurs, est limitée à 50 % depuis le 1^{er} janvier pour les jeunes ayant suivi l'AAC (1).

La suppression de cette surprime, qui permettrait aux jeunes conducteurs et à leurs familles d'amortir dès la première année le coût de la préparation du permis, s'explique par les bons résultats obtenus par les conducteurs ayant suivi l'AAC. Leur implication dans les accidents de la route est trois à quatre fois moins élevée que celle des jeunes ayant suivi des formations traditionnelles (4 à 6 % au lieu de 21 %). On estime ainsi qu'ils font preuve de la maturité constatée, en moyenne, chez des conducteurs âgés d'une trentaine d'années.

Depuis le développement de cet apprentissage en 1989, plus de 45 000 personnes ont obtenu leur permis de conduire via la formule de l'AAC. Si le taux de réussite est de 80 % par cette méthode au lieu de 30 % par la filière traditionnelle, les jeunes ayant recours à cette préparation ne représentent encore que 8,5 % des candidats au permis de conduire.

(1) L'apprentissage anticipé consiste, pour les jeunes de seize à dix-huit ans, à passer l'épreuve du code de la route, à suivre vingt heures d'apprentissage dans un auto-école et à conduire un véhicule pendant au moins trois mille kilomètres en compagnie d'un titulaire du permis de conduire.

JUSTICE

La campagne de l'ancien policier contre M. Bernard Tapie

M. Antoine Gaudino accuse le ministre de l'intérieur d'avoir monté une « machination » portant atteinte à sa vie privée

M. Antoine Gaudino a affirmé, vendredi 14 février, lors d'une conférence de presse à Paris, faire l'objet d'une « machination » portant atteinte à sa vie privée et a accusé M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, d'en être l'instigateur afin de protéger M. Bernard Tapie.

L'ex-inspecteur de police avait à ses côtés M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans, M. Gilbert Collard, avocat au barreau de Marseille, et M. François Gallot-Lavallée, avocat au Mans et récemment démissionnaire du Parti socialiste. Au nom du « Forum pour la justice », tous ont sévèrement condamné « un pouvoir accablé ».

Soudain, Marseille était à Paris. Marseille, ses coups bas, ses insultes et ses pièges. C'était bien là l'objectif recherché par M. Gaudino et ses amis : donner une publicité nationale à ce qui aurait pu rester une anicroche locale dans le bras de fer opposant l'ancien policier au président de l'Olympique de Marseille (OM). A la tête d'une liste « Génération Vérité » aux élections régionales, M. Gaudino n'a aujourd'hui qu'une cible : M. Tapie, qui mène pour la majorité présidentielle la liste « Énergie-Sud » dans la région PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur). M. Tapie à l'égard duquel la justice serait toute de précautions, de prudence et de patience, alors que, dans l'état des lieux, le parquet de Marseille, au terme d'une enquête

préliminaire sur les comptes de l'OM, réclame en vain au ministre de la justice l'ouverture d'une information judiciaire pouvant conduire à son inculpation.

M. Gaudino est donc parti en croisade, obtenant du tribunal administratif le droit de porter plainte au nom de la commune de Marseille, multipliant les pressions sur un procureur de la République soudain moins empressé, lançant sommations et lettres ouvertes. Une guérilla juridique qui a abouti, lundi 10 février, à l'ouverture d'une inédictée information judiciaire provisoire censée évaluer le bien-fondé de la plainte de l'ex-inspecteur dont les attentus ne sont pourtant qu'un strict décalage d'un rapport du procureur de la République de Marseille... Or c'est ce même 10 février qu'est intervenu l'incident dévot d'une conférence de presse tenue dans les salons d'un grand hôtel parisien et dont M. Gaudino précisait qu'il avait assuré les frais grâce aux droits d'auteur du livre sur l'affaire Urbia qui lui valut sa radiation de la police nationale.

« Une fraude à l'idéal »

Les faits tiennent du vaudeville. Le 10 février, M. Gaudino a reçu une citation en référé devant le tribunal de grande instance de Marseille pour le lundi 17 février à 8 h 30. Motif : une somme de 160 000 F que lui réclame une ancienne compagne. En trois pages, la citation, rédigée par M. François-Noël Bernard, présente M. Gaudino comme « un affilé du

PS marseillais », livre sans trop de précautions quelques éléments de la vie privée de l'ex-inspecteur. Mais, surtout, le prêt litigieux remonte à 1983 et, selon M. Gaudino, n'avait jamais, durant ces neuf ans, été réclamé « ni par écrit, ni à l'amiable, ni en instance civile ».

Aussi, pour l'ex-policier devenu justicier, la cause est-elle entendue : « J'accuse le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, d'avoir monté cette machination pour servir les intérêts électoraux de M. Tapie. Ce sont des méthodes de voyous qui, pour arriver à leurs fins, n'ont plus de sens moral ni le respect de la vie privée ». Selon M. Gaudino, cette citation serait la traduction de récentes menaces de M. Tapie qui l'avait accusé de « fouiller les poubelles » et aurait publiquement promis d'en faire autant à son tour. « Sans crainte d'être démenti », il affirme que M. Marchand aurait déclaré « devant témoins, au cours d'un déjeuner à la Rochelle » en décembre 1991 qu'il allait « lancer une affaire » contre lui. Or, affirme l'ancien policier, le nom de l'ancienne compagne « sollicitée » aujourd'hui pour se retourner contre lui n'a pu être trouvé que dans son dossier administratif au ministère de l'intérieur où figure une note sur ce délit financier et sentimental.

Place, dès lors, au réquisitoire. « Le climat marseillais est devenu irrespirable », a renchéri M. Gilbert Collard, devenu l'avocat de M. Gaudino et qui s'affirme lui aussi, visé par cette « machination » puisque le hasard veut qu'il y a neuf ans il ait été le conseil de la compagne délaissée. « La justice dans ce pays, dès qu'il s'agit de certaines personnes, fait preuve d'une prudence extraordinaire. Cette fin de siècle aura incarné l'injustice et la partialité judiciaire », a ajouté l'avocat pour qui M. Tapie « reste un fait divers, pas fréquentable ». Et, pour tout simplifier,

M. Collard a précisé que, socialiste « depuis l'âge de seize ans », il garde encore sa carte du PS « comme la sentinelle garde son arme » : « Quand on a fait confiance à François Mitterrand, ce n'était pas pour en arriver là. On a l'impression d'avoir été victime d'une fraude à l'idéal ».

Même refrain chez M. François Gallot-Lavallée, adhérent du PS en 1974, rocardien et démissionnaire depuis peu : « La candidature de Bernard Tapie, c'est une attitude de pouvoir totalement contraire à la philosophie socialiste et à l'idéal des militants ». Quant au juge Thierry Jean-Pierre, rendu célèbre par l'affaire Urbia, il devait s'étonner de la présence de M. Tapie « dans le bureau de M. Henri Rollet », le vendredi 7 février « à 10 h 45 ». « Qu'y faisait-il ? », demanda-t-il sur un ton quelque peu inquisitorial, après avoir confié : « Nous avons nos espions à la chancellerie ».

EDWY PLENEL

Six inculpations dans l'affaire des casinos du sud de la France. - M. Albert Hadad, l'un des figures du barreau marseillais, et M. André Villet, un policier mis en disponibilité depuis trois ans par la brigade des jeux, figurent parmi les six personnes inculpées ces derniers mois dans une affaire concernant neuf casinos du sud de la France exploités par la Société d'investissement touristique et hôtelier du Sud-Ouest (SITHSO). L'enquête, qui porte sur des traites de cavalerie d'un montant de 30 millions de francs, avait d'abord abouti à l'inculpation, en octobre 1991, du PDG de la SITHSO, M. Stanislas Citerici, et d'un de ses collaborateurs, M. André Rollet, puis, au mois de janvier, à celle de l'un des directeurs du casino de Cassis, M. Michel Travaille, et du directeur administratif du casino de Biarritz, M. Henri Dupont.

DÉFENSE

La France va retarder la mise en service de l'hélicoptère Tigre et du sous-marin « le Triomphant »

La revue mensuelle *Armées d'aujourd'hui*, éditée par le ministère de la défense, confirme, dans son dernier numéro, que la réalisation de deux programmes majeurs d'armement pour la France sera décalée dans le temps, compte tenu d'une programmation militaire 1993-1997, soumise au Parlement au printemps prochain, qui marquera une décadence des crédits. Il s'agit du projet Tigre d'un hélicoptère de combat, conçu en coopération avec l'Allemagne, et du programme SNLE-NG d'un sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques de nouvelle génération, dont le premier exemplaire sera le *Triomphant*.

Selon le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, la nouvelle programmation, qui détermine l'équipement nucléaire et classique des trois armées et de la gendarmerie sur le long terme, devrait entraîner une baisse sensible de la part du produit intérieur brut marchand (PIBM) réservée aux dépenses militaires. Ce taux était de 3,41 % en 1991. Il est déjà de 3,26 % en 1992 et il devrait tomber à 3,1 % vers 1995-1997.

Dans ces conditions, plusieurs programmes d'armement sont d'ores et déjà touchés, selon des proportions variables. Ainsi, dans l'armée de terre, selon *Armées*

d'aujourd'hui, l'échéancier de l'hélicoptère Tigre et du missile anti-chars Triomphant de nouvelle génération, qui doit être équipé des deux versions envisagées, sera décalé de deux ans « selon des mesures de réajustement prises dans la perspective de la prochaine programmation ». Cette décision propre à la France ne concerne pas la phase actuelle de développement du Tigre, mais elle vise la construction en série. Il était prévu à ce jour la mise en service, entre 1997 et 2001, de soixante-quinze exemplaires du Tigre dans la version « appui et protection » (lutte anti-hélicoptères) et, à partir de 2001, de cent quarante exemplaires dans la version anti-chars. L'Allemagne, de son côté, commanderait deux cent douze versions anti-chars.

Selon le consortium franco-allemand Eurocopter qui construit l'hélicoptère, un retard supérieur à un an peut compromettre une possible acquisition par les Britanniques (qui pourraient acheter des versions de l'Apache américain) et les Néerlandais (qui envisagent de déployer une force aéromobile d'action rapide).

De même, *Armées d'aujourd'hui* annonce, comme on s'y attendait (le *Monde* du 21 décembre 1991), que l'entrée en service du *Triomphant*, qui est le premier sous-ma-

rin nucléaire lance-missiles de nouvelle génération, est désormais prévue pour juillet 1995, soit avec un retard de six mois sur le calendrier initial. Ce sous-marin sera armé de seize missiles M.45 à têtes multiples et rendus plus « furtifs », de façon à mieux déjouer les progrès éventuels d'une interception.

La revue du ministère de la défense confirme, d'autre part, l'arrêt du programme BAMO de bâtiment anti-mine océanique (qui représentait une dépense globale de 4 milliards de francs) et la suspension, à partir du septième bâtiment, du chantier des sous-marins nucléaires d'attaque lance-torpilles de la classe de l'*Améthyste*. Elle précise encore, pour l'armée de terre, que « la cible initiale de mille deux cents chars Leclerc sera vraisemblablement réduite à moins de mille ».

ENVIRONNEMENT

La première exposition des Archives de Paris

Trois siècles d'eau dans la capitale

Le 8 octobre 1610, la régente Marie de Médicis ordonne de « faire nettoyer les égouts de la Ville de Paris ». En janvier 1910, la crue de la Seine oblige à naviguer en bateau dans divers quartiers de la capitale ou à faire de l'équilibre - en robe longue ou en chapeau melon, bien sûr - sur des chemins de planches surélevées.

L'exposition « L'eau à Paris du XVI^e au XX^e siècle », la première jamais organisée par les Archives de Paris (avec le concours, notamment, de l'Académie des sciences), est destinée aux enfants du CM1 ou CM2 à la troisième. Mais elle peut sans nul doute intéresser les adultes. On y voit, dans les photos de documents anciens (édits, lettres, dessins, etc.), les progrès de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et des autres usages de l'eau (transports,

Le meurtrier du général Favreau est condamné à vingt ans de réclusion criminelle

BORDEAUX

de notre correspondante

Alain Guibert a été condamné, vendredi 14 février, par la cour d'assises de la Gironde à vingt ans de réclusion criminelle assortis d'une peine de sûreté de douze ans. Alain Guibert a été reconnu coupable du meurtre du général Favreau, ancien gouverneur militaire de la place de Paris. Le 7 octobre 1989, le jeune Girondin avait précipité le général dans la Dordogne après s'être emparé de sa voiture.

L'avocat général Biraben a requis la réclusion criminelle à perpétuité. Les jurés ont cependant retenu des circonstances atténuantes. Les avocats d'Alain Guibert, M. de Contencin, du barreau de Bordeaux, et M. Magret, du barreau de Libourne, ont notamment souligné que leur client avait fait l'objet de trois placements d'office en hôpital psychiatrique.

G. M.

Les conseils de « Kofi »

Suite de la première page

« Jusqu'à présent nous avons été écoutés », explique M. François Rouveau, soixante-deux ans, retraité du ministère de la défense où elle occupait un emploi administratif. Elle ajoute : « Cela fait plaisir de sentir encore utile à quelque chose... ».

Les rôles ont été clarifiés et soulignés. Les sages ne donnent que leur avis. Le conseil municipal décide. Mais l'intérêt de chacun consiste à trouver un consensus. Personne ne doit se sentir perdu.

Retraiter une cohésion sociale

L'histoire du presbytère a valeur d'exemple. Il fallait trouver de l'argent pour effectuer des travaux dans le village. La commune pensait vendre le presbytère, libre de son curé depuis un bon nombre d'années. Les anciens, eux, tenaient à garder dans le domaine public ce témoignage de leur passé. Les conseillers ont renoncé à la vente. Des fonds ont été trouvés ailleurs - les relations de M. Yamgane, devenu depuis secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'intégration, y ont d'ailleurs bien aidé. Le presbytère a été loué. « Reste que l'entretien de la bâtisse coûte cher, note toutefois le maire, et que notre budget n'est que de 900 000 francs par an. Mais, là encore, on va trouver une solution... ».

Cette aventure africaine en pays breton aurait pu rester un cas unique, le privilège de l'album de famille de Saint-Coult. En fait, l'expérience a fait école. Mulhouse (Haut-Rhin), La Roche-sur-Yon (Vendée), Pressagny-l'Orneilleux (Eure), 51 communes du plateau picard dans l'Oise, se sont, à leur tour, dotées de conseils de sages ou d'anciens. Beaucoup d'autres sont tentées. Il existe même aujourd'hui des conseils en Suisse, en Allemagne et aux Pays-Bas.

Eus et journalistes se succèdent désormais à Saint-Coult, qui finira par précéder en célébrité le village d'Assérin. L'Europe vieillissante découvre les dangers de la marginalisation des aînés. De plus en plus d'élus comprennent la nécessité de retravailler une cohésion sociale entre générations, de revaloriser les

anciens en profitant de leur savoir et de leur expérience. Le maire de Saint-Coult a ouvert une porte. Les premières rencontres de ces conseils de sages et d'anciens ont eu lieu le 13 février à La Roche-sur-Yon; une fédération va être créée.

Les conseils qui fleurissent ne se calquent pas sur l'original. A La Roche-sur-Yon (50 000 habitants) et à Mulhouse (108 500 habitants), les membres des conseils de sages ne sont pas élus mais choisis par un groupe du conseil municipal, sur candidature spontanée. Afin d'obtenir une assemblée d'anciens la plus représentative possible de la population locale des plus de soixante ans, des critères d'âge, de sexe, de quartier et de catégorie professionnelle sont fixés. Compte tenu du nombre de dossiers à examiner, les grands conseils (plus de 40 membres) se divisent en sous-commissions spécialisées. Dans les petites communes comme Pressagny-l'Orneilleux (660 habitants), les anciens aident les conseillers à préparer les dossiers. Ils ont, par exemple, été chargés dans cette commune de voir comment il était possible d'améliorer la sécurité des habitants du village que traverse une départementale très fréquentée.

Ainsi les plus âgés ont-ils, aujourd'hui, la possibilité d'assurer ce que les élus, englobés dans un travail administratif de plus en plus lourd et dans des querelles politiques, ne peuvent plus faire : attirer l'attention sur les problèmes quotidiens (propreté des trottoirs, stationnement...) et proposer des solutions. M. Monique Leborgne, adjointe au maire de Mulhouse, appelle cela « participer aux petits riens qui font la vie de tous les jours ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

D. Grande-Bretagne : la chasse à courte distance. - La Chambre des communes a repoussé, vendredi 14 février, par 187 voix contre 175, une seconde lecture de la proposition de loi visant à interdire la chasse à courte distance. Seuls vingt-six parlementaires conservateurs (dont deux ministres) se sont prononcés en faveur du texte, dont l'examen avait été précédé, en Grande-Bretagne, par une intense campagne des partisans et adversaires de la chasse au renard (le *Monde* du 15 février).

Un toit pour

Un toit pour... (Texte incomplet)

L

L... (Texte incomplet)

L

L... (Texte incomplet)

L

L... (Texte incomplet)

HEURES LOCALES

Miracle à Bergerac

Des usagers, six présidents de conseil général et des fonctionnaires ont réussi un exploit inhabituel : se mettre d'accord sur l'aménagement écologique d'un cours d'eau - la Dordogne

BERGERAC

de notre envoyé spécial

DEHORS le brouillard qui monte de la rivière enveloppe les belles demeures restaurées du vieux Bergerac, mais sur la scène du centre culturel les projecteurs inondent de lumière les quatre-vingts acteurs d'une « générale » sans précédent. Les traits tirés par deux jours d'un happening acrobatique, ils signent une charte d'aménagement de la Dordogne.

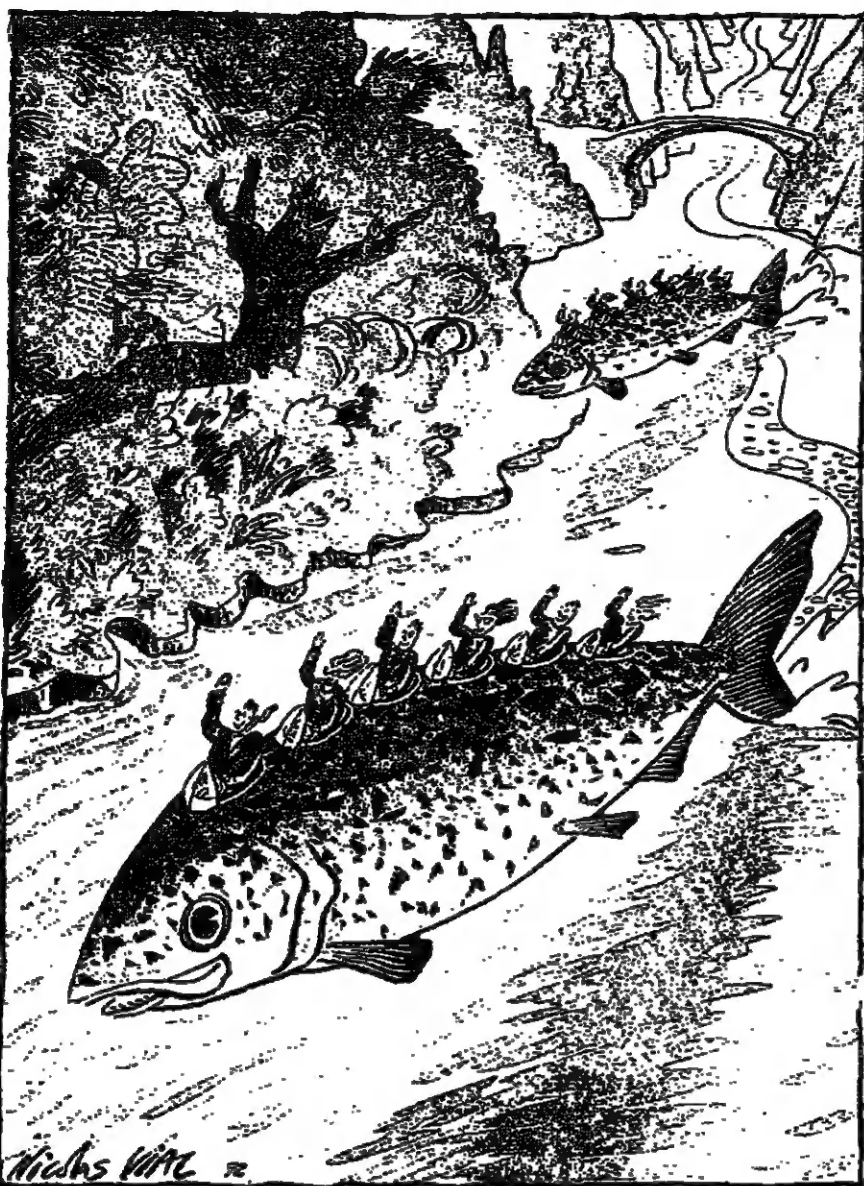
Il y a là, autour d'une immense table circulaire couverte d'un tapis bleu qui a été leur « théâtre en rond », tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont concernés par la rivière. Les présidents des conseils généraux des six départements traversés (1), des maires, des agriculteurs, des chasseurs, des industriels, des pêcheurs, des fonctionnaires, des écoles, des bateliers, des professionnels du tourisme, des représentants des usagers aux intérêts souvent opposés et dont les membres, il y a quelques mois, ne s'étaient pour la plupart jamais rencontrés. En ce dimanche 2 février, une date qu'aucun d'entre eux n'aurait jamais imaginé, ils se retrouvent pour signer une charte d'aménagement de la Dordogne.

La Dordogne mérite cet exploit. Du Puy de Sancy à Libourne, c'est sur 475 kilomètres un axe de vie millénaire, un trait d'union entre les terroirs contrastés, souvent splendides, toujours attachants. Mais aussi une ressource disputée et maintenant en péril. A force d'y édifier des barrages (une dizaine produisant 3 milliards de kWh par an), d'en arracher du gravier, d'y pomper pour abreuver les hommes, les bêtes et les maïs, d'y déverser des eaux usées et d'y lancer des flottilles de canots et de gabarres de promenade, on a transformé en un champ de bataille aquatique. Le ruban liquide demande grâce. Les poissons eux-mêmes le désertent, et d'abord ce roi des ondes fraîches et bien vivantes qu'est le saumon.

Un catalogue de propositions

Pour avoir vu au Québec comment les Canadiens ont sauvé certains de leurs fleuves en y ramenant ce grand migrateur, le docteur Bernard Bioulac, président (PS) du conseil général de la Dordogne, a eu l'idée de tenter une opération similaire sur le cours d'eau qui a donné son nom à son département. Deux conditions à cela. D'abord recevoir l'assentiment de ses collègues des cinq autres conseils généraux concernés. Il l'a obtenu y compris de ceux qui, comme les RPR Charles Ceyrac (Corrèze) et Roger Besse (Cantal), sont ses adversaires politiques. Avec eux, il a créé en février 1991 l'Établissement public Dordogne (EPIDOR) (2).

Ensuite il s'agissait de dénicher un organisateur de choc. Il l'a trouvé en la personne de Guy Pastelnik, trente-neuf ans, agronome, géographe et hydrobiologiste. Depuis des années, ce garsou s'efforçait de faire revenir la saumon dans la Dordogne. Nommé directeur d'EPIDOR en avril 1991, il a réussi, avec un



commando de cinq passionnés, à faire prendre la mayonnaise en neuf mois. Un record quand on connaît les innombrables rivalités croisées et l'aimable nonchalance qui paralysent ici toute initiative audacieuse.

Guy Pastelnik et son équipe ont appliqué au sauvetage une méthode étonnamment efficace. Premier temps : consulter les 53 organismes, groupements, syndicats professionnels, administrations et associations qui s'intéressent à la rivière. Question : « Formulez clairement vos idées sur l'utilisation et l'aménagement du cours d'eau ». Deuxième temps : l'équipe synthétise la marée des réponses en 17 usages différents et répertorie les 200 problèmes à résoudre pour les rendre

conciliables. Troisième temps : on demande aux parties prenantes de désigner chacune trois négociateurs dûment mandatés pour toutes les réunions à venir. Enfin EPIDOR rédige un catalogue de 400 propositions sur lesquelles il est possible d'obtenir un consensus.

Cette préparation intensive a nécessité de la part des « mécanos de la générale » 43 000 kilomètres de parcours automobiles, l'expédition de milliers de documents, des centaines d'heures de conversation téléphonique et la participation à 90 réunions. Le tout dans la bonne humeur et avec un moral d'enfer. Restait la générale, autrement dit l'assemblée au terme de laquelle devait être signée la

charte. Ce sommet, tenu à Bergerac les 1^{er} et 2 février, a été lui-même, par sa méthode de travail, une première. Principe : chacune des dix-sept délégations réunies autour de la table n'a qu'une voix, qu'il s'agisse du préfet représentant l'Etat, d'un président de conseil général ou d'un simple militant d'association. Et cette voix suffit à faire rejeter la proposition, qui doit être adoptée à l'unanimité. Il faut aller très vite puisque la charte se décline en 400 paragraphes. Le temps de parole est donc limité à une minute et demie. Sanction : un carton rouge. Pour diriger la manœuvre Bernard Bioulac et Guy Pastelnik ont fait venir du Québec un spécialiste chevronné de la conduite de groupe : Pierre-Jacques Roy. Son impartialité, son autorité et son accent pittoresque ont fait merveille.

La règle de l'unanimité

En deux journées, les participants d'abord incrédules, puis stupéfaits et finalement enthousiastes ont réalisé l'impossible : voter à l'unanimité 91 % des propositions de la charte. A une cadence endiablée, rythmée par les questions inlassablement répétées du meneur de jeu : « Quelqu'un objecte-t-il à cette proposition ? » ou bien, à la canadienne « On est confortable là-dessus ? » les ennemis jurés d'hier ont découvert qu'au prix de quelques concessions, ils pouvaient obtenir l'essentiel : le sauvetage de leur trésor, la Dordogne.

Loin de bloquer les travaux, la règle de l'unanimité a créé une dynamique qui a tout emporté. Le représentant des industriels s'étonnait : « Ce n'était pas le tribunal devant lequel je croyais comparaître ! ». Celui des écologistes n'en revenait pas non plus : « C'est la première fois que je peux exposer mes idées devant un tel arbitre ». L'agriculteur, arrivé toutes griffes dehors, s'apercevait vite que son intransigeance était insoutenable. Et quand un préfet ou un élu se laissait aller à jeter son autorité dans la balance, il était promptement ramené au compromis. « Je n'ai jamais vu une assemblée travailler avec une telle efficacité », confiait un sous-préfet qui découvrait une méthode non enseignée à l'ENA.

Les élus, accoutumés aux décisions majoritaires, qui laissent toujours la minorité mécontente et revancharde, étaient songeurs. « A côté des scrutins habituels, du référendum d'initiative locale, et de l'enquête publique, n'y aurait-il pas là un nouveau mode de débat démocratique pour la solution des problèmes locaux ? » se demandait Bernard Bioulac.

En tout cas le président d'EPIDOR se trouve désormais à la tête d'un immense programme de travail. Car si la charte énumère une foule de bons principes et de vœux pieux, elle prévoit aussi une cinquantaine de mesures concrètes qui tendent à préserver les trésors naturels de la Dordogne. Elles devront être mises en œuvre par un préfet coordonnateur, assisté d'un chargé de mission, et surtout par chacun des six départements riverains. « Nous avons du grain à moudre pour cinq ans », commentait Guy Pastelnik, mais quoi qu'il arrive, rien ici ne sera plus comme avant.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, Lot, Dordogne et Gironde.
(2) EPIDOR BP 13, 24250 Castelnau-la-Chapelle.

Les maires et l'immigration

FAUT-il élargir le pouvoir des maires en matière d'accueil des étrangers ? La réponse du Forum des maires, présidé par Alain Carignon, maire (ex-RPR) de Grenoble, est farouchement positive. Ces maires, réunis sous la bannière de la lutte contre la xénophobie, réclament l'élargissement de leur compétence locale.

Depuis le bulldozer de Viry-sur-Seine lancé par le maire contre un foyer d'immigrés, jusqu'au refus d'inscrire des enfants étrangers dans des écoles de Beaucourt, plusieurs affaires ont mis en lumière les risques liés à une gestion locale de l'accueil des étrangers. Faut-il imaginer l'utilisation que pourrait faire un maire d'extrême-droite de nouvelles compétences en matière de scolarité, d'état civil, de logement, voire de police ? La réglementation nationale actuelle offre, au moins, certains garde-fous. Encore faudrait-il l'appliquer. Sait-on qu'elle interdit d'exiger le titre de séjour pour un mariage ou pour une inscription scolaire ?

Les abus de certains élus ne doivent cependant pas masquer les difficultés réelles liées à la mauvaise répartition des étrangers sur le territoire. L'attention des élus se porte aujourd'hui sur un point délicat : les touristes étrangers, qui peuvent se transformer en immigrés. Actuellement, les maires peuvent refuser de signer le certificat d'hébergement qui est exigé pour tous les étrangers hors CEE désirant séjourner en France pour moins de trois mois, s'ils jugent les conditions d'hébergement insatisfaisantes ou s'ils estiment qu'il s'agit d'un certificat de complaisance.

Un décret d'août 1991 permet aux maires de demander à l'Office des migrations internationales de vérifier la réalité des déclarations de l'accueillant. Toutefois, à la suite d'accords conclus entre la France et les trois pays du Maghreb, les Algériens, les Tunisiens et les Marocains n'ont besoin, depuis 1984, que d'une simple attestation d'accueil, qui ne permet aucun contrôle du maire. Le forum des maires estime cette réglementation inadéquates. Mais, entre les nouvelles responsabilités revendiquées par les maires et les garanties contre d'éventuelles pratiques d'exclusion, qu'ils réclament à juste titre, la marge est étroite.

PHILIPPE BERNARD

Un toit pour la démocratie communale

La maison des communes du Gers est bâtie sur le principe de l'autonomie des collectivités. Elle regroupe des services chargés d'aider les maires à gérer leur ville

AUCH

de notre correspondant

LES maires des 462 communes du département du Gers ont apprécié la décentralisation tout en redoutant, comme nombre de leurs collègues en France, l'étendue des pouvoirs qu'elle entraînait. « Qui dit décentralisation dit autonomie de décision », résume Michel Sanroman, secrétaire administratif de l'association des maires du Gers, une autonomie qui nécessite des moyens financiers et une maîtrise grise à disposition du maire.

Or, la plupart des villages du Gers, bourgades de quelques centaines d'habitants, ne possèdent ni l'un ni l'autre. D'où l'importance des organismes d'aide à la gestion communale, qui se sont progressivement mis en place avant d'être regroupés au sein d'une Maison des communes à Auch (1). Car, face aux services de l'Etat qui lui donneront si longtemps la main, la démocratie communale se nourrit désormais d'efficacité et aussi de symboles.

« Le pouvoir local, c'est notre devise, confirme avec une certaine jubilation Jacques Poitou, directeur du centre de gestion, organisme-pi-

vot de la Maison des communes. Nous ne sommes pas là pour instituer une nouvelle tutelle sur les maires, mais pour les conseiller, les aider ». Le centre de gestion a pour tâche délicate de gérer les carrières de tous les agents communaux, un véritable casse-tête pour les maires ruraux. Un peu timides au début, les élus locaux n'hésitent plus à faire appel aux experts du centre d'Auch pour déchiffrer les textes et circulaires de la Direction générale de collectivités locales.

« Les quatre lignes du standard sont souvent saturées », confirme Aubert Garcia, président du Centre et vice-président socialiste du conseil général. Les maires ont compris qu'ils ne devaient pas réagir avant d'aller chercher conseil. « C'est par des initiatives du même genre que l'on peut donner un contenu véritable à la décentralisation », un contenu qui, selon lui, passe par une notion-clé, l'intercommunalité.

Manifestation d'intercommunalité

« Rassembler tous les interlocuteurs des maires dans une même maison, c'est une manifestation d'intercommunalité en soi », plaide

Aubert Garcia, en se réjouissant du consensus trouvé auprès des maires ruraux, qui souvent, l'esprit de clocher aidant, sont très réticents vis-à-vis des applications concrètes de l'intercommunalité.

Un service à la carte

Dans la Gascogne profonde, les mentalités évoluent cependant. « Aujourd'hui, 80 % de secrétaires de mairie de villages de moins de 2 000 habitants travaillent à temps complet sur plusieurs communes », explique Jacques Poitou. L'époque de l'instituteur à temps partiel semble bien révolue. Celui du percepteur général, les architectes de budget, aussi, à en croire Aubert Garcia. « Grâce à la formation, les secrétaires de mairie sont aujourd'hui capables de bâtir un budget », affirme-t-il.

Dans leur volonté de pousser plus avant les vertus de cette démocratie communale, le président Aubert Garcia et les animateurs de ce qui est devenu la Maison des communes ont créé un Bureau d'information et de documentation (BINDOC) destiné à répondre à tous les problèmes rencontrés sur le terrain par les maires, bien au-delà de la gestion

des carrières de leur personnel. « C'est un service à la carte qui est proposé aux maires », explique Michel Sanroman, qui dirige le BINDOC. Des conseils juridiques et techniques doivent leur permettre de prendre leur décision en toute indépendance, mais en évitant le tribunal administratif.

Ces aides à la décision sont de toute nature et concernent « la vraie vie » d'une commune au quotidien : de la répartition des charges sociales aux litiges concernant un chemin communal ? A toutes ces questions une seule réponse : composer le numéro de téléphone de la Maison des communes du Gers (2). Il ne reste plus qu'à attendre un 3615 code Marianne.

DANIEL HOURQUEBIE

(1) Secrétariat de l'Association des maires, centre de gestion, médecine du travail des agents de la fonction publique territoriale, local syndical, bureau d'information et de documentation, service informatique, service d'assurance collective, antenne de la caisse de retraite et enfin un service de reclassement du personnel.

(2) Maison des Communes du Gers : (06) 62 63 37 34

Viaduc contesté à Lourdes

Dans les Hautes-Pyrénées, les écologistes craignent qu'un contournement autoroutier dénature la région

TARBES

de notre correspondant

PLUS de cinq millions de visiteurs fréquentent chaque année la ville de Lourdes. Le développement des six stations de ski proches s'ajoute à ces pèlerinages pour entraîner de sérieux problèmes de désenclavement au département des Hautes-Pyrénées. Afin de désengorger l'entrée et la sortie de la ville sainte, véritable nœud routier vers la descente des montagnes, un projet d'aménagement est à l'étude depuis 1989 entre Lourdes et Argelès-Gazost. Il prévoit la construction d'un viaduc de trente mètres de haut enjambant, sur la rive gauche, le gavage de Pau sur une longueur de deux cent cinquante mètres. Ce projet comporte aussi le doublement des voies de la route nationale 21 sur une section de huit cents mètres, traversant et isolant totalement la commune d'Aspin-en-Lavedan.

Des écologistes ont créé une association de défense du site d'Aspin-en-Lavedan et s'opposent à ce projet amputant, selon eux, onze hectares des meilleures terres cultivables du village et entraînant trente expropriations. Malgré ces protestations et un contre-projet réalisé par les Verts, la direction départementale de l'équipement a engagé une procédure d'enquête d'utilité publique. Elle

estime le coût de cette déviation à 100 millions de francs, dont 67 millions sont déjà débouqués par les collectivités locales concernées.

Le président de l'association de défense du site, M. Christian Agius, propose dans un contre-projet l'élargissement de la route actuelle et la réalisation d'un pont traditionnel sur un terrain communal. Plus court (1 400 mètres), ce tracé aurait la particularité de n'entraîner qu'une seule expropriation et limiterait la dépense à 34 millions de francs. « Malgré ces propositions, malgré un nombre d'opposants croissant, le projet de viaduc a reçu l'avis favorable de la commission d'enquête et la déclaration d'utilité publique a été signée par le préfet des Hautes-Pyrénées ».

Le recours en annulation de cette déclaration, déposé par les écologistes, vient d'être rejeté par le tribunal administratif de Pau qui a autorisé le démarrage des travaux. Ne baissant pas les bras, les opposants au viaduc veulent saisir aujourd'hui le Conseil d'Etat et le Cour européenne de justice. Ils craignent que, longtemps éparpillés, les départements de la chaîne montagneuse, ultime rempart du parc national des Pyrénées, ne soient obligés de subir les cicatrices d'une inévitable industrialisation touristique.

JEAN-JACQUES ROLLAT



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

POITOU-CHARENTES :

l'attrai

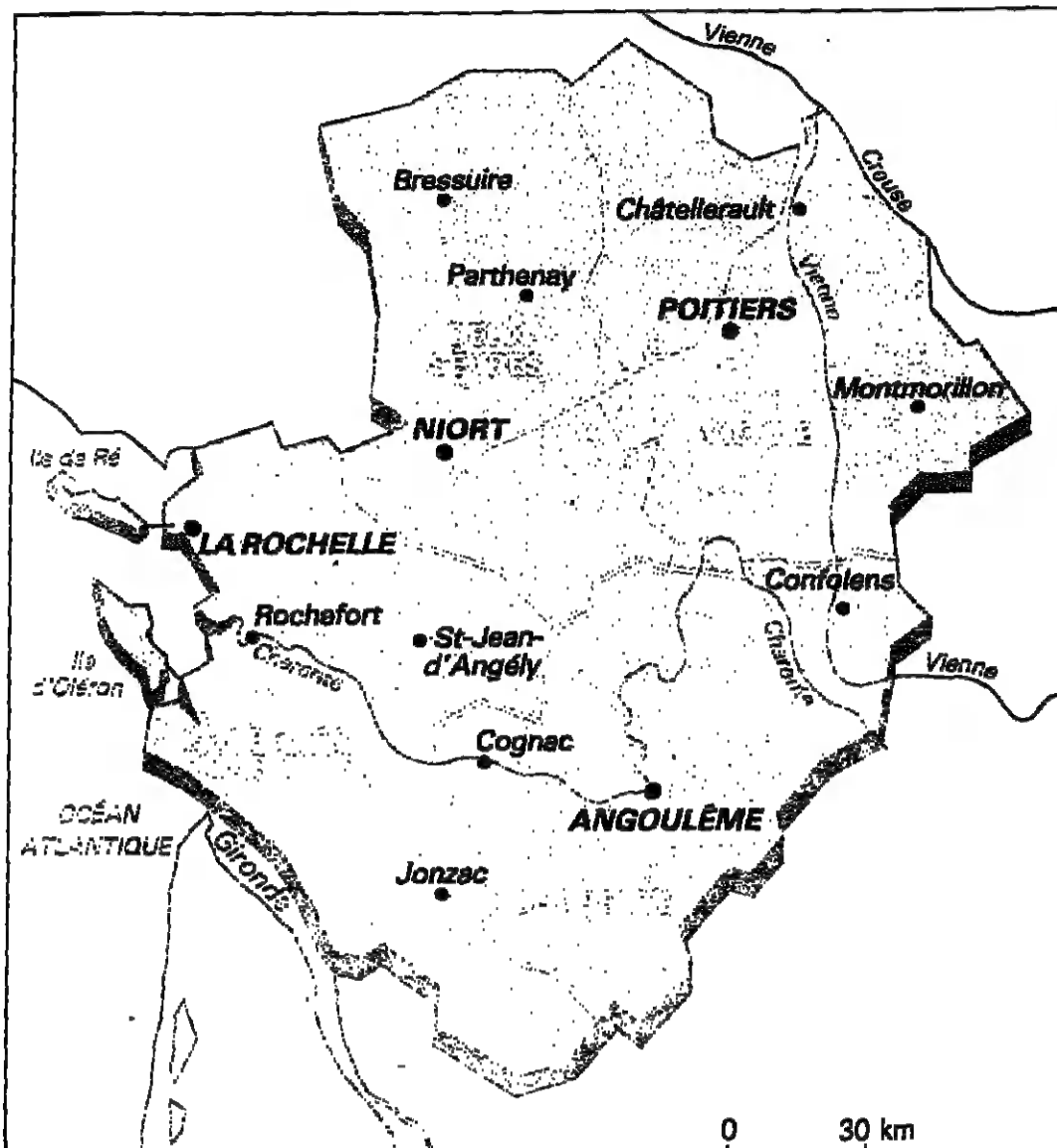
Préfecture :
Poitiers

Départements :
Charente
(préfecture : Angoulême)
Charente-Maritime
(préfecture : La Rochelle)
Deux-Sèvres
(préfecture : Niort)
Vienne
(préfecture : Poitiers)

Superficie :
25 790 km²

Population :
1 595 081 habitants

Principales agglomérations :
Poitiers
(107 804 habitants)
Angoulême
(102 987 habitants)
La Rochelle
(100 307 habitants)
Niort
(65 857 habitants)
Châtelleraut
(36 352 habitants)



Les principales villes, dans leurs rivalités, illustrent les difficultés d'une région en quête d'identité. Ces cités cherchent à contester le pouvoir de leurs voisines tout en tournant leurs regards vers ailleurs. Angoulême n'a d'yeux que pour Bordeaux, La Rochelle scrute l'océan, Niort se mire dans ses mutuelles, et Poitiers cherche désespérément à être vue et reconnue comme capitale.

La région est restée en France. Cette France de Lagarde et Michard, d'Alexandre Dumas et de Charles Trenet. La France cantonale accrochée au mur de la commune. La France de carte postale sur fond de clocher et de rue de la République, géométrique au balcon, « bon bûcher de Montieu-la-Garde ». La France de papa. Moyenne, douce et profonde.

Poitou-Charentes, ça ? On voit d'ici se froncer les sourcils broussailliers de M. René Monory (UDF-CDS), président du conseil général de la Vienne, dégainant son Futuroscope de Poitiers, son million de visiteurs, son Kinémax, son Omnimax, son Showscan, son lycée abîmé et sa « communication ». On entend déjà se gonfler d'indignation la voix de M. Michel Crépeau (MRG), maire de La Rochelle, invoquant Alstom et la fabrication des rames de TGV, Fontaine-Pajot et ses catamarans « révolutionnaires ». On imagine même la courtoisie abandonner M. Georges Chauvane (UDF-CDS), maire d'Angoulême, revendiquant le numéro un mondial du moteur électrique, Leroy-Somer, et les bandes dessinées de Moebius, Bilal ou Drullit. On aperçoit se figer l'éternel sourire de M. Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR), président du conseil régional, exhibant son Arc Atlantique, son association Poitou-Charentes-Europe, sa « dynamique régionale » et sa « remontée au hi-parade des régions ».

« Ça, oui, c'est Poitou-Charentes ! » s'exclament-ils tous en chœur. Au placard, Alstom d'Aquitaine, les Trois Mousquetaires, Charles Martel, Richelieu, les guerres de Vendée et Lucien de Rubempré ! Déchirez-moi cette photo ringarde et poussiéreuse ! Aujourd'hui, à les entendre, c'est l'Europe qui est en Poitou-Charentes. Disons plutôt que la région s'efforce d'être en Europe. Voir qu'elle s'efforce d'être, tout court.

Ce n'est pas le moindre des défis qu'elle doit relever. Tout sépare ses quatre départements : l'histoire, les religions, les eaux, le Nord et le Sud, l'oc et l'oil, la tuile et l'ardoise. Angoulême et Cognac n'ont d'yeux que pour Bordeaux, la Vendée lorgne vers Nantes, La Rochelle ne regarde qu'elle-même, et Poitiers cherche désespérément à être vue. Un jour, on l'a nommée capitale régionale, et elle voudrait bien que cela se sache davantage.

La grande dame de Poitiers

Mais comment s'imposer à ces trois villes rivales lorsqu'on a à peine plus d'habitants que chacune d'elles et qu'on se trouve complètement décentrée à l'intérieur du pays ? Comment prétendre dominer Niort, la bien réelle « capitale des mutuelles », au nom d'un supposé statut de capitale régionale ? Comment, du fond d'un ennuyé Poitou, en remonter à La Rochelle, cité maritime et marchande dont la seule évocation a fait rêver des générations d'aventuriers ? Comment séduire la lointaine Angoulême lorsqu'on a presque rien à lui offrir qu'elle fait déjà ? Le TGV Atlantique, qui présidait la banque républicaine, s'est bien gardé de faire la moindre critique à l'égard de M. Raffarin, le maire de Poitiers a trouvé en M^{me} Ségolène Royal (PS), députée des Deux-Sèvres et tête de liste dans ce département, une alliée de choc contre le président du conseil régional.

P. R.-D.

Lire la suite page 13

Le sans-faute de Jean-Pierre Raffarin

Pour s'imposer, le président UDF a dû s'engager à ne pas déranger

JEAN-PIERRE RAFFARIN est serein. La région qu'il a conquise en 1989 lui est acquise en 1992. Peu-être même à la majorité absolue des sièges, jolies parcs que celui de ce quadragénaire qui a su, en trois ans, imposer son nom dans le paysage politique poitevin-charentais. Il n'y avait certes pas inconnu. Originaire de Poitiers, fils d'un secrétaire d'Etat à l'Agriculture de Pierre Mendès France qui a laissé de bons souvenirs aux éleveurs de la région. M. Raffarin s'était présenté, en 1978, à l'âge de trente ans, contre le député socialiste sortant, maire de Poitiers, M. Jacques Santrot. Formé dans le giron giscardien, élevé dans le marketing, la communication politique et les cabinets ministériels, il était réapparu dans la vie politique locale en 1986 en se faisant élire conseiller régional sur la liste UDF-RPR conduite par M. René Monory.

Lorsque, en décembre 1989, il avait fallu choisir un successeur à M. Louis Fruchard (UDF-CDS) qui abandonnait son poste de président à la suite d'un échec aux élections cantonales, nombreux étaient ceux qui, au sein de la majorité UDF-RPR, avaient sous-estimé l'habileté tactique de cet élu aux allures de catcheur, qui présidait la commission des finances. Mais le soutien de M. Monory et une époustouflante campagne de quelques heures auprès des conseillers régionaux eurent raison de son adversaire, M. Claude Belot (div. d.), maire de Jonzac. A quarante ans, le voilà donc élu plus jeune président de région.

Un seul parti : le « P.C »

La belle affaire ! Le titre est prestigieux mais il sonne désespérément creux : la région Poitou-Charentes est une Ariésienne. Contrairement à ses voisins des Pays de la Loire ou de l'Aquitaine, elle ne s'est jamais souciee de son identité. Elle gère, bon gré mal gré, ses quatre départements et les personnalités à la susceptibilité ombrageuse de ses quatre principales villes, Poitiers, La Rochelle, Angoulême et Niort.

Pour exister, M. Raffarin a donc besoin de faire d'abord exister sa

région. Il va s'y employer, farouchement, pendant trois ans de mandat, multipliant toutes les initiatives qui peuvent accroître la notoriété du Poitou-Charentes, usant à merveille de son talent d'expert en communication. Son mandat de parlementaire européen, obtenu en 1989, lui est d'un opportun soutien : VRP de Poitou-Charentes, il va présenter ses fromages de chèvre à New-York, parlementaire à Bruxelles, s'affiche à

engager l'Etat et les collectivités locales, pour quatre ans, sur un montant de 930 millions de francs. La droite le soutient, la gauche ne trouve rien à redire. Pendant ce temps, à Niort, à La Rochelle, à Poitiers ou à Angoulême, on observe ce curieux président d'un air mi-suspicieux, mi-conquis. Et, surtout, on veille jalousement sur ses intérêts. M. Bernard Bellec (PS), maire de Niort,

tablement les cartes. La décentralisation l'a renforcé, qui a partagé les rôles. Bien mal inspiré serait celui qui chercherait à brouiller le jeu. M. Raffarin l'a compris mieux que quiconque. Pour être admis, il ne devait pas déranger. Parce qu'il n'avait pas le choix, ni politique ni financier, il a fondé son action régionale sur un maître-mot : partenariat. Ce giscardien pur sang affirme aujourd'hui n'avoir qu'un parti : le « P.C », Poitou-Charentes. Alors, lentement, les barons ont levé leur surveillance. Les députés se sont rassurés, M. Raffarin ne semble guigner aucun de leurs mandats. Les présidents des conseils généraux n'ont rien à craindre pour leur pouvoir, le budget de la région dépasse à peine celui de chacun de leurs départements. Les maires tranquilles, la région a autant besoin d'eux qu'ils ont besoin d'elle. Et si, après tout, ce jeune président était un gentleman...

Illusion ! s'écrit M. Jacques Santrot (PS), maire de Poitiers, que la seule évocation du nom de Raffarin fait frémir de colère. Le destin a joué un sale tour à ce conventionnel de la plus noble espèce, fidèle entre les fidèles, même à la barbe taillée en pointe, le jour où il a placé sa route ce président lisse et consentiel. La politique, le maire de Poitiers l'a apprise avec Marx et Blum. Le socialisme, chez lui, est une tradition familiale : des grands-parents qui militent à la SFIO en 1905, des parents qui croient au Front populaire, lui qui adhère en 1965 à la Convention des institutions républicaines de M. François Mitterrand, et... une fille qui commence une thèse de philosophie sur Marx, « Socialisme de tripe », cet homme raide a mal à son parti, mal à une gauche qui « gomme ses origines, comme si elle en avait honte, oublie ses convictions pour coller aux sondages et ne croit plus au débat politique ».

Convaincu, depuis le début, que M. Raffarin vise la mairie de Poitiers, bien que celui-ci s'en défende et que les autres élus socialistes eux-mêmes n'y croient pas, M. Santrot apparaît bien seul, il peste contre M. Crépeau qui a joué du soutien de la région, contre la ville de Poitiers, pour obtenir son université à La Rochelle. Il en veut à M^{me} Cresson de céder aux délices de ce consensus mou pour privilégier sa ville de Châtelleraut, Poitiers est en effet la grande oubliée de la politi-

Le conseil régional

Président : Jean-Pierre Raffarin (UDF)
3 PC ; 20 PS ; 1 MRG ; 12 UDF ; 10 RPR ; 1 CNI ; 6 div. d.

Résultats des élections de 1986 par département

CHARENTE (12 sièges)

ins. 250 831 ; abst. 21,65 % ; suff. ex. 185 303.

LO : 2,72 % ; PC : 12,70 % ; 1 élu ; PS : 32,29 % ; 5 élus ; div. g. 2,99 % ; Un. opp. : 43,93 % ; 6 élus ; UDF : 5,34 %.

CHARENTE-MARITIME (17 sièges)

ins. 376 787 ; abst. 24,27 % ; suff. ex. 270 039.

PC : 9,70 % ; 1 élu ; PS-MRG : 34,30 % ; 7 élus ; RPR : 34,14 % ; 6 élus ; UDF : 14,65 % ; 2 élus ; FN : 7,18 % ; 1 élu.

DEUX-SEVRES (12 sièges)

ins. 248 069 ; abst. 20,73 % ; suff. ex. 185 633.

PC : 4,35 % ; PS : 34,37 % ; 5 élus ; div. g. : 3,20 % ; Un. opp. : 42,72 % ; 8 élus ; div. d. : 11,32 % ; 1 élu ; FN : 4,01 %.

VIENNE (12 sièges)

ins. 268 616 ; abst. 20,81 % ; suff. ex. 201 437.

PC : 8,92 % ; 1 élu ; PS : 34,38 % ; 4 élus ; div. g. : 2,78 % ; Un. opp. : 48,61 % ; 7 élus ; FN : 5,28 %.

Séville. Sa région a-t-elle du mal à soulever l'enthousiasme des fonctionnaires européens ou des investisseurs ? Qu'à cela ne tienne, il l'inscrit dans l'Arc Atlantique ! Le Poitou-Charentes commence désormais à Glasgow et s'étend jusqu'à Séville.

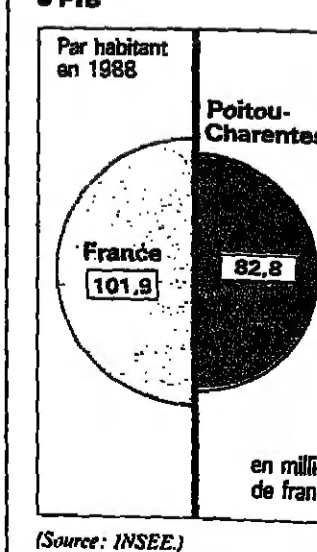
Certes, mais le président de région, lui, se fait encore élire pour le moment, en Charente, en Charente-Maritime, dans les Deux-Sèvres et dans la Vienne. Pour convaincre, M. Raffarin sait qu'il faut financer. Mais ses moyens sont restreints : avec un budget de 1,2 milliard de francs, Poitou-Charentes est l'une des plus petites régions françaises. Là encore, il fait preuve d'une grande habileté. Faute de pouvoir mener une politique économique ambitieuse, il décide de consacrer les deux tiers de son budget à l'éducation et à la formation. Et il est le premier à signer la convention « Universités 2000 » qui

s'assure que sa ville n'est pas oubliée dans la distribution de cycles et dans le financement de son technopôle. M. Georges Chauvane (CDS), maire d'Angoulême, vérifie que le doublement de la RN 10 figure bien au budget du conseil régional. M^{me} Edith Cresson (PS), maire de Châtelleraut, contrôle l'inscription, au même budget, de la subvention de 1 million de francs pour son Musée de l'automobile. M. Michel Crépeau (MRG), maire de La Rochelle, cultive le soutien de la région pour obtenir la création de son université. A chacun, M. Raffarin donne soigneusement des gages de sa bonne foi, jouant de l'hostilité des maires des grandes villes, majoritairement de gauche, à l'encontre des présidents des conseils généraux, tous de droite.

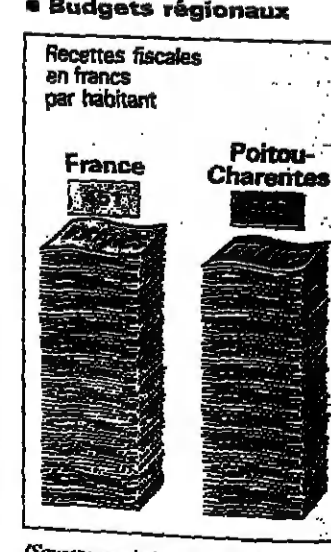
La politique, en Poitou-Charentes, est une question d'équilibre. L'histoire et la géographie l'ont décidé ainsi, qui ont distribué équi-

TENDANCES

PIB



Budgets régionaux



L'attrait vers le sud

Déjeuner de têtes

Mais les esprits se sont-ils
qu'une autre menace point
horizon. M. Monory ayant obtenu
transfert de l'Ecole nationale
supérieure de mécanique et d'aéro-
technique (ENSMA) de Poitiers sur
du Futuroscope, la question
pose de savoir quels
seront les domaines qui vont se lais-
ser par le charme high-tech

*Plus de devises
que l'Airbus*

Déficit
industriel

En 1991, l'ensemble de la région Poitou-Charentes a perdu 1,2 % de sa population agricole. Les zones littorales ont subi la plus forte diminution de la population régionale, mais elles se désertifient au profit de la périphérie des villes. Celles-ci ont vu leur tissu industriel, agricole et tertiaire croître. Elles ont vu leur taux de chômage enfler régulièrement. C'est le cas de Niort, de Saint-Jean-Poitevin, de Deux-Sèvres, de La Rochelle, qui ont vu d'une part les revenus du chômage augmenter, et d'autre part les revenus du travail baisser. Les zones littorales ont vu leur taux de chômage passer de 8 % à la moyenne nationale, de 12 % à la moyenne régionale. Les zones littorales ont vu leur taux de chômage passer de 12 % à la moyenne nationale, de 16 % à la moyenne régionale. C'est aussi le cas de La Rochelle, qui en dépit de sa situation touristique, abrite encore 16 % de chômeurs.

Ce déficit industriel se retrouve dans l'agriculture. Le Poirou-Charentais, Concrète dans l'ensemble, est le département le plus déficitaire de la région. L'agriculture de la Charente-Maritime, autour de Châtellerault, dans le sud-est, est la plus prospère de la région. Elle est la seule à avoir gagné, en valeur, les dix dernières années. Les autres départements de la Charente-Maritime, où la fermeture des chantiers navals et les licenciements massifs des Alsthom ou Peugeot n'ont pas encore été compensés par une réelle croissance du secteur de la navigation maritime, ont subi la déperdition de la production de l'agriculture.

Ces difficultés ont incité les élus à laisser ~~un certain~~ un vestiaire leur sacro-saint individualisme. Désormais, ils veulent coopérer. Ils ont créé des « axes ». Ainsi, Aire 198, ~~celle du~~ celle du département de la Charente, la Charente-maritime, Deux-Sèvres et la Gironde regroupe les villes chefs-

Mais que l'on évoque le doublement de la 10, celui qui relie Poitiers à Bordeaux, ou, de la 141, entre Angoulême et Cognac, ou encore le tracé de la future autoroute Nantes-Niort, qui longe le Marais poitevin, ces axes se transforment immédiatement en axes de nœuds. Que l'on s'avise même seulement de trouver un nom de baptême à la dernière des associations - Cognac Océan? Saintonge Atlantique? Val de Charente? - c'est la question qui est renvoyée au prochain ordre du jour... La France n'est pas une partie de Poitou-Charentes.

PASCAL ROBERT-DIARD



(1) Enquête INSEE. *Résultats économiques de Poltou-Charanvex*, n° 36, troisième trimestre 1991.

« Servez-vous », dit le président, en [] une languouine. Les fruits de [] prêtent mal à la conversation, alors on mange un silence. Le maire de La Rochelle n'aime pas le silence. Il pleinsme le président. Le président sourit, il parle du [] du maire de La Rochelle, qui est [] mauvaise. Il s'arrête, dernièrement. M. le président s'enquiert de sa remise en marche. [] un locu sujet de conversation, [] le même cardiologue. Au président, le cardiologue, justement, a dit que les [] s'apafait », comme, juste avant fort.

Les profiteroles *********
l'heure du ********* du président.
Enfin, ********* un discours, « juste
quelques ********* amicaux pour
vous dire que j'ai éprouvé à
vous découvrir tous, pour un
dictionnel djeune du conseil
général. Applaudissements,
café, cognac, cigare. Le conseil-
lér général regarde et montre et
se souvient qu'il est ministre du
l'intérieur. Le président aussi,
qui lui dit : « Au revoir, monsieur
le ministre. » Le ********* reprend.
L'année prochaine, ********* aussi. A

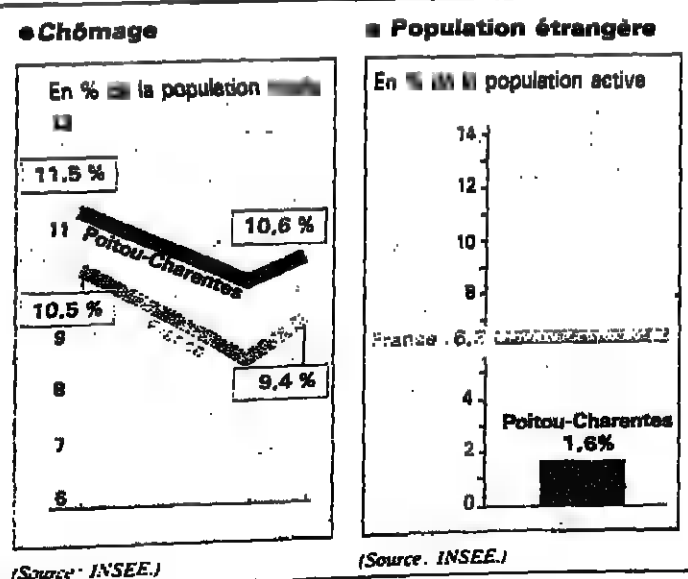
P. A.-D.

Nous opérons dans les champs d'expertise suivants :

- Ressources humaines (recrutement, évaluation, gestion des RH),
- Conseil  communication,
- Formation  management,
- Management par la qualité totale,
- Systèmes d'information et de télécommunications.

PA Consulting Group - Centre des Salorges, 11 794, 47100 Marçay Cedex 24 - Tél. 05 63 21 44.
PA Consulting Group - 12-14 rue Montesquieu 33000 Bordeaux - Tél. 56 79 29 78.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage



La semaine prochaine
PROVENCE-ALPES-
COTE D'AZUR

[illegible]

HEURES LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Des aides européennes pour les sylviculteurs

LES exploitants forestiers de neuf régions françaises, espagnoles et portugaises ont regroupé, depuis quelques années, au sein de l'Union des sylviculteurs du sud de l'Europe (USSE) pour favoriser la coopération à l'intérieur d'un massif qui couvre 8 à 10 millions d'hectares (1). L'USSE, qui préside Jean-Louis Martres, responsable des sylviculteurs aquitains, souhaite « l'Europe des bois du Nord », qui domine actuellement le marché.

Pour conforter l'entreprise l'union des forestiers a demandé des aides financières à des institutions communautaires. Par l'intermédiaire du programme RECIFE (régions et cités) la CEE a accepté de verser 1,837 million d'euros à l'USSE. Les régions concernées ont engagé à compléter l'aide en 1,2 million d'euros. Au total, sont donc près de 3 millions de francs qui doivent permettre de financer des formations pratiques, des opérations pilotes d'agro-foresterie ou des études comparatives sur la fiscalité appliquée aux forêts chez les différents partenaires de l'USSE ou les marchés.

La conférence du Sud Europe Atlantique (SEA) constituée, elle, par les exécutifs politiques des douze régions allant du centre de France au sud du Portugal, inscrit le résultat obtenu par l'USSE son actif. SEA, née en avril 1990 du souci des régions du sud-ouest de l'espace communautaire de ne pas « rester à l'écart du développement européen », ont donc d'unir leurs efforts en se constituant en réseau. Cette entreprise, parfois critiquée, s'est traduite aussi par des actions de lobbying en matière de transport et de voies de communication.

(1) Les régions membres sont : le Centre, Poitou-Charentes, Aquitaine, Euzeland, Gascogne, Castille et León, Nord et Centre, Portugal.

Un réseau de consultants en gérontologie

La Fondation de France et l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNOIPSS) ont créé un nouveau réseau de consultants en gérontologie. Celui-ci, issu du réseau associatif, entend répondre aux multiples demandes des collectivités locales, institutions et investisseurs privés concernés par le grand âge. Le réseau propose quatre types de prestations : la base d'un coût forfaitaire d'intervention à la journée ; le montage d'un projet social lors de la création, la transformation, d'un service ; l'élaboration d'un projet de vie au sein d'un établissement ; la mise en œuvre d'un projet au sein d'un établissement.

Les membres du réseau ont signé une charte dans laquelle ils expliquent leur approche et leur conception de la vieillesse. À leur yeux, la dépendance n'est pas une fatalité, mais un phénomène irréversible. Ils refusent également de produire des modèles en main reproduit. Le réseau dispose actuellement de consultants dans sept régions :

Bretagne-Pays de la Loire : Résidence, 39, rue Paul-Guicysse, 95100 Lorient, tél. : (06) 97-84-84-90.
Ile-de-France : Clérup, 15, rue Chateaubriand, 75001 Paris, tél. : 42-25-78-78.
Langues-Roussillon : Arpège, 1145 avenue des Moulins, 34080 Montpellier, tél. : (06) 67-52-23-13.
Normandie : Faire Conseil, 1, place Villers, 14000 Caen, tél. : (06) 31-85-36-36.
Nord-Pas-de-Calais-Picardie : Repérage, 34, rue Patou, Lille, tél. : (06) 20-57-49-92.
Provence-Alpes-Côte d'Azur : Arpège, 56, rue Paradis, 13006 Marseille, tél. : (06) 91-54-72-71.
Rhône-Alpes : CPDG, 5, rue de la Liberté, Grenoble, tél. :

Paris restaure ses ponts

La pollution, les pluies et les remous de la Seine ont usé les ouvrages qui franchissent le fleuve dans la capitale

LES ponts de Paris sont bien malades. Les travaux de restauration ont commencé en 1987, mais qui va connaître, dans l'année, une activité plus importante, s'achève en 2002. Les ponts de Paris, estimés à 427 ouvrages (50 % l'Etat, 50 % la Ville) auxquels s'ajoutent 150 millions (Ville) pour l'entretien des ouvrages. Les principaux bénéficiaires des réfections, qui devront composer avec l'histoire, le Pont-Neuf et le pont Alexandre-III. Celui-ci sera, à partir de 1993, peintures refaites et la remise à l'état des sculptures en lambeaux.

Pierres rongées par la pollution, aciers corrodés par l'humidité, maçonneries minées par les pluies, ponts affaiblis par les remous du fleuve, béton dégradé par l'érosion, les ponts de Paris, qui supportent aujourd'hui une charge plus importante que celle prévue à leur construction, ont besoin urgent de l'ingénieur du tailleur de pierres, du maçon et du ferronnier.

Mirabeau, Alma et Bercy viennent de faire l'objet de différents travaux. En 1992, les ponts de la Seine-Philippe seront réparés, le tablier d'Arcole changé, l'échancré des Invalides et d'Alma refaites, les joints de la chaussée de Grenelle et d'Alma changés, la maçonnerie du Pont-Neuf renforcée, les pierres du Pont-Neuf consolidées. Si-Hakem restauré.

Le dos d'âne du pont Marie

Grâce à la convention du 22 juillet 1988, et après de longues négociations avec les ministères concernés, la Ville de Paris, le département de la Seine-Saint-Denis, le département de la Seine-Maritime et l'Etat ont décidé de restaurer le pont Marie, qui ne possédait pas sur un total de trente-cinq ponts, la passerelle Solferino appartenait toujours à l'Etat qui, depuis trente ans, la reconstruit. Le RATP garde le contrôle du viaduc d'Austerlitz et le SNCF celui du viaduc d'Alma.

Les seuls ponts restés anonymes sont ceux qui ont été rapidement construits à la capitale. Construits en 1961 et 1969, ils ont été baptisés périphérique.

Les bénédictines de Lisieux déménagent

LES contemplatives n'aiment pas le bruit. Dérangées par la circulation, les sœurs de Lisieux ont décidé de quitter leur abbaye, Notre-Dame-du-Pré, fondée en 1048. Avant de choisir le nouveau lieu, Thérèse Martin, qui deviendra Thérèse de Lisieux, fréquente le lieu.

Les religieuses emménageront, à la fin de 1992, dans l'abbaye de Valmont, dans un canton du pays de Caux proche de Fécamp (Seine-Maritime). Elles ont acquis ce nouveau lieu de retraite à des conditions très avantageuses, auprès d'une famille charitable. « Ce don est le signe de Dieu pour nous attirer à nous pour quitter Lisieux », ont déclaré les moniales.

Le premier coup de pioche a été donné en septembre 1991 et l'achèvement des travaux est programmé pour avril 1995. Côté de la construction, l'ultime liaison entre les rives de la Seine : 22 millions de francs.

JEAN PERRIN

BLOC NOTES

Pays de la Loire : M. Michel Moisan, sous-préfet (Nantes) ; Picardie : M. Louis Charbonnel, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts (Amiens) ; Poitou-Charentes : M. Jacques Savatier, ingénieur d'agronomie (Poitiers) ;

Provence-Alpes-Côte d'Azur : M. Gérard Moulines, administrateur territorial hors classe (Aix-en-Provence) ; Rhône-Alpes : M. Patrick Brun, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts (Lyon) ;

Un nouveau président à la CRIC : M. Maurice Vaulx vient d'être nommé commissaire à l'aménagement et au développement économique du Centre. Il remplace M. Jean-Yves Dupré.

[Né en 1939, M. Maurice Vaulx, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, a effectué plusieurs missions dans les pays du Maghreb et occupé, de 1978 à 1991, diverses fonctions dans les services techniques de l'Etat, dont il était adjoint au chef de service avant sa nomination.]

Nouveau président à la CRIC : M. Maurice Estager a été nommé président de la chambre régionale de l'industrie (CRIC) Limousin-Poitou-Charentes. Il succède à M. Louis Pourcel, président de la chambre de l'industrie d'Angoulême. Dans la chambre régionale, l'alternance est la tradition.

[M. Maurice Estager, de soixante-huit ans, est un ingénieur corrézien. Il a créé la Estager qui, après le rachat de plusieurs petites entreprises, s'est constituée une capacité de production de 160 tonnes par jour de farine et d'aliments bétail. Président de la Chambre de l'industrie et d'industrie Tulle-Isère depuis 1983, il rompt avec la tradition régionale. Alors que ses prédécesseurs avaient pour rôle de « ne pas faire de politique », il est régional RPR.]

AGENDA

Finances locales. - Peut-on s'attendre à une évolution du gestion financière des collectivités territoriales ? Quelles sont les dépenses, quelles responsabilités, quels types de contrôle... à prévoir ? Plusieurs experts tenteront de répondre à

ces questions, jeudi 5 mars, à Paris, au cours d'un colloque intitulé « Les finances locales : scénarios du futur », organisé par la Librairie générale de droit et de jurisprudence, la Revue française de finances publiques, le Crédit local de France et l'hebdomadaire le Point.

Renseignements : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 101 rue Vercingétorix, 75014 Paris. Tél. (01-43-38-01-87).

PUBLICATIONS

Un répertoire pour l'intégration. - L'Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI) a rassemblé, dans chaque région, un ensemble des organismes publics et privés qui ont pour mission l'intégration des domaines comme l'emploi, le logement, la santé, la formation et la culture.

L'ADRI publie également une nouvelle lettre bimensuelle ADRI-INFO BREVES, qui résume l'essentiel des événements programmés dans le domaine. 115 pages, 130 F, port compris. ADRI, 27, rue Gambetta, 93100 Les Moulins.

L'économie de la Basse-Normandie. - La direction régionale bas-normande de l'INSEE vient de publier un dossier spécial sur l'économie de la Basse-Normandie intitulé « Une région en deux étapes. Il analyse les forces et les faiblesses de la région en matière de quatorze bassins d'emplois bas-normands.

Les Basses de Médial, 89, rue de la République, 14000 Caen. Tél. : (03) 31-85-33-11.

Précision. - À la suite de la publication de l'article intitulé « La galaxie associative », le Hauts-de-Seine (le Monde) du 26-27 janvier, les responsables de l'association Les Amis de la Terre souhaitent préciser que c'est le groupe Les Amis de la Terre (et non le national) qui a été fondé en 1978. Ce groupe s'est écarté depuis de l'association nationale Les Amis de la Terre.

Le Centre met le cap à l'Est

Le conseil régional vient d'inaugurer deux bureaux-relais à Prague et à Budapest

PRAGUE

de l'envoyé spécial

QUATRE chefs d'entreprise du Centre, un impressionné, écoutent attentivement, dans une salle de conférence du nouveau hôtel Hyatt à Prague, les recommandations du conseiller français, Jean-Claude Bernard. Il leur dit : « Soyez pressants, avec le stylo à la main pour les faire signer. » Le patron d'une PME des environs de Châteauneuf, qui fabrique des tubes, réagit : « Je ne sais pas si j'aurais eu le courage d'y aller seul. »

Le Centre, qui innove en matière de bruit, en inaugurant à la fin de l'année 1991 deux bureaux-relais à Prague et à Budapest, la chambre régionale de l'industrie et d'industrie (CRIC) a trouvé une façon originale d'insérer dans la région économique vers l'Est. « Nous n'avons pas succombé à un effet de mode, fait toutefois remarquer Michel Bourry, directeur de la CRIC, même si nous avons quand même un peu le sentiment de respirer quelque part le vent de l'histoire. »

Pépinière d'entreprises en terre étrangère

La chambre régionale a choisi deux pays, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, considérés comme « les meilleurs risques financiers » à l'Est, où le Centre a l'économie de marché s'opère dans des conditions de relative stabilité politique. À Prague, après une année, 1990, consacrée aux réformes politiques, le processus de privatisation est illustré par la vente aux enchères du commerce et l'artisanat et les investissements étrangers dans le secteur industriel. Sur un premier train de deux mille cinq cents privatisables, « 10 % offrent de réelles possibilités », ajoute M. Bourry.

À Budapest les conditions sont plus favorables. La reconstruction des entreprises est plus aisée que la privatisation. Malgré un taux d'endettement maximal, mais un talent certain pour la finance, « on fait confiance », reconnaît le Dr Arpad Gordos, directeur du ministère des relations économiques internationales. La France a un comportement honorable : « exportateur, mais surtout investisseur avec 15 % de capitaux investis, ce qui signifie que les industriels français - il existe plus de cent soixante entreprises hongroises à capitaux français - ne se contentent pas de vendre. »

La chambre consulaire du Centre, subordonnée à des changements politiques, avait pris pied en Hongrie.

grie (le Monde du 16 février 1990). « Il faut s'appuyer sur des hommes qui sont des pays. Nous ne sommes pas des consultants, mais de modestes fantasmes, remplissant des fonctions demandées par les entreprises », explique Guy Blanchard, responsable de la CRIC.

La formule mise au point par la chambre, placée par le Centre aux services parfois hasardeux d'un consultant, évite aux candidats exportateurs, à majorité PME, de perdre dans les méandres de la privatisation. Elle leur permet d'être mis en contact avec le client. Dans les sociétés à droit local, le Centre développe des services à Prague, à Budapest, disposant de locaux propres, des crédis. Ils jouent le rôle d'une pépinière d'entreprises en terre étrangère, dont les services, rémunérés, sont de la simple prestation matérielle (téléphone, fax, secrétariat, etc.) à la réalisation d'études de marchés, ou à la domiciliation d'entreprises qui veulent s'implanter ou réaliser des joint-ventures.

Une trentaine d'entreprises, plus de la moitié implantée dans la région Centre, ont été mises aux services de la chambre. Quatre d'entre elles ont choisi la domiciliation, comme ce sont les pompes. Il est pour la première fois en Hongrie, « il y a sept ans », à l'initiative de la ville de Budapest. Vite il a utilisé la technique d'avoir « quelque chose sur place », parce qu'il estime que « la Hongrie ne s'en sort pas rapidement et qu'il faut être là avant que la concurrence ne soit trop dure. »

Installée à Prague dans des locaux vétustes, loués à CKD, la troisième industrie lourde du pays, Czechoslovakia Development Services, a été réalisée des interventions pour sept entreprises et huit dossiers sont en attente. « L'appareil touristique des marchés, les opérations coup de poing, ce n'est plus possible. Il faut entretenir un dialogue », admet Jean Markovits, un des responsables du CDS.

Un large soutien financier a été accordé par le conseil régional du Centre à la création de ces deux bureaux-relais. « Notre rôle est d'aider les PME qui n'ont pas les moyens d'avoir leurs propres consultants. Nous allons proposer à d'autres régions d'utiliser nos services », veut résumer le président du conseil régional, la région a lancé le moyen d'une action qui dépasse le simple assistant.

RÉGIS GUYOTAT

COURRIER

Un parc astronomique dans le Luberon

Après l'article de Michel Castaing intitulé : « Un parc astronomique perturbe le ciel du Luberon » (le Monde) du 26-27 janvier 1992, nous avons reçu une lettre de M. Hubert Ragues, directeur de recherches au CNRS, président du Conseil scientifique technique et pédagogique (CSTP) créé pour la circonstance « le Centre général des Alpes-de-Haute-Provence. Nous publions les extraits suivants :

« Dans son article, Michel Castaing met en opposition « ludique » et « culturel ». L'esprit du projet est de créer un lieu où l'acquisition de la connaissance scientifique ne soit pas vécue comme une corvée. Les petits et grands découvrent le plaisir de s'initier à l'astronomie dans une ambiance sympathique, où l'émerveillement devant la nuit se mêle au bonheur de comprendre et de sentir l'immensité. Pour citer Bruno Bettelheim, le but premier des musées est de donner « envie d'apprendre ». La culture doit être « expérimentale », reprendre l'heureuse expression de Michel Iherres. Il est bien évident qu'utiliser le savoir-faire Disney ne signifie pas qu'on en adopte l'esprit ! »

Que M. Castaing rassure, nous avons prévu un programme didactique d'acquisition de connaissances scientifiques. Toutes les techniques contemporaines sont en œuvre pour permettre à ceux qui le désirent s'initier

à l'astronomie. Chacun peut prendre connaissance des technologies de l'astronomie moderne et mettre au point ses projets de chantier. Un secteur est réservé aux études atmosphériques et en particulier aux problèmes de l'effet de serre et de la couche d'ozone.

L'enseignement se fera à plusieurs niveaux. En parallèle avec le niveau « grand public », des exposés « points » seront présentés par des professionnels. Des chercheurs seront invités à exposer leurs propres recherches. Ce sera, par parenthèse, l'occasion pour plusieurs de découvrir qu'il se fait en France des missions d'une grande valeur. Pour compléter ces conférences, une « vidéothèque » sera constituée.

Nous sommes conscients des perturbations que ce projet risque d'apporter à la région. La question du bruit est très importante. Des décisions administratives, à ce sujet, ne sont pas du ressort du Comité scientifique. Notre mission est de veiller à la qualité pédagogique et scientifique du projet, quelle qu'en soit la dimension adoptée. Ajoutons que nous travaillons en étroite collaboration avec le bureau d'architectes pour minimiser l'impact du projet sur l'environnement et chercher à intégrer le plus harmonieusement possible à la beauté du paysage provençal. »

La dé

able, mar
ans n'a

C

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le sans-faute de Jean-Pierre Ragues

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest
Le Centre
d'entreprises
à Prague et
à Budapest

HEURES LOCALES

La décentralisation au milieu du gué

Irreversible, mais inachevée : la « révolution silencieuse » lancée par Gaston Defferre il y a dix ans n'a pas encore introduit assez de transparence et de démocratie locale

CHAPÉAU bas ! C'est à l'unisson que nombre d'universitaires et d'hommes politiques réunis au Sénat, début février, pour la dixième anniversaire de la décentralisation, ont salué avec laquellé Gaston Defferre, « ce grand horloger », a, en quelques mois, ébranlé les fondements de l'Etat jacobin.

Rassemblés à l'initiative du Groupement de recherche coordonnées sur l'administration locale (GRAL), laboratoire dépendant du CNRS, d'une association de maires fonctionnaires, la Fondation pour le développement local, plusieurs scientifiques et anciens maires politiques de la majorité ont rappelé l'origine de cette « révolution silencieuse », qui devrait susciter, en 1992, une floraison de collèges (le Monde 31 janvier).

Gaston Defferre ou « l'anti-Napoleon » : c'est ainsi que Jean-Claude Thoenig, chercheur au CNRS, qualifie l'ancien ministre de l'Intérieur et de la décentralisation des trois dernières années. Mais, pour lui, la réforme n'est pas importante, bien qu'elle se prenne la contre-pied. Pour la mener à bien, l'ancien maire de Marseille avait déployé un réseau de maires, analyse M. Jacques-Sylvain Klein, chargé de mission auprès du président de l'Assemblée nationale.

Député, Gaston Defferre avait été témoin de l'effacement du projet de « développement local » déposé par M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, en 1978, et toujours en discussion trois ans plus tard. Mais il a su saisir l'opportunité de son rôle que les affaires européennes, M. André Chadenet, à la décentralisation ne se fait pas dans les six mois qui suivent l'avènement d'une majorité nouvelle, elle ne se fera jamais. Il décidait donc de profiter du vent de l'alternance socialiste pour aller vite. Il a donc des délais très courts à son cabinet, chargé de rédiger le texte, mobilisé par la charge de la discussion à l'Assemblée nationale, ménageait toutefois le Sénat, et obtenait le vote de la première loi de décentralisation six mois après son dépôt. « La décentralisation a été gouvernée de façon centralisée : au sommet de l'Etat, la consultation des intéressés, ni expérimentation préalable », observe M. Thoenig.

Le ministre de l'Intérieur a su appliquer une deuxième tactique, expérimentée en 1979 par M. François Mitterrand dans une proposition de loi portant décentralisation de l'Etat : s'attaquer au principal ennemi de la décentralisation, le pouvoir des préfets. A la différence du projet de loi Bonnet, dont l'ambition était immédiate, la « fondatrice » du 2 mars 1982 se limite donc à quelques points cruciaux. Premièrement, la tutelle administrative exercée par

le préfet disparaît, l'Etat contrôle les collectivités locales. Deuxièmement, le préfet lui-même l'autorité exécutive de ses décisions. Ce n'est donc plus le préfet qui met en œuvre les politiques du département. Enfin, à l'exemple de la région de la région, l'établissement public régional devient une collectivité territoriale à plein exercice, les membres sont élus au suffrage universel.

Cette « loi symbole », par laquelle a commencé, M. M. Delcamp, directeur général de la Fondation pour le développement local, annonce une série de réformes, les plus importantes concernant les pouvoirs des élus de l'Etat vers les collectivités.

Pas de démiurge

Un nombre d'élus et de scientifiques rendent hommage au « coup d'accélérateur » donné par Gaston Defferre, mais ils se gardent bien de le prendre pour un démiurge. M. Alain Richard, député (PS) du Val-d'Oise, qui l'a vu « lever le rideau » en 1982, et notamment le projet de loi Bonnet, « travail de grande qualité », qui évoquait, tout à la fois, la répartition des compétences, la mise en œuvre de la coopération intercommunale ou la décentralisation locale, mais ne donnait pas de compétences économiques aux collectivités. Pour M. Paul Girod, député (divers droite) de l'Aisne, le « socle de la décentralisation » a été mis en place pendant le septennat précédent, sous l'impulsion de la globalisation des emprunts, la tutelle globale du fonctionnement de l'autonomie des collectivités, M. Delcamp n'hésite pas à affirmer qu'après une phase d'affrontement, le Sénat, « qui appelait de ses vœux la réforme », en est devenu le « conseil », puis « le gardien » de la défense, au point d'organiser trois missions de contrôle, en 1983, 1985 et 1991.

Tous les participants ont mesuré l'importance de cette réforme au travers de ses inévitables « effets induits ». Les services publics locaux, par exemple, ont connu une évolution importante, bien qu'ils n'aient pas été directement concernés par les lois de décentralisation, sauf dans les départements et les régions, où de nouvelles structures ont été créées, rappelle M. Hervé Hertzog, professeur à l'université Strasbourg-III. Avec la suppression des tutelles, la gestion est devenue un objectif politique, souligne M. Mantor, député général de la Fondation pour le développement local. Le style des notables s'est effacé au profit d'une gestion plus « managériale », et le personnel, qui a renouvelé dans les années 70, a continué à se professionnaliser. Les lois de décentrali-

lisation ont beaucoup d'initiatives. Certaines collectivités, par exemple, ont signé des accords de coopération avec des homologues dans d'autres pays, alors que les élus ne faisaient pas partie de leurs compétences.

Une réponse à la crise de l'Etat-providence

Les limites de cette réforme ont été soulignées. M. André Roux, professeur à l'université de droit Aix-Marseille-III, rappelle qu'elle préserve le caractère unitaire de l'Etat et confirme un certain centralisme normatif. L'architecture territoriale compte toujours trois niveaux, compter les échelons « hybrides », M. M. Thoenig. La décentralisation n'est pas une « démocratie » rendue quasiment absente. Pour les participants, la décentralisation aurait été une réponse à la crise de l'Etat-providence, devenu incapable de pourvoir aux besoins du pays (infrastructures scolaires et routières). Elle a consacré la revanche d'anciens « politiques » qui se trouvaient à la tête d'importantes collectivités locales, les élus des petites collectivités étant les « grands délaissés » de la décennie. Nombre d'observateurs considèrent que « la

démultiplication des pouvoirs » est irréversible, mais « la décentralisation » au milieu du gué.

Pour M. Michel Giraud, président (RPR) de l'Association des maires de France, ce sont les compétences qui appellent des adaptations, « à multiplier les interférences », les financements croisés, ce qui est source de conflits. Il faut clarifier les responsabilités.

Pourtant, estime M. René Monory, président (UDF) du conseil général de Vienne, « les financements croisés donnent parfois une synergie fantastique ». Quant à M. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF) de la région Poitou-Charentes, il déclare que « les fédéralités » sont les ennemis mortels de la décentralisation. En fait, pour un universitaire comme M. Philippe Ligneau, la notion d'« action conjointe » génère des polémiques quand elle est « des financements imposés » ou « négociés ». « Le problème des compétences passe par la contractualisation », conclut M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales. L'Etat, les collectivités ne doivent pas chercher la concurrence, mais la complémentarité.

En matière financière aussi, certains demandent la poursuite de la décentralisation. M. Alain Guengant, chercheur au CNRS, rappelle le caractère difficilement réformable de la dotation globale de fonctionnement, « mécanique animée » de deux « mécanismes » contradictoires : péréquation des richesses et garantie de progression minimale.

Certaines communes ont tenté de rétablir la solidarité professionnelle, la coopération intercommunale sera-t-elle une réponse suffisante aux dysfonctionnements du système ? Apparemment pas. Pour M. Jean-Pierre Fourcade, président (UDF) du comité des finances locales de l'association des maires de France, le revenu, il faut explorer la piste de la spécialisation, la fiscalité, le niveau de responsabilité.

Selon M. Sueur, objectifs de déconcentration, transparence, démocratie locale, solidarité affichées, la loi de l'administration territoriale de la République (le Monde daté 2-3 février) devraient donner un souffle à la spécialisation, la fiscalité, le niveau de responsabilité.

RAFAËLE IYMA

REPÈRES

AUVERGNE

Mobilisation pour l'autoroute verte

DEPUIS 1988, l'association Autoroute Clermont-Ferrand-Toulouse-Espagne (ACTE), qui compte actuellement mille adhérents, s'attache à promouvoir le projet d'autoroute verte, pour unir l'A 75 depuis Saint-Flour à la future A 20 à hauteur de Causade. Cet axe de 160 kilomètres permettrait de relier deux régions, l'Auvergne et Midi-Pyrénées, de drainer sept départements et de desservir une zone qui vit cinq cent mille habitants. A l'occasion d'une réunion à Maurs, localité du Cantal située à la limite de l'Aveyron, en présence de fonctionnaires européens, Jean Moins, président de l'association, a précisé les objectifs futurs de l'autoroute verte : une condition nécessaire pour la renaissance économique du Massif Central, n'est pas une condition suffisante pour répondre à l'ampleur du défi à affronter.

A cet effet, a été décidée la constitution d'un réseau de travail portant sur la mobilisation des ressources humaines, la compétitivité des entreprises ou l'ouverture de l'extérieur. Ces commissions ont pour mission de réaliser une synthèse rapide afin qu'un projet soit présenté à d'éventuels partenaires en 1993.



IL A FALLU DES SIÈCLES

POUR AUGMENTER L'ESPÉRANCE DE VIE.

CHAQUE JOUR, AVEC L'ASSURANCE COLLECTIVE,

LA CNP SE BAT POUR QU'ON N'AIT PAS

A LE REGRETTER.



Assurance supplémentaire, indemnités

une idée neuve de la Prévoyance. Parce que la

de fin de carrière, de la dépendance, des emprunteurs âgés, des risques exceptionnels graves, des frais de soins de santé, la Branche Groupe de la CNP assure tous les risques liés à l'âge. Parce qu'elle donne depuis 150 ans

solidarité sa vie à plusieurs. Parce que l'assurance collective, c'est d'abord le bien-être individuel. Pour que vivre vieux soit réellement vivre mieux. Pour tout renseignement, appeler 05.40.00.05. CNP, l'assurance collective.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Poitou - Charentes

Le sans-faute de Jean-Pierre Raffarin

Suite de la page 10

M. Royal a donné le ton de la campagne, en raillant les « raffarinales » ou les « effets d'annonce jamais suivies de résultats » de M. Raffarin.

La gauche pourtant, ne se fait guère d'illusions sur l'issue du scrutin régional. Si M. Royal peut espérer faire un bon score dans les Deux-Sèvres, où, en trois ans, il a obtenu le mandat de député, elle est parvenue à un véritable échec tant auprès des maires des communes rurales qu'une partie des écologistes, et si la forte implantation locale de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur et tête de liste en Charente-Maritime, peut jouer en faveur du PS dans ce département, les socialistes ne parviendront sans doute pas à préserver les vingt et un sièges (contre vingt-neuf à l'UDF-RPR) qu'ils disposent aujourd'hui au conseil régional.

Quant aux élus socialistes de Charente, qui ont déjà perdu la ville d'Angoulême en 1989 au profit de M. Chavanes, après les révélations des malversations commises par l'ancien maire M. Jean-Michel Bouche (app. PS), député, ils s'offrent en plus le poids des divisions internes s'opposant au parachutage de M. Sylvie François, secrétaire nationale du PS, dans leur département.

La droite, elle, part en ordre de bataille. La présence de M. Marchand, président des conseils généraux de Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, M. François Bézot (UDF-CDS), M. André Dulait (UDF), à s'investir dans la campagne. En Charente, c'est le maire RPR de Cognac, M. Francis Hardy qui

la liste. Après quelques tiraillements, M. Raffarin a rejoint l'UDF ou RPR en Charente-Maritime, où le maire M. Royan, M. Philippe Most, a rejoint de son côté, les troupes de M. Marchand. Il devrait aussi rejoindre la liste de socio-professionnels conduite, dans les Deux-Sèvres, par M. Gérard Quéveau, PDG d'Heuliez, qui présente l'insigne d'un ouvrier le plus employeur du département.

Les écologistes. Dans une région de désertification rurale, qui est celle du Poitou et de la côte atlantique et où les projets de construction d'autoroute préoccupent une bonne partie des habitants, les Verts et de Génération Ecologie peuvent obtenir un bon score au détriment du PS, dans les Deux-Sèvres. Le département qui prévaut les élus de la région leur offre également un thème de campagne. De quoi éconner légèrement la déception de M. Raffarin. Les écologistes connaissent-ils les règles du Rotary-Club ?

P. R.-D.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants Bernard Catus (Aurillac) et Ginette de Matha (Bordeaux).



Juridisme

La Fédération française de ski a retiré la protestation qu'elle avait déposée, mardi 11 février, contre les slalomeurs italiens du combiné alpin en raison de la taille d'un logo publicitaire porté sur le bras gauche (le Monde daté 13 février). La démarche française, déposée au Comité international olympique (CIO) qui l'aurait interprétée comme une manœuvre déloyale, destinée à permettre de faire monter le podium français en éliminant les deux premiers italiens. Également partie prenante à la décision, la Fédération internationale de ski (FIS) avait annoncé dans un premier temps qu'elle prendrait la décision sans suite.

Renoncer à poursuivre l'affaire émise à la Fédération française de ski pour une mauvaise coïncidence. Le problème de l'interprétation des règlements de la publicité n'est pas entier. Les logos des marques ne peuvent pas s'inscrire dans un espace dépassant 50 cm. Mais seule la surface des lettres dépasse le nom de la marque et la prise en compte du calcul de la surface. Cela change tout : l'inscription portée par les Italiens allait à l'épave, au coude, au dos.

En tout cas, l'apparent embarras du CIO et de la FIS devant cette affaire n'est pas le sujet de la décision. Le problème de l'interprétation des règlements de la publicité n'est pas entier. Les logos des marques ne peuvent pas s'inscrire dans un espace dépassant 50 cm. Mais seule la surface des lettres dépasse le nom de la marque et la prise en compte du calcul de la surface. Cela change tout : l'inscription portée par les Italiens allait à l'épave, au coude, au dos.

Cela fut pas suivi d'effet. L'incident n'en est pas moins révélateur du brouillard dans lequel s'enfoncent les instances sportives en matière de sponsoring. Lors des dernières grandes manifestations internationales, des firmes qui n'étaient pas les commanditaires officiels des épreuves étaient parvenues à détourner l'attention. Depuis lors, les instances sportives ont été particulièrement attentives à l'utilisation des marques olympiques, n'hésitant pas à saisir les tribunaux pour faire respecter les règles.

Mais comment empêcher un particulier, journaliste, de porter les marques qu'il veut sur ses vêtements, alors que les athlètes sont de véritables hommes-sandwichs ? Les risques de procédures inextricables de plus en plus menaçants pour couloirs, la stérilisation de l'opération promotionnelle.

Exemple de ce juridisme envahissant : le coprésident du CIO, Jean-Claude Killy, a dû porter un vêtement particulier pour ne pas porter sur ses tenues officielles la marque d'un fabricant. Le CIO a donc imposé la tenue officielle de vêtements.

HOCKEY SUR GLACE : la France écrasée par la CEI (8-0)

Le « tsar » de Moscou

L'équipe France hockey sur glace a été écrasée par celle de la CEI (8-0), vendredi 14 février à Méribel. La sélection française devait l'emporter contre la Norvège, dimanche 16, pour pouvoir disputer les quarts de finale. Entraîneur de l'équipe soviétique (puis « unifiée ») depuis 1977, le colonel de l'armée rouge, Victor Tikhonov, un technicien réputé « dictatorial ».

MÉRIBEL

envoyé spécial

Victor Tikhonov aurait pu sourire, lever les bras, embrasser ses joueurs. Il aurait pu, il ne l'a pas fait. Victor Tikhonov est ainsi fait qu'il sourit rarement, ne lève les mains que pour ajuster sa cravate et ne montre jamais le moindre signe d'affection à ses joueurs. La large victoire de vendredi 14 février à Méribel, n'y a rien changé. Il est resté imperturbable. L'armée rouge, qui a été vainqueur à Méribel, est le « Buster Keaton » du hockey sur glace.

Triste sire que cet homme âgé de soixante-deux ans, réputé autoritaire et intraitable. En quinze ans, présence à la tête de la sélection soviétique - rebaptisée « équipe unifiée » de la CEI à l'occasion des Jeux d'Albertville - il a pourtant conquis des trophées qui auraient com-

blé de joie plus d'un entraîneur : huit titres de champion du monde, deux titres olympiques (1984 et 1988) et même la coupe Canada (1981), la seule compétition à affronter les hockeyeurs européens aux meilleurs professionnels nord-américains.

Il s'est également adjugé douze titres consécutifs de champion d'URSS entre 1977 et 1989 avec le CSKA Moscou, le club de l'armée.

Ce palmarès exceptionnel a constitué la meilleure des armures. Car Victor Tikhonov, sur-nommé le « tsar » de Moscou, n'a guère épargné les critiques. Du temps du communisme, les valeurs du soldat étaient hors d'atteinte. Il fallait donc attendre le temps de la glasnost pour que les reproches s'expriment autrement qu'à mots cou-

En 1987, il fut en raison des mauvaises performances de son équipe. Cette fois-ci, la sélection soviétique s'inclina en finale du championnat du monde à la Suède à Vienne (Autriche). Elle se vit plusieurs fois l'occasion d'un tournoi de préparation aux Jeux olympiques à Calgary (Canada) et fut même dominée à Moscou par le Canada lors du prestigieux tournoi de Jyväskylä.

En 1991, il fut au tour des joueurs de remettre en cause l'autorité du colonel. Dans une lettre publiée par la presse, Ogoniok, l'hebdomadaire russe, l'accusa de « dictateur ». La polémique que s'ensuivit n'empêcha pas Victor Tikhonov d'écarter sa sélection la plus popu-

Les trois biathlètes françaises Corinne Niogret, Anne Briand et Véronique Claudel ont remporté la médaille d'or du relais trois fois 7,5 kilomètres, vendredi 14 février aux Saïsis, en histoire olympique, qui fut aussi la première médaille française en biathlon, elles ont devancé l'équipe allemande, deuxième, et celle de la CEI, troisième, bronze.

LES SAÏSIS

envoyé spécial

Les biathlètes appellent la pioche. Une pioche de réserve, un cadeau pour les relayeurs lorsqu'ils ont raté une de leur cinq cibles. Vendredi, Anne Briand a pu en piocher longtemps. Dans sa dernière série de cinq tirs, elle avait seulement une fois son but. Dans sa carabine, la sixième balle, la première de la pioche, se mit à peser plus lourd que les autres. Elle se fit précieuse.

Debout, l'arme solidement appuyée sur la détente. Anne Briand regardait devant elle, la rondelle est passée du blanc, annonciatrice d'une bonne nouvelle, comme la fumée d'un jour d'élection au Vatican. La nouvelle ne bouleversait pas l'ordre du podium, mais allait pendant quelques heures placer le petit monde du biathlon français à l'avant-scène du théâtre olympique.

Car une fois le tir réussi, Anne Briand sembla portée par deux idées fixes. Franchir la ligne. Et surtout rejoindre le cercle. Celui de sa propre famille, sa mère, sa sœur, sa nièce, sa tante, qui tapait du pied dans la neige parce qu'elle ne comprenait rien à ce qu'il se passait. Les journalistes la gênaient pour filmer l'historique instant. Celui de la petite famille du biathlon français, athlètes, entraîneurs, parents, amis, filles mêlées dans les mêmes larmes. Un cercle d'honnêtes hommes qui se sacrifieront depuis des années pour leur sport, et qui ne se sentent pas seuls aujourd'hui, et qui ne se sentent pas seuls.

PATINAGE ARTISTIQUE : danses imposées

Sur un air de blues

ALBERTVILLE

envoyé spécial

La patinoire couverte d'Albertville était presque comble, vendredi 14 février en fin d'après-midi. Habituellement, l'épreuve qui s'y déroule n'attire qu'une poignée de spécialistes. Mais la foule était venue nombreuse pour soutenir les premiers pas d'Isabelle et de Paul Duchesnay dans la course olympique au titre de danse.

Curieusement, les moins sportifs des quatre disciplines du patinage artistique est la seule qui conserve des figures imposées. Les couples, les dames et les hommes en sont exonérés à la suite d'une forte pression des télévisions qui trouvaient exécuter trop rébarbatifs et spectaculaires. Des arabesques

exécutées au petit matin dans des patinoires vides. C'est d'ailleurs de juges ennuyés comme des Esquimaux permettant d'évaluer précisément le bagage technique des concurrents, mais n'assuraient pas d'audiences confortables.

La situation de danse est différente. Les « imposés » ne sont pas de simples questions de copiers. Ils autorisent une certaine originalité que les concurrents cultivent par le costume (Isabelle a osé un décollé en lamé provoquant) et l'interprétation. Vendredi après-midi donc, il s'agissait de montrer ce qu'il était possible de faire sur deux airs, le tango et le blues. Très contractés, les Duchesnay ont reçu une ovation du public.

Les jeunes patineurs déguisés en lutins de toutes les couleurs qui

exécutés au petit matin dans des patinoires vides. C'est d'ailleurs de juges ennuyés comme des Esquimaux permettant d'évaluer précisément le bagage technique des concurrents, mais n'assuraient pas d'audiences confortables.

La situation de danse est différente. Les « imposés » ne sont pas de simples questions de copiers. Ils autorisent une certaine originalité que les concurrents cultivent par le costume (Isabelle a osé un décollé en lamé provoquant) et l'interprétation. Vendredi après-midi donc, il s'agissait de montrer ce qu'il était possible de faire sur deux airs, le tango et le blues. Très contractés, les Duchesnay ont reçu une ovation du public.

Les jeunes patineurs déguisés en lutins de toutes les couleurs qui exécutés au petit matin dans des patinoires vides. C'est d'ailleurs de juges ennuyés comme des Esquimaux permettant d'évaluer précisément le bagage technique des concurrents, mais n'assuraient pas d'audiences confortables.

La situation de danse est différente. Les « imposés » ne sont pas de simples questions de copiers. Ils autorisent une certaine originalité que les concurrents cultivent par le costume (Isabelle a osé un décollé en lamé provoquant) et l'interprétation. Vendredi après-midi donc, il s'agissait de montrer ce qu'il était possible de faire sur deux airs, le tango et le blues. Très contractés, les Duchesnay ont reçu une ovation du public.

Les jeunes patineurs déguisés en lutins de toutes les couleurs qui exécutés au petit matin dans des patinoires vides. C'est d'ailleurs de juges ennuyés comme des Esquimaux permettant d'évaluer précisément le bagage technique des concurrents, mais n'assuraient pas d'audiences confortables.

La situation de danse est différente. Les « imposés » ne sont pas de simples questions de copiers. Ils autorisent une certaine originalité que les concurrents cultivent par le costume (Isabelle a osé un décollé en lamé provoquant) et l'interprétation. Vendredi après-midi donc, il s'agissait de montrer ce qu'il était possible de faire sur deux airs, le tango et le blues. Très contractés, les Duchesnay ont reçu une ovation du public.

Les jeunes patineurs déguisés en lutins de toutes les couleurs qui exécutés au petit matin dans des patinoires vides. C'est d'ailleurs de juges ennuyés comme des Esquimaux permettant d'évaluer précisément le bagage technique des concurrents, mais n'assuraient pas d'audiences confortables.

LES JEUX OLYMPIQUES

BIATHLON : la médaille d'or du relais français

Affaire de famille

« C'est David Moretti, le directeur barbu de l'équipe France, qui ne rechigne pas à lever les yeux au ciel, l'entraîneur Yves Marchadot, l'entraîneur des garçons, qui doit s'occuper en même temps de l'entretien des carabines. »

C'est surtout Francis Mougel, l'entraîneur de cette équipe féminine victorieuse, qui s'effondre en larmes, perdu au milieu du journaliste chargé de l'interroger. Mougel se déclarait stupéfait de la facilité avec laquelle ses trois skieuses s'étaient imposées. « On dirait que dans le jeu olympique, elles ont enlevé le jeu, soufflaient-elles ont joué au long du parcours. »

« Tétue comme une mule »

Dans le jeu de famille du biathlon français, l'entraîneur avait tout simplement pioché trois cartes maîtresses. Trois athlètes qui résument chacune un épisode de la vie du biathlon français. Trois athlètes médailles, c'est tout à coup dixième du biathlon féminin français qui se pare d'or, puisqu'elles se comptent moins les titres aux derniers championnats de France. Un tri qui découvre aux Saïsis la grâce olympique qui permet tous les quatre ans de sortir de l'anonymat pour s'afficher sur le petit écran.

Dans la famille d'or du biathlon français, voici l'histoire d'Anne Niogret, petite souris blonde de dix-neuf ans, « timide et espiègle », selon David Moretti, qui représente la nouvelle génération des biathlètes féminines. Avec déjà trois années de pratique du sport, une bonne expérience du tir, elle est la première « pure » de France, la première qui ne soit pas un transfuge du monde masculin. Les relais, une vraie course, dans les athlètes s'accrochent à définir la lutte pour une horloge. On sent la souffrance, les concurrents

dos, elle avait l'air lourde. Elle a commencé. Au cours de la deuxième série, elle n'a pioché qu'une fois. Bonne chance : c'est en tête qu'elle a passé le relais à Véronique Claudel.

Celle-ci fait déjà figure d'ancienne. Agée de vingt-cinq ans, ce caporal-chef, qui a signé les deux premières victoires de la discipline, elle a fait partie du groupe chargé de représenter la France aux premiers championnats du monde féminins, en 1984 (le Monde daté 13 février). « Tétue comme une mule », selon son entraîneur, secret, la Vosgienne fut longtemps considérée comme le principal espoir d'une discipline alors totalement méconnue. Et lorsque la médaille olympique approcha, elle se vit voler la vedette par des plus jeunes.

En coucou-elle quelque amertume ? « J'ai longtemps pensé que la victoire individuelle était la plus belle, dit-elle. Je me suis trompée. » Vendredi, sa médaille d'or par équipe tout à fait restée. « Vendredi, sa médaille d'or par équipe tout à fait restée. » Vendredi, sa médaille d'or par équipe tout à fait restée.

Psychothérapie de groupe

Le ski, c'est justement le point fort d'Anne Briand. Ses résultats individuels récents en ont fait la nouvelle vedette du petit groupe, celle dont on évoquait le nom dans les journaux. A vingt-trois ans, l'intellectuelle du groupe a représenté la génération intermédiaire entre la jeunesse Niogret et Claudel et l'expérience de fond de Mougel. Elle a été skieuse de fond recrutée pour cause de Jeux olympiques, et qui ont disposé de peu de temps pour apprendre à tirer une carabine. Aux Saïsis, elle a été « tirée » - « laissée sur place » dans le jargon du fond - ses concurrentes russe et allemande, ce qui était prévu. Son sang-froid sur la neige au pas de tir l'a aidée, surtout sous les acclamations d'un public

français que la perspective d'une médaille semblait avoir sorti d'une longue hibernation.

« Le public ne m'a pas gênée, expliquait-elle, il a rythmé mes tirs. Dans la deuxième série, celle des tirs debout, où je ne suis pas très bonne, quand j'ai vu que j'avais seulement une cible et qu'il me restait une pioche, je me suis dit que c'était presque gagné. Je sentais la Russie à côté de moi qui était en train de se faire battre. Quand je suis repartie vers la ligne d'arrivée, j'ai eu un sentiment de certitude. »

Plus que la victoire, c'est peut-être cette certitude qui a tiré l'entraîneur. Elle constitue la plus grande des revanches. Car, avant de prendre en main l'équipe féminine, il y a dix ans, Mougel fut pendant douze ans entraîneur des hommes. Il était connu pour ses mains qui tremblaient. « Je suis une femme, je suis une famille nombreuse, je ne suis pas fait d'études, confie-t-il. Le biathlon constituait pour moi le seul moyen de gagner ma vie et de me occuper. Aussi à Sarajevo, à Calgary, je me suis retrouvée sur le pas de tir avec trop d'angoisse sur les épaules. Je prenais trop de choses trop sérieusement. »

Paradoxalement, c'est cette expérience qui lui a permis de forger le mental de vainqueur de ses athlètes. « Je leur ai appris à éviter les mauvaises pensées, à ne pas se laisser aller à des pensées négatives. Nous n'avons jamais parlé des Jeux avant d'y arriver, pour éviter de se mettre trop tôt. » Mougel avait un peu le défaut de beaucoup d'entraîneurs français, explique David Moretti. Il avait une confiance en lui, il regardait toujours les autres en pensant qu'ils faisaient mieux. Il a réglé ses difficultés en même temps qu'il mettait les filles.

La psychologie de groupe, ce sont les méthodes qui semblent avoir le plus profité. Car Francis Mougel le timide a été à l'origine de la victoire. « Je les trouvais très sûres d'elles, elles n'envisageaient même pas la quatrième place. Je pensais que c'était de l'insouciance. » C'était seulement l'innocence de leur discipline.

JÉRÔME FENOGLIO

PATINAGE DE VITESSE : 1 000 mètres dames

Bonnie et sa clique

En s'imposant dans le 1 000 mètres féminin, vendredi 14 février à Albertville, l'Américaine Bonnie Blair est devenue la deuxième athlète des Jeux à remporter deux médailles d'or.

ALBERTVILLE

envoyé spécial

Il fait trop chaud pour la glace, mais trop froid pour l'ambiance dans les tribunes à l'air libre. Sur l'anneau de vitesse d'Albertville, la glace fond, et le public se morfond. Sauf quand apparaît un étrange petit animal, lunettes bleues rivées en permanence sur le nez : Bonnie Blair en personne. Elle remonte alors de la foule, et enfonce proportionnellement à la vitesse de la patinoire. Depuis sa médaille d'or à Calgary, Bonnie Blair est certes une star aux États-Unis. Et elle a été sacrée championne de l'équipe d'Albertville il existe une

En fait, Bonnie Blair triche. En plus de la délégation américaine, elle a fait partie de la sélection de la patinoire à l'air libre. Sur l'anneau de vitesse d'Albertville, la glace fond, et le public se morfond. Sauf quand apparaît un étrange petit animal, lunettes bleues rivées en permanence sur le nez : Bonnie Blair en personne. Elle remonte alors de la foule, et enfonce proportionnellement à la vitesse de la patinoire. Depuis sa médaille d'or à Calgary, Bonnie Blair est certes une star aux États-Unis. Et elle a été sacrée championne de l'équipe d'Albertville il existe une

Chez les Blair, le patinage est affaire de famille. Quatre des cinq frères et sœurs de la patineuse ont été champions des États-Unis de patinage de vitesse. C'est eux qui ont initié la petite Bonnie, à l'âge de deux ans, à la vitesse sur glace. Et lorsque l'on ne peut se déplacer, Bonnie leur envoie tous les jours des messages par le fax que lui a prêtés un riche parrain.

J. Fe.

Les résultats

BIATHLON

Relais 3 x 7,5 km
1. France, 1 h 15 min 55 s ; 2. Allemagne, 1 h 18 min 54 s ; 3. CEI, 1 h 18 min 54 s ; 4. Bulgarie, 1 h 18 min 54 s.

SAUT À SKI

K 120 par équipes
1. Finlande, 644,4 pts ; 2. Autriche, 642,9 pts ; 3. Tchécoslovaquie, 620,1 pts ; 4. Japon, 571 pts.

LUGE

Double
1. S. Krauss-J. Behrendt (ALL), 1 min 32 s 06 ; 2. V. Menik-T. Rudolph (ALL), 1 min 32 s 23 ; 3. H. Raff-N. Hubert (IT), 1 min 32 s 28.

PATINAGE DE VITESSE

1 000 m dames
1. Bonnie Blair (E-U), 1 min 21 s 90 ; 2. G. Ye (CHN), 1 min 21 s 92 ; 3. M. Garbrecht (ALL), 1 min 22 s 10.

HOCKEY SUR GLACE

Poule B

CEI b. France 8-0
Canada b. Norvège 6-3
Canada b. Tchécoslovaquie 6-1
Classement : 1. Canada, 8 pts ; 2. CEI et Tchécoslovaquie, 6 ; 3. Suisse et France, 2 ; 6. Norvège, 0.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Dès la saison prochaine, un championnat professionnel organisé au sein de la CEI. Cette décision a été prise après la dissolution de la Fédération soviétique de hockey sur glace, le 23 décembre 1991.

ALBERTVILLE

Une synthèse

Le biathlon français a remporté la médaille d'or du relais trois fois 7,5 kilomètres, vendredi 14 février aux Saïsis, en histoire olympique, qui fut aussi la première médaille française en biathlon, elles ont devancé l'équipe allemande, deuxième, et celle de la CEI, troisième, bronze.

HORS JEU

Petite Méribel devenue grande

Le biathlon français a remporté la médaille d'or du relais trois fois 7,5 kilomètres, vendredi 14 février aux Saïsis, en histoire olympique, qui fut aussi la première médaille française en biathlon, elles ont devancé l'équipe allemande, deuxième, et celle de la CEI, troisième, bronze.

D'ALBERTVILLE

SKI ALPIN : super-G hommes

Une synthèse de vitesse et de technique

Retour sur la Face de Bellevard à Val-d'Isère, dimanche 15 février, pour le super-G masculin. Après sa médaille d'argent en descente, Franck Piccard devait tenter d'être le premier skieur à décrocher un titre olympique sur une piste très longue. Responsable du groupe descente-super G, Patrice Pellat Finet, qui a été membre de l'équipe de France entre 1969 et 1978, explique, dans un entretien au Monde, les particularités de cette discipline et de cette épreuve.

VAL-D'ISÈRE

Un envoyé spécial

Quelle est la place du super-G dans la descente et le slalom géant ?

Il y avait un vide entre une épreuve de vitesse, disputée après trois entraînements à l'air libre, la course, et une épreuve technique qui avait lieu en deux manches après les entraînements de slalom. Lorsqu'il a été créé par la Fédération internationale de ski en 1986, le super-G a été critiqué. Il est vrai qu'on tâtonnait. On ne savait pas très bien à l'époque s'il s'agissait d'une descente qui tournait un peu plus vite, ou bien d'un géant qui allait un peu plus vite.

Depuis quelques années, la spécialité n'est plus contestée. C'est une synthèse de vitesse et de technique, qui se situe à une vitesse moyenne d'une descente (100 km/h), avec des passages à 130-140 km/h, qu'un géant tourne autour de 100 km/h. D'une certaine manière, le tracé d'un super-G a la ligne qu'adopterait un skieur qui taillerait au plus court, en fonction du relief, dans une descente libre.

Les « super-géantistes » utilisent-ils un matériel spécifique ?

La tenue du coureur est très proche de celle qui est requise en descente. La combinaison plombée répond aux mêmes exigences de pénétration dans l'air que celle de la descente. Le casque est plus léger et les

gants sont moins profonds, car les passages en recherche de vitesse — position de l'œuf — sont moins nombreux et moins longs.

Les skis sont adaptés aux particularités de la descente. Ceux qui descendent entre 2,18 et 2,31 mètres ont des arêtes parallèles. En super-G, les skis ont une caractéristique de descente, la raideur de glisse importante, mais afin de bien négocier les courbes, ils ont une taille de guêpe. Autrement dit, ils sont larges en spatule, mais sous la chaussure et le nouveau plus large sous le talon. Leur longueur n'excède pas 2,17 mètres, alors que ceux qui descendent oscillent entre 2,08 et 2,10 mètres. Il s'agit de trouver un compromis entre la maniabilité et la vitesse.

Aucun temps mort

En 1988, Franck Piccard avait placé, lors de sa victoire dans le premier super-G olympique, une plaque de bois sur les bords de ses fixations, pour réduire les vibrations. Est-ce que ça a changé ?

Ce « truc » s'appelle le derbyflex. Il avait été mis au point à l'origine par le Luxembourgeois Marc Girardelli. Beaucoup de skieurs ont essayé, mais ça n'a pas vraiment marché. Mais les fabricants de skis n'aiment pas trop qu'on bricole leur matériel. Certains ont donc intégré le procédé à leurs skis, comme l'Autrichien Fischer. D'autres ont mis au point un système comparable comme Dynastar. Quelques-uns, comme Rosignol, ont gardé le derbyflex. Le procédé a une importance au moins aussi grande que un plan psychologique que technique.

Quelles sont les qualités d'un super-géantiste ?

Il faut être un skieur complet. Il faut

tourner, glisser et prendre des risques. Le super-G demande beaucoup de détermination. On n'a qu'une chance, il faut la jouer. On n'est pas possible de reconnaître le parcours à la vitesse, on course et il n'y a pas de seconde manche pour compenser le résultat du premier passage.

Y a-t-il un gabarit spécifique du super-géantiste ?

Dans les descentes très glissantes, la taille et le poids peuvent avoir une influence sur le résultat bien qu'il faille des dispositions psychologiques particulières pour aborder des vitesses supérieures à 130 km/h. En super-G, le gabarit n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est l'aisance sur les skis et la détermination sur le tracé. L'expérience a montré qu'en fait, ce sont les skieurs techniques venus du géant qui s'adaptent le mieux au super-G. Ils pouvaient s'accoutumer à la vitesse et à la prise de risque assez facilement.

Quelles sont les caractéristiques de la descente du dimanche 16 février ?

Le dénivelé est de l'ordre de 650 mètres. Le nombre de portes entre lesquelles les coureurs doivent passer est au minimum de trente-cinq, ce qui représente une trentaine de virages. En outre, la piste des Jeux a des particularités propres. Elle n'est pas très longue, mais elle est rapide : les temps à l'arrivée sont de l'ordre de 1 minute 15 à 1 minute 20. Elle n'offre aucun temps mort, la pente est continue. Certains considèrent d'ailleurs que la dénivelé est trop forte.

Le tracé du parcours a-t-il été préparé à l'avance ?

Le super-G est en train de s'imposer dans l'épreuve la plus spectaculaire du ski alpin. Elle permet au tracé d'utiliser le terrain pour recourir à des protections naturelles en descente. Elle témoigne de la capacité d'adaptation instantanée du coureur. Le tracé a été préparé par la commission de descente de l'Américain Bill Hagen. Il n'a pas une grande expérience dans ce

domaine. Il est venu à Val-d'Isère reconnaître la piste après qu'il a été choisi. Il a eu mal de difficultés à comprendre les mouvements du terrain. Une fois il a fait un parcours rapide, une autre, un peu plus technique.

Question de visibilité

Les Français préfèrent les parcours techniques sur de la neige dure. Cela résout les problèmes de fatigue qu'en France on a toujours eu du mal à surmonter en dépit d'énormes progrès. Sur une neige dure, on n'engage que le talent du skieur. On n'est pas obligé de faire un mauvais choix de skis. Les conditions climatiques auront donc un rôle important. Toutefois, s'il neige encore, il n'est pas souhaitable que, par endroits, la piste soit arrosée et salée comme lors du slalom du combiné. L'intention était bonne, mais le résultat ne fut pas heureux. La piste était trop irrégulière et le résultat a été faussé.

La visibilité n'est-elle pas un problème sur la Face de Bellevard par temps couvert ?

Effectivement, l'an dernier lors des épreuves pré-olympiques, les Français avaient été annulés entre autres raisons, le « jour blanc ». Quand le soleil brille, il n'y a aucune difficulté. Mais il y a des nuages qui que la Face est dans l'ombre, le relief est gommé. Tout est uniformément blanc. Il devient impossible de skier la grande vitesse. Même les aiguilles de pins, qui sont répandues dans ces cas-là, ne sont pas assez visibles.

Propos recueillis par ALAIN GIRAUDO

GLISSES

Le Roc de Fer

La piste de descente olympique a déjà été utilisée une fois en Coupe du monde. C'est actuellement une des plus belles du circuit féminin. Elle est très longue (705 mètres) et le mouvement du terrain intéressant, une vitesse relativement élevée et surtout elle permet aucun répit, elle est très technique.

En 1988, lors de l'analyse de la piste du Roc de Fer, à Méribel, les-Alpes, sur laquelle devait être disputée samedi 15 février la descente des dames aux Jeux olympiques d'Albertville, Maurice Adair, entraîneur particulier de la Française Carole Merle, n'a omis qu'une qualité : la future championne : le courage.

Maurice Adair, entraîneur particulier de la Française Carole Merle, n'a omis qu'une qualité : la future championne : le courage. Les derniers championnats du monde, la Suissesse Vreni Schneider, qui a également remporté la médaille d'argent, a renoncé à disputer le combiné après une chute lors du premier entraînement. Or, la descente du combiné fait 100 mètres de moins que la « vraie » descente.

Ici, le polémique

En 1 minute 50 de course, les candidates à la succession de l'Allemande Maria Eder doivent, notamment, faire quatre sauts qui demandent une grande condition physique. Au cours des entraînements, il y a eu des problèmes de visibilité, de la neige sur le combiné, ils ont été à l'origine du plus de quinze chutes. En fait, c'est la première fois que l'entraînement du ski féminin est si technique, si supérieur à 100 mètres : il attendra 828 mètres pour 2 705 mètres de course, une dénivelé moyenne de 33 % (de 10 au maximum et 12 % au minimum).

La piste du Roc de Fer est située sur le versant de Tignes, à l'est de la station. Elle a été créée par l'ancien champion olympique suisse Bernhard Giger (1972) et elle est la Face de Bellevard. Elle est très polémique. Et encore une fois le spectacle a été privilégié : le public, installé en front de la neige à Chaudun, peut voir quasiment l'intégralité du parcours.

C'est une belle descente, avait estimé la Française Carole Merle, deuxième de la course Coupe du monde 1991. Elle n'a pas eu de regrets : « La piste était beaucoup plus longue l'an passé, elle était plus technique. Cette année, à cause des changements de temps, la neige n'était pas molle, elle était dure. »

A. B.

HORS JEU

Petite Méribel devenue grande

MÉRIBEL

Un envoyé spécial

En ces temps olympiques, Patrick Lindsay et ses compatriotes britanniques ont bien du mal à reconnaître Méribel. Quand ils se sont réveillés pour la première fois sur ces pentes surplombant la vallée des Allues, il n'y avait ni patinoire ni centre de presse, aucune piste de ski ni pas le moindre restaurant goudronné. C'était en 1938. Méribel était un village de montagne égaré dans les Alpes. L'endroit était pourtant séduisant. En 1945, une fois la guerre passée, ils ont voulu s'installer afin d'acquiescer à l'installation de chalets et d'installer une remontée-pente, et les pylônes en bois.

Quarante-sept ans plus tard, la station compte 1 674 habitants, une capacité d'accueil de 28 000 lits et une infrastructure digne d'une station britannique. Plusieurs centaines d'habitants anglais ont leurs habitations dans le bourg qui s'enorgueillit de n'avoir jamais été aux offres des promoteurs immobiliers et de préférer les chalets en bois aux immeubles en béton. Ce traditionalisme lui a permis d'être le plus apprécié des étrangers présents à Savoie.

Avec quarante-deux matches de hockey sur glace et toutes compétitions de football, Méribel est également le plus actif des Jeux. Tous les frais d'aménagement et d'installations (budget total : 95,5 millions de francs) n'ont pas été pris en charge par le COJO.

Moins de 100 ans que prévu

La construction du patinoire de 6 000 places a été financée essentiellement par le Crédit lyonnais et Spis-Béthouilles. Ces deux sociétés ont assuré la gestion de l'issue du JO, lorsque sa capacité a été réduite à quatre places et qu'une partie des installations ont été transformées en complexe sportif (piscine, sport, bowling, restaurant...).

La municipalité, elle, a investi 30 millions de francs pour cette quinzaine olympique. « Cela représente beaucoup d'argent pour nous, nous n'avons pas nos finances en péril », s'empresse de préciser M. Maurice Front, soixante-quatre ans, maire (sans étiquette) depuis 1983.

Il reste à savoir si les Jeux profitent vraiment à Méribel. Les habitants assurent que la station est déserte par rapport aux années précédentes à la même époque. Les commerçants, notamment, s'attendent à une plus grande affluence. En dehors des journalistes, officiels, et quelques délégations américaines ou japonaises, les visiteurs ne sont pas nombreux, ce qui est prévu et les skieurs ne sont pas loin d'être saturés. Ils veulent passer la journée en repartant le soir même.

Répercussions à moyen et long terme

« Les Alpes ont presque tous les sports mais le hockey n'est pas complet », admet M. Front avant d'expliquer : « C'est la même chose à l'étranger. L'essentiel est que la station ait une promotion exceptionnelle en France. »

Méribellois, bien que relativement déçus par la retombée immédiate des Jeux, demeurent optimistes. Ils tablent sur les répercussions à moyen et long terme. « Nous ne pourrions pas en profiter, si ce n'est à l'hôtel, lorsque les gens qui ont entendu parler de la station viendront rendre visite. »

À la différence de son d'aujourd'hui, Méribel n'était qu'un village de 15 février, Méribel n'était donc convaincue que les Jeux, si elle n'était pas en raison des aménagements réalisés. L'autoroute Albertville-Méribel permet de rallier la station en une heure au départ de Grenoble ou Chambéry.

Ph. Br.

Les volontaires du COJO

Toujours prêts, plus près

Au nombre de huit mille cinq cents, ils forment l'armée des volontaires des Jeux. Venues de toutes les régions de France, ils ont accepté de consacrer une partie de leur temps à aider les organisateurs du COJO. Volontaires ou détachés par leur entreprise, ils veillent à l'entretien des pistes, chauffeurs de maître, ils gardent de nuit.

ALBERTVILLE

Un envoyé spécial

Richard, étudiant lyonnais de vingt-trois ans, est venu à Albertville pour travailler et, si possible, profiter du spectacle olympique. Il forme, avec les huit mille cinq cents volontaires, l'armée des volontaires des Jeux. Au moment de sa mobilisation, quatre jours avant l'ouverture des compétitions, il a reçu une formation, une combinaison de ski gris métallisé, puis il a gagné son site d'affectation pour la Face de JO, Val-d'Isère. « C'est le rêve pour moi qui aime le ski alpin. Mais la règle est que l'on ne peut pas aller à la nuit. La règle est que l'on ne peut pas aller à la nuit. La règle est que l'on ne peut pas aller à la nuit. »

Ainsi, le chef de site n'a pas pu aller à la nuit. Le matin, vendredi, pour aller nettoyer la piste du slalom géant, il a dû partir à 5 heures du matin. Heureusement, il n'a pas eu de problème. Après quatre premières heures d'efforts, dans le froid vif du matin, il a dû partir à 5 heures du matin. Heureusement, il n'a pas eu de problème.

Richard a copié, à cette occasion, Jean-Michel Berardi. Ce pharmacien de Périgueux a fermé son officine pour être présent aux Jeux à Val. Il est assistant-spectateur. Il n'a pas de problème, s'il faut, à la disposition du Comité d'organisation (COJO) des compétences professionnelles.

Agathe et Yves, qui sont retraités, leur luxe est de posséder une résidence secondaire dans la station de Jean-Claude Killy. Ils ont donc naturellement proposé pour travailler, bénévolement, au COJO. Le Comité leur a proposé une tâche délicate, casier l'avalanche des photographes qui descendent les pistes, le plus près possible, les skieurs parvenus à la raquette d'arrivée. « Leur âge n'est pas un avantage. Ils n'ont pas le respect et l'on évite de les bousculer. Sur la piste, ils sont plus psychologiques que physiques. Mais ils sont précieux. »

Le responsable du site, Le recrutement des équipiers à leur affectation fut, pour deux ans et demi, l'unique tâche de Patrick Strzoda, ancien sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie). Ce fonctionnaire, « détaché librement » au COJO, précise-t-il, a lancé un appel d'offres à la population. Avec ses collaborateurs, il a sélectionné le personnel, il a sollicité le monde associatif et le mouvement sportif. Il a fourni près de la moitié des troupes. Les élèves des lycées et les étudiants forment un groupe également important, environ un millier de personnes affectées aux différents sites. Enfin, il y a des membres du Club Coubertin, partenaire financier des Jeux, qui ont envoyé deux mille cinq cents équipiers. Leur fonction est de l'entretien de l'entreprise à laquelle ils appartiennent.

Ainsi, certains vrais volontaires sont les « faux bénévoles ». Les agents de la SNCF sont normalement rémunérés par leur entreprise. Ils ne travaillent aucun jour de leur temps libre pendant leur séjour en Savoie. « Ils font peut-être un peu plus d'heures de travail que dans leur administration », ironise un équipier de la société IBM, qui a été affecté à la société quinze jours de congé. Les mille deux cents chauffeurs Renault ont les mêmes contraintes. Et pourtant, il faut procéder à une sélection parmi les deux mille huit candidats.

Le virus de la vie associative

La seule compensation que nous avons proposée est de leur donner la conduite de la montagne, de les déplacer jusqu'en Savoie, de leur offrir un logement, de leur offrir un repas, de leur offrir un transport, de leur offrir une participation à la communication de l'entreprise automobile. « Les Renault » sont chargés du transport des personnes et des délégations sportives. Ils sont en contact direct avec les médias. Les personnes invitées aux épreuves. Deux d'entre eux gardent déjà leurs voitures à la mémoire de la bataille des boules de neige avec le président des États-Unis. « L'ambiance est formidable. L'expérience est unique et le spectacle est quotidien », explique un ouvrier de Flins devenu chauffeur.

Mais il y a aussi les « équipiers de l'ombre », volontaires affectés à des tâches ingrates, comme le gardiennage des parkings ou la fouille des sacs à l'entrée du site de presse. Ces derniers ne peuvent ni profiter du spectacle sportif ni du soleil des pistes de ski. Le travail de la vallée olympique est leur univers. Certains ne restent pas, mais ils tiennent le coup de l'espoir

d'être appelés à renforcer un site d'altitude.

Depuis le début des Jeux, vingt-sept équipiers ont quitté la Savoie olympique. Dix ont démissionné, neuf ont renoncé en raison de problèmes médicaux ou familiaux, huit ont été renvoyés pour des comportements inadéquats, et qui ont pond à un licenciement », note leur patron. Patrick Strzoda affirme que son armée est disciplinée et motivée. « Certains se plaignent de ne pas mouiller suffisamment leur chemise. Des qu'un problème survient sur l'un des sites, un des équipiers membres de la cellule d'intervention rapide du programme des volontaires est dépêché. Ils ont à régler essentiellement des questions relatives au logement.

Autour du tremplin de saut de Courchevel, Jacques Burdin anime une équipe de vingt-cinq personnes. Il est le seul, sur les dix sites sportifs, à avoir la responsabilité des épreuves de la logistique. Cet industriel savoyard qui dirige une entreprise de fabrication de chaux est, lui aussi, bénévole. « Par amitié pour le directeur général du COJO, Jean-Albert Corrand, j'ai le virus de la vie associative », explique M. Burdin. Il a réussi depuis le début des J.O. à tout concilier la direction de son entreprise et la vie associative. L'espace olympique dont il a la charge.

Ainsi, ce soir de la nuit qui précède l'épreuve de saut par équipe sur le tremplin de 120 mètres, disputée vendredi 14 février, il a rejoint son entreprise pour superviser le redémarrage d'une machine tombée en panne. Vendredi matin à 7 heures, il a regagné son équipe. « Ces garçons et ces filles sont bons. Ils sont passionnés, ils partent quelques semaines, la réussite des JO dépend pour une large part de leur travail. »

Les responsables du COJO qui évaluent à environ dix mille francs le coût moyen d'un équipier — il est transporté au départ de son domicile, habillé, logé, nourri — affirment qu'ils ne font pas une véritable économie. En revanche, l'enthousiasme au travail et la motivation représentent des valeurs inestimables.

Les deux coprésidents du COJO, Jean-Claude Killy et Michel Barnier, qui ne tarissent pas d'éloges sur la troupe des huit mille cinq cents équipiers, seraient-ils des volontaires ? « Ils ne font pas partie de notre fichier, mais ils ont la même motivation, le même enthousiasme. Ils participent comme nous. Ils ne sont pas rémunérés. Ils ont donc bien le profil d'un équipier », dit Patrick Strzoda.

CLAUDE FRANCILLON

A la télévision

Dimanche 15 février

(21h-23h, FR3) Patinage artistique (libre messieurs).

Dimanche 16 février

(12h-13h, A2) Ski alpin (super-G messieurs).

(13h-16h, 30, FR3)

Ski alpin (super-G messieurs); Hockey sur glace (France-Norvège); Saut à ski (120 m individuel); Artistique (finale saut); Bobsleigh à deux (3^e et 4^e manches); Nordique (relais 4 x 7,5 km).

Lundi 17 février

Présentation; Ski nordique (relais 4 x 5 km dames); de vitesse (entraînement); Bobsleigh à quatre (entraînement).

(11h-12h, 55, TF1)

Ski alpin (super-G dames).

(13h-15h, 30, FR3)

Combiné nordique (saut par équipes); Ski alpin (super-G dames).

BILLET

La France et la balance

Les comptes extérieurs de la France ont nettement améliorés en 1991. Le déficit de la balance des paiements a été ramené à 50 milliards de francs à 33,4 milliards de francs en un an. Amélioration due au gouvernement à immédiatement montée en épingle.

Et il est vrai que ce déficit, s'il traduit une capacité d'épargne nationale insuffisante, représente 0,5 % de la richesse nationale, beaucoup moins qu'en Allemagne (1,1 % du produit intérieur brut) ou la réunification a fait fondre en un temps record une excédents considérables. Une balance des paiements forte est une force. Depuis quelques années, les industriels français investissent énormément à l'étranger : c'est un signe de dynamisme. Malheureusement les chefs d'entreprise étrangers ne rendent pas suffisamment la pareille. La vérité est que la France n'attire pas assez d'investissements américains et japonais. C'est une lacune.

En 1990, on a investi 150 milliards de francs qui ont été utilisés pour financer des formes d'investissement (actions), alors qu'à peine 50 milliards y ont été affectés. Il est important que la France compense un placement d'énormes quantités de valeurs mobilières (des obligations d'Etat surtout) auprès des épargnants étrangers, en leur offrant des taux d'intérêt élevés, en leur faisant entrer par ce moyen 100 milliards de francs de capitaux en 1990, ce qui a effacé - et même - le déficit des investissements directs. L'annul de nos rééquilibrages est qu'ils soient très cher. La France a payé sur les revenus du capital à l'étranger rapidement : 17 milliards de francs en 1991, plus de 20 milliards en 1992. Il faut donc conserver la confiance des épargnants étrangers et pour cela leur offrir des taux d'intérêt élevés, en leur faisant entrer par ce moyen 100 milliards de francs de capitaux en 1990, ce qui a effacé - et même - le déficit des investissements directs.

L'annul de nos rééquilibrages est qu'ils soient très cher. La France a payé sur les revenus du capital à l'étranger rapidement : 17 milliards de francs en 1991, plus de 20 milliards en 1992. Il faut donc conserver la confiance des épargnants étrangers et pour cela leur offrir des taux d'intérêt élevés, en leur faisant entrer par ce moyen 100 milliards de francs de capitaux en 1990, ce qui a effacé - et même - le déficit des investissements directs. L'annul de nos rééquilibrages est qu'ils soient très cher. La France a payé sur les revenus du capital à l'étranger rapidement : 17 milliards de francs en 1991, plus de 20 milliards en 1992. Il faut donc conserver la confiance des épargnants étrangers et pour cela leur offrir des taux d'intérêt élevés, en leur faisant entrer par ce moyen 100 milliards de francs de capitaux en 1990, ce qui a effacé - et même - le déficit des investissements directs.

ALAIN VERNHOLE

Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie

Les accidents du travail ont augmenté de 2,9 % en 1990

Le nombre d'accidents du travail a nettement augmenté en 1990, selon les chiffres provisoires de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), communiqués au Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels qui se réunissent vendredi 14 février.

Les statistiques portent sur 759 354 accidents du travail et maladies professionnelles ayant entraîné des arrêts de travail, ainsi que sur 1 344 accidents mortels. La hausse de 2,9 % pour les accidents et maladies, et de 2,3 %,

Une société d'Euro Disney a procédé à des licenciements économiques

Comme prévu, le parc Euro Disney, à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), ouvrira ses portes dimanche 12 avril. Face au public s'engagera alors la phase décisive d'un gigantesque pari mené, tambour battant, à coups de milliards de francs. Mais, pour certains cadres du géant américain, cette future inauguration sonne le glas de leurs espoirs. Les attractions achevées, la SARL Euro Disneyland Imaginering vient de licencier. Un licenciement moral.

« Quand on m'a embauché, il y a trois ans, on m'avait promis qu'on allait jusqu'en 2017. » Quelques jours après avoir reçu son dernier salaire d'activité, un architecte comprend toujours pas ce qui lui arrive. Il vient d'être licencié, comme seize autres de ses collègues, cadres de la SARL Euro Disneyland Imaginering (IDL), « pour raison économique ». « Nous devions enchaîner un second parc Disney à Studios Europe, et on nous avait dit que chaque année, il faudrait renouveler 10 % des attractions... se rappelle-t-il. Mais à un moment, depuis quelque temps, on n'était fixée pour le fin de ce nouveau projet, primitivement prévu pour 1996. »

Perte de statut

Officiellement, les raisons invoquées par Euro Disney, y compris dans le comité d'entreprise de la filiale, le 15 décembre, ont souffert pas la contestation. Les supposés postes « sont liés à la fin du projet » et « le plan de charge (...) ne peut assurer le maintien des effectifs actuels ». En situation d'arrêt, puis, qu'elle pour objet la construction et la conception des attractions, la SARL IDL est formellement tributaire de l'Etat d'achèvement du parc de loisirs. Les scénographies, les décors et les architectes, les créateurs, ne pouvaient prétendre rester les bras croisés dans l'attente d'un autre chantier. Or, « la phase II », les négociations avec le pouvoir public ne pas

A Cherbourg, plus de la moitié des dockers négocient en dehors de la CGT

CHERBOURG

de notre correspondant

Trente-cinq des quarante-neuf dockers inscrits au bureau de la main-d'œuvre portuaire de Cherbourg ont signé le protocole conclu par les manutentionnaires de l'aide des services de l'Etat, estimant-on dans la ville, que les heures de travail ne s'expliquent pas par le gouvernement pour l'ouverture des négociations. Certains acceptent la mensualisation, d'autres se préparent à quitter le port ou à quitter la profession.

Les appels à la grève n'ont jamais totalement interrompu le mouvement dans le port de la Manche. Face à un syndicat qui ne trouve plus à mobiliser qu'un homme sur cinq, l'union sacrée mise en place autour du sous-préfet de Cherbourg par les représentants de la chambre de commerce et d'industrie a conscience d'avoir réussi l'essentiel.

R. M.

Pour celui de « fin de chantier »

et, la direction maintient publiquement son objectif, il ne fait de doute que le programme initial a subi un décalage. On ne pouvait pas les maintenir en contrainte de durée déterminée pendant dix-huit mois d'autant qu'ils avaient tous un contrat à durée indéterminée, explique-t-elle. Mais il est possible qu'on fasse appel à eux.

En fait, de sous-entendus, il semble que le licenciement collectif, qui concernait à l'origine 42 salariés dont 22 cadres (25 ont été finalement réaffectés), dissimule, de part et d'autre, une série de griefs réciproques. Les salariés reprochent à la direction ou de comportement managérial, ou de respect absolu des « standards », ou de « look », ou son souci d'appliquer la législation française. Les licenciés détestent la « double langue », les « apparences trompeuses » et volent d'imposer les prix et normes américaines. Un vrai divorce, né d'incompréhensions, qui se termine par la rupture d'un contrat moral.

Tout est résumé par des détails. IDL, une société américaine qui travaillait Walt Disney lui-même - qui portait la moustache, aujourd'hui partout proscrite - a été créée à part dans la palacieuse. Au début, on n'y a pas obligé d'appliquer le « code des apparences » qui régit le personnel. Mais il était écrit, dans certains de travail, que le transfert dans une société d'accompagnement, l'acceptation des règles internes de fonctionnement, et notamment des normes de présentation. Il était précisé que la non-acceptation entraînerait la rupture du contrat de travail parce que l'adhésion à ces principes était considérée comme un élément substantiel, « indispensable » à l'emploi.

Quand la société de licenciement a précisé, on a vu les salariés un licenciement au sein d'Euro Disney SCA, le document de « re-casting » précise, le quatrième paragraphe, que « votre transfert peut modifier votre statut, votre salaire et vos avantages ». Pour cette raison, la plupart des cadres préfèrent quitter l'entreprise, tandis que les autres acceptent un emploi à un salaire supérieur. On peut garder son statut, mais le changement de poste peut occasionner

descente dans la grille et le salaire peut diminuer », confirme d'ailleurs la direction.

Entre-temps, la suite de plusieurs confusions, et de rumeurs, aussi invraisemblables que les autres, qui bruisent faiblement dans une aussi gigantesque entreprise, le climat s'était progressivement détérioré. En septembre, par exemple, un haut responsable déclare à propos du deuxième tour : « Nous allons tirer les leçons des erreurs commises ici, nous ferons faire les études à l'Etat-Uni ». Aujourd'hui, on voit que la critique visait les « sociétés d'études extérieures » mais les créateurs d'IDL sont persuadés qu'ils étaient mis en cause.

Blanche-Neige

se conforme

Au quotidien, des frictions étaient apparues quand les spécialistes français faisaient observer que telle ou telle technique, que tel matériau, n'étaient pas conformes aux règles françaises. « Nous étions devenus des empêcheurs de tourner en rond », prétendent des licenciés, qui contestent que les standards Disney puissent être au-dessus des lois.

Récemment, un fait leur a pourtant donné partiellement raison. Lors d'une visite, la commission de sécurité, composée de pompiers et du bureau Veritas, a estimé que Blanche-Neige, répondait aux règles de sécurité. « Nous avons vu de nos observations », affirme-t-on chez Euro Disney.

ALAIN LEBEAUBE

Précision. - A la suite de l'article paru dans le 13 février sur l'accord conclu par Euro Disney avec les sous-traitants, la société Eremco construction SA précise qu'elle « une personne morale juridiquement et économiquement distincte de la société Gabo construction SA » et que « la situation financière est parfaitement saine et ne saurait la conduire à déposer de bilan malgré les difficultés rencontrées dans le cadre du marché en groupement » le chantier Euro Disney.

ÉTRANGER

Une étude de l'OCDE

Le Portugal doit maîtriser son inflation pour devenir un partenaire à part entière

L'économie du Portugal est restée en état de surchauffe durant l'année dernière et l'inflation a dépassé les prévisions, écrit l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans une étude rendue publique vendredi 14 février. « Une action décisive pour maîtriser l'inflation est indispensable afin que le Portugal soit en mesure de répondre aux exigences futures de l'Union européenne », conclut l'étude.

Le déficit public a continué de se

creuser, les dépenses progressant extrêmement rapidement (+ 20 %). De même la croissance de la monnaie a été excessive, alimentée par les entrées de capitaux. La production s'est ralentie, mais la demande intérieure a continué de croître à des taux excessifs, alimentée par une vive expansion de la consommation privée, tandis que la croissance des exportations de marchandises s'interrompait. L'OCDE, qui s'inquiète de la modification de la demande intérieure au profit de la consommation, a au détriment des investissements créateurs

d'offre. Loin de réduire, la demande de main-d'œuvre s'est accrue. L'emploi a fortement augmenté, de sorte que le taux de chômage est tombé à moins de 10 %, chiffre le plus bas de la zone OCDE. « En conséquence, le Portugal a vu son déficit s'accroître pour dépasser 5 % l'an. »

L'organisation du château de la Muette souligne les dangers qui menacent l'économie portugaise, elle n'en est pas moins en valeur tout ce que l'adhésion à la CEE a apporté au pays. « Elle a permis au Portugal de bénéficier d'un large éventail de programmes communautaires (...) La Communauté a dispensé des aides généreuses pour permettre au Portugal de surmonter les difficultés de son développement. (...) L'infrastructure s'améliore, le stock de capital physique et humain (...) Tout aussi important est le fait que l'adhésion à la CEE a modifié l'appréhension des investisseurs étrangers à l'égard des perspectives du Portugal, ce qui s'est traduit par des entrées massives de capitaux à long terme. L'investissement direct de l'étranger a très probablement permis de restructurer et moderniser l'appareil productif, de favoriser la compétitivité et de compléter les compétences locales en matière de gestion » (1).

L'OCDE conseille aux pouvoirs publics de mettre en œuvre de nouvelles réformes structurelles pour renforcer la flexibilité de l'économie. « Il serait utile d'assouplir les démarches bureaucratiques, de faciliter la mobilité régionale et sectorielle. En outre, il conviendrait d'accroître l'utilisation qui est faite des fonds structurels communautaires. » L'OCDE conclut en rappelant que les pouvoirs publics ont décidé d'accroître le rythme des privatisations afin de réduire les subventions d'Etat et stimuler la concurrence.

(1) Le taux de croissance du volume du PIB (produit intérieur brut) a été de 3,9 % en 1988, de 5,4 % en 1989, de 4,2 % en 1990 et de 2,7 % en 1991.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

Le prix des gros : - 0,3 % en janvier. - Les prix des gros États-Unis, censés préfigurer l'évolution des prix de détail, ont baissé de 0,3 % en janvier, le plus forte baisse en 14 mois. En décembre, les prix des gros avaient baissé de 0,1 %, au lieu des 0,2 % précédemment annoncés. La baisse des prix des gros est la plus forte prévue pour janvier, puisque les experts anticipaient une baisse de 0,1 %. Cette nouvelle statistique confirme que les pressions inflationnistes sont maîtrisées, conduisant certains analystes à envisager une hausse des taux d'intérêt américains.

Production industrielle : - 0,2 % en janvier. - La production industrielle américaine a baissé de 0,2 %, en janvier, enregistrant la troisième baisse consécutive et la plus forte diminution depuis près d'un an (- 0,9 % en février 1991). La production industrielle a baissé de 0,4 % en décembre et de 0,3 % en novembre 1991. Le recul de janvier confirme l'affaiblissement de l'activité dans l'industrie, qui avait, à l'origine, une légère reprise en la croissance américaine l'été dernier.

GRANDE-BRETAGNE

Prix de détail : - 0,1 % en janvier. - L'inflation a reculé beaucoup plus que prévu en janvier en Grande-Bretagne (- 0,1 %), après deux mois de reculs consécutifs, mais les nouvelles données de la production industrielle annoncées le 14 février ont renforcé le pessimisme sur la reprise rapide de l'économie. Le recul des prix de détail en janvier est à l'opposé des prix pétroliers, qui ont augmenté de 1,4 % en janvier, et des prix de l'habillement, où les prix ont baissé de 5,1 % par rapport à décembre.

La fusion de COMIPAR et de Pallas Holdings

Le second retour de M. Gérard Eskénazi

La fusion de la Compagnie industrielle de Paris (COMIPAR), créée par M. Gérard Eskénazi, et de Pallas Holdings, créée par M. Pierre Moussa, plus que l'absorption d'un organisme financier par un autre. C'est la suite d'une longue histoire entre deux amis de longue date, deux anciens de Paribas, le second à la main et premier.

En annonçant, à la veille du week-end, la fusion de la Compagnie industrielle de Paris (COMIPAR) et de Pallas Holdings, structure créée et présidée par M. Pierre Moussa, M. Gérard Eskénazi effectue, à soixante ans, son second retour sur la scène financière. Le premier avait eu lieu au début de 1982 lorsque M. Eskénazi, directeur général du groupe Paribas nouvellement nationalisé, quitta ses fonctions après la démission du PDG, M. Moussa, pour développer la société helvétique Fargesa. Cette dernière, avec l'aide et les capitaux du banquier Albert Frère et du canadien Paul Desmarais, acquit le contrôle de Paribas-Suisse, celui du Groupe Bruxelles-Lambert (GBL), un moment, 4 milliards de dollars.

En septembre 1990, la suite d'un conflit avec M. Frère et Desmarais qui avait éclaté sept mois plus tôt, M. Eskénazi quitta la fonction de président de Fargesa et de vice-président administrateur délégué de GBL. Le second retour s'amorça en janvier 1991, lorsque M. Eskénazi, riche de ses relations, de ses amitiés et de son expérience, créa la COMIPAR, au capital de 2 milliards de francs, en association avec la puissante Société bancaire suisse (SBS), actionnaire à 20 %, et des partenaires comme Schneider, Elf-Aquitaine, AGF, GAN, le groupe Pinault et Racamier (ORCOPI).

Après des acquisitions dans l'agroalimentaire, 40 % de Midial (fruits confits) et 20 % de Marie-Briard, COMIPAR, en septembre dernier, annonça un projet simple de coopération étroite et d'association avec le groupe Pallas, que M. Moussa avait patiemment édifié depuis 1983. Les grands partenaires internationaux. COMIPAR devait acquérir 25 % de Pallas Holdings, dont la Banque Pal-

las-France (ex-BPGF), était appelée à fusionner avec la Banque Stern, filiale de la SBS, dernière devenant actionnaire à 35 % du nouvel établissement présidé par M. Jacques-Henri David, ancien numéro deux de Saint-Gobain.

Aujourd'hui, va beaucoup plus loin, car COMIPAR fusionne carrément avec Pallas Holdings pour prendre le nom de Compagnie industrielle Pallas, l'égide de M. Eskénazi. Par ailleurs, COMIPAR rachète la SBS la Banque Stern à Schneider la petite Banque Morhange pour les fusionner avec la Banque Pallas France, devenue Banque Pallas Stern, 1 milliard de francs. Enfin, COMIPAR détendra 50 % dans une invest. société Pallas Holdings, créée en 1990 pour développer et gérer des participations internationales, dont M. Moussa présidera le comité stratégique. Celui-ci la Compagnie industrielle Pallas.

Des conditions délicates

En clair, cela veut dire que M. Pierre Moussa, âgé de soixante-dix ans, la main à son vieux ami Gérard Eskénazi, dans des conditions, il est vrai, un peu délicates : effet, la Banque Pallas-France est très engagée dans l'immobilier avec 7 milliards de francs de crédits accordés à promoteurs et à marchands de biens pour des programmes très bien situés mais qui souffrent actuellement d'une forte décade par suite de la crise. Les engagements étant disproportionnés par rapport à ses fonds propres, la Banque a déjà fait appel à la BRED pour porter le montant du fardeau, mais c'est insuffisant. M. Moussa de dans le giron de COMIPAR, elle a provisionné lourdement (plusieurs centaines de millions) crédits immobiliers après audits. Cette opération de consolidation, conséquence de la spéculation des années 1988-1990 de la chute des prix des locaux, en annonce d'autres qui permettront d'éviter d'éventuelles défaillances mais seront douloureuses.

Quant à l'état-major de la Banque Pallas-France, présidé par M. Gilles Brac, la Perrière, chacun y faisait peu ce qu'il voulait. M. Pierre Castenfeldt, intime collaborateur de M. Moussa, responsable des diversifications coûteuses, notamment l'intermédiation financière. Après le départ de M. Castenfeldt pour Pallas Investment, M. Jacques-Henri David sera comme vice-président membre actif à l'état-major, M. la Perrière.

Certes, une grande complémentarité existe entre les deux groupes, Pallas disposant des équipes COMIPAR des capitaux. Mais le prix payé par COMIPAR a dû être sensiblement abaissé, au grand mécontentement des actionnaires de Pallas. Quant au nouvel ensemble, riche d'importantes liquidités (3 milliards de francs), le même actionnaire que COMIPAR, il se tient prêt à investir en France et à l'étranger, dans l'optique de partenariat stable à long terme qu'affectionne M. Eskénazi.

FRANÇOIS RENARD

COMMUNICATION

Grâce à décret en préparation

Radio-France devrait voir accorder un droit limité à la publicité de marques

M. Georges Kiejman, ministre de la communication, persiste à signer : malgré l'opposition du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Radio-France devrait voir accorder prochainement, par décret, le droit d'ouvrir son antenne à la publicité de marques. Invité vendredi soir de l'émission « Objections » France-Inter, M. Kiejman a précisé que la publicité de marques sur Radio-France est limitée à certains domaines économiques (la finance (banques et assurances), les transports (automobile incluse), les télécommunications. Pour tenter de désengorger la coïncidence des radios privées, notamment de Radio-Monte-Carlo, Europe 1 et RTL, qui craignent une diminution de leurs parts de marché, M. Kiejman a précisé que le droit de publicité de marques, initialement instauré trente minutes par jour, a été ramené à vingt minutes par jour. Outre, les antennes locales de Radio-France exclues de l'autorisation.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 10 AU 14 FÉVRIER 1992

PARIS

Loin des sommets

+0,2% Si la place parisienne n'a pas brillé tout au long de la semaine, la période qui vient de s'écouler n'a guère été plus brillante. Le bilan global, malgré tout positif, est en partie à la séance du jeudi 13 février où les gains de l'indice ont avoisiné 1 %. Mis à part l'annonce de l'annulation de la semaine de la Réserve fédérale américaine, mardi 11 février, les investisseurs ont attendu que la Fed baisse ses taux, si toutefois le besoin s'en faisait sentir, mais que les derniers efforts consentis à la fin de l'année dernière devraient être suffisants pour aboutir à des résultats d'ici peu.

Côté indicateurs, la progression de la demande d'allocation chômage pour la semaine arrêtée le 1^{er} février paraît plutôt mal reçue, puisque les « bonnes nouvelles » diffèrent dans l'immédiat un assouplissement du crédit. En revanche, la baisse des prix de gros annoncée vendredi 14 février tendrait à démontrer que l'inflation est maîtrisée, une détente du loyer de l'argent deviendrait donc envisageable. Le recul de la production industrielle (-0,9 %) pour le mois de février confirme l'affaiblissement de l'activité industrielle et c'est précisément l'industrie qui avait suscité la légère reprise de l'été dernier. Dernier facteur à ne pas négliger, les prochaines échéances électorales américaines.

La reprise y sera-t-elle au rendez-vous ? D'un jour sur l'autre,

les nouvelles venant des États-Unis, qu'elles concernent les opérations trimestrielles de refinancement du Trésor, la production industrielle, les prix de gros ou les prix à la consommation, ont été pour la plupart positives. La reprise de la semaine, à la différence de la précédente, n'a pas été unilatérale, puisque celle d'Exor, effectuée le lundi 10 février, a été compensée par la baisse de la semaine dernière, suspendue depuis le 17 janvier dernier, s'est avérée à des prix nettement supérieurs aux prix proposés par les offres publiques d'achat (OPA) en cours, qui étaient respectivement de 1 475 F pour Perrier et de 1 320 F pour Exor. Au final, il s'est négocié cette semaine près de 130 000 titres pour l'Arab Bank, dont le siège est situé à Bahrein. Ces titres (représentant 1,4 % du capital) pourraient être achetés, selon les milieux boursiers, pour un prix de 1,50 F par titre, soit un rendement de 10 %.

L'Air liquide aura également placé 7 % de son capital, soit 130 000 titres, d'un montant de 1,50 F par titre, soit un rendement de 10 %. Selon un porte-parole de la société interrogé par l'agence Reuters, l'Air liquide cherche à placer 7 % de son capital, soit 130 000 titres, d'un montant de 1,50 F par titre, soit un rendement de 10 %. Selon un porte-parole de la société interrogé par l'agence Reuters, l'Air liquide cherche à placer 7 % de son capital, soit 130 000 titres, d'un montant de 1,50 F par titre, soit un rendement de 10 %.

Notons encore, pour cette semaine, la division du nominal de Total par quatre (quatre). Enfin pour finir, l'europerformance, dans son commentaire sur l'encours et

les souscriptions de l'Exor pour la semaine du 10 au 14 février, ont été pour la période écoulée les rachats l'ont emporté sur les souscriptions en ce qui concerne l'Exor. L'Exor a été diversifiée à hauteur de 4,1 milliards de francs. Les liquidités retenues s'investissent, mais les professionnels, dans les marchés monétaires et les produits à taux garantis. A l'occasion de ces OPCVM (Organismes de placement collectif à valeurs mobilières) assortis d'une garantie de rémunération, leur succès croissant a amené la Commission des opérations de Bourse (COB) à faire quelques observations à destination des investisseurs dans le souci de mieux informer le public.

D'ores et déjà les documents financiers émis par les gestionnaires mentionnent le rendement actuariel annuel brut garanti à l'épargnant. Une comparaison objective entre les produits, n'est pas la première fois que l'Exor s'intéresse à ce type de produit. Dans son rapport annuel pour 1990, l'organisme de contrôle précisait déjà que « la nature de l'engagement devait être clairement définie et être formalisée, lors de la souscription, dans un document contractuel liant le porteur de parts à l'établissement ». De plus, l'établissement garant doit présenter une surface financière suffisante, propre à garantir les engagements vis-à-vis des porteurs de parts. Si le consommateur commence à s'attaquer à la Bourse...

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Résolument optimiste

+0,6%

Wall Street a gagné du terrain au cours de cette semaine, démontrant ainsi que les investisseurs continuent à parier sur une reprise de l'économie américaine. Cet optimisme a tout d'abord été encouragé par les propos de M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, qui a déclaré que la Fed pourrait assouplir sa politique monétaire si nécessaire. La bonne disposition des détenteurs de capitaux a ensuite été renforcée par les résultats jugés satisfaisants des deux premières parties de l'adjudication tripartite du Trésor américain. En revanche, les niveaux plus élevés des taux de l'émission des bons à trente ans ont pesé sur le marché. En conséquence, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes, qui avait connu un record mercredi à 3 276,83, a rétrogradé à 3 245,97 (c. 3 225,40).

Cette impression moins favorable n'a pas été dissipée par la série d'indicateurs, pour la plupart favorables, publiés jeudi et vendredi par le gouvernement.

L'administration a fait part d'une hausse de 0,6 % des dépenses de détail et d'un recul de 0,3 % de l'indice des prix de gros en janvier ainsi que d'une diminution des demandes d'allocation-chômage pendant la dernière semaine de

même mois. Mais ces chiffres ont également tenu compte de l'annonce d'une chute de 0,9 % de la production industrielle en janvier. Ces statistiques mitigées ont incité les analystes à l'opportunité d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Les investisseurs ont l'expectative.

Certains estiment qu'une telle mesure s'impose rapidement pour s'assurer que l'économie, très affaiblie, sortira bien de la récession. D'autres, en revanche, préconisent la patience en faisant valoir que le niveau du loyer de l'argent est déjà suffisamment bas pour stimuler la croissance.

14 février : 3 245,97 (c. 3 225,40).

	Cours 7 fév.	Cours 14 fév.
Alcoa	64	67 3/4
AT&T	36 7/8	38 1/2
Bearing	49 5/8	46 1/8
Chase Man. Bank	23	23
De Pont de Nemours	48 1/8	47 3/4
Eastman Kodak	46 3/4	46 3/4
Exxon	38 1/2	38 1/4
Ford	33 1/2	37 1/8
General Electric	77 1/4	77 1/8
General Motors	34	38
Goodyear	60 1/8	62 1/2
IBM	89 1/8	89 3/8
ITT	38 3/4	38
Mobil Oil	63 1/8	63 1/8
Pfizer	72 5/8	71 3/4
Schlumberger	58 1/8	61
Tosco	59 1/8	60 1/2
U.S. Corp. (ex-Alteq)	108 1/8	108 1/8
Union Carbide	23 1/8	24 5/8
United Tech.	51	51 1/8
Westinghouse	18 7/8	19 1/4
Xerox Corp.	80 3/4	79 1/4

TOKYO

Baisse sur fond de scandale

-5,5%

La percée du dollar et l'arrestation de quatre personnes impliquées dans le scandale politico-financier de la Nikkei ont pesé sur la tendance de la Bourse de Tokyo. D'un vendredi sur l'autre, le Nikkei a reculé de 1 223,26 points, soit 5,5 %, à 21 883,86 points. Il avait progressé de 84,07 yens la semaine précédente. Le marché a été très tendu, avec un volume moyen quotidien échangé inférieur à 100 millions de titres.

Les investisseurs n'ont guère porté à l'achat une partie des causes des révolutions sur le scandale Sagawa Kyubin, dans lequel près de deux hommes politiques soupçonnés d'avoir touché des sommes d'argent, tant au sein du parti libéral (LDP) qu'au sein de la députation d'opposition.

La défaite des candidats du parti libéral a pu avoir un effet sur une élection partielle. Nara avait contribué lundi à plonger l'indice à 21 883,86 points. Après la fermeture du marché, les hommes politiques du National Founding Day, jour férié, les investisseurs ont repris une

nouvelle baisse de 1,27 % du Nikkei mercredi. Jeudi, poursuivi par le recul de l'indice, l'annonce de l'arrestation de l'ancien président de Sagawa Kyubin et de quatre autres personnes a fortement déprimé le marché. L'indice a baissé de 2,4 %. Toutefois, selon un opérateur, les arrestations ne devraient pas peser sur le marché. Les investisseurs ont cependant retiré leurs fonds de la Bourse de Tokyo. La pression de ventes d'arbitrage liées aux ventes jusqu'au 13 mars, jour de clôture des contrats.

Indices du 14 février : Nikkei, 21 883,86 (c. 22 107,12); Topix, 1 553,31 (c. 1 627).

	Cours 7 fév.	Cours 14 fév.
Alai	726	718
Bridgepoint	1 150	1 090
Canon	1 350	1 350
Fuji Bank	2 280	2 120
Honda Motor	1 510	1 370
Mitsubishi Electric	1 450	1 370
Mitsubishi Heavy	4 650	4 620
Sony Corp.	4 280	4 180
Toyota Motor	1 470	1 420

LONDRES

Morose

-0,1 %

Après une envolée en début de semaine, la Bourse de Londres a été marquée par une spéculation sur un abaissement du taux d'intérêt, l'enthousiasme des investisseurs a été retombé à la Bourse de Londres. Les poids lourds des pressions économiques et politiques, par exemple, au vendredi 11 février, l'indice Footsie a perdu 3,3 points, soit 0,1 %, terminant à 5 133,9. Le marché a été vers le bas par plusieurs facteurs : pessimisme sur l'économie britannique, l'annonce de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) que le chômage a augmenté de 1,2 % en janvier, la Banque d'Angleterre. Des statistiques décevantes sur la production industrielle ont pesé sur le marché.

Indices FTSE du 14 février : 5 133,9 (c. 5 172,20); 30 valeurs, 1 950,90 (c. 1 958,90); mines d'or, 141,10 (c. 141,70); fonds d'Etat, 88,06 (c. 88,17).

	Cours 7 fév.	Cours 14 fév.
Bowater	7,49	7,38
BP	2,76	2,68
Charter	5,21	5,21
Comptons	5,13	5,13
De Beers	15	14,62
Glaxo	8,13	8,12
Glaxo	19,25	19,25
ICI	12,50	12,67
Renfrew	10,85	11,38
Shell	4,73	4,66
Unilever	9,13	9,22
Victors	1,68	1,67

FRANCFORT

Consolidation

-0,5 %

La semaine boursière à Francfort s'est achevée quasiment à son niveau initial avec un recul de 9,04 points de l'indice Dax à 1 676,48 (c. 1 685,52) la semaine précédente. Aucune modification des données fondamentales n'a pu servir de soutien à la consolidation poursuivie à l'intérieur des fourchettes prévues par les chartistes. Les institutionnels sont restés dans l'expectative, les seuls à mettre un peu d'animation étant des gestionnaires de portefeuilles à la recherche de valeurs délaissées. Les perspectives positives, mais incertaines, des négociations salariales conjuguées aux changements de la semaine prochaine.

Indices du 14 février : DAX, 1 676,48 (c. 1 685,52); Commerzbank, 1 943 (c. 1 945).

	Cours 7 fév.	Cours 14 fév.
ANF	229,10	225
BASF	245,50	243,70
Bayer	303,30	291,70
Commerzbank	260	259
Deutsche Bank	703	700,50
Hoechst	249,10	247,30
Karstadt	634,50	633,20
Mannesmann	665,10	663,30
Salzmann	342	335,80

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	14-2-92	Diff.
AGF	510	+ 16,20
AXA	890	+ 12
BNP	116,10	+ 0,10
Banque Paribas	497,20	+ 4,20
Cetelem	724	+ 10
CFP	191	+ 7,40
CGP	940	+ 1
Changé	305	+ 1
Changé	148	+ 38
C. Local de France	224,50	+ 4
CPA	249	+ 11
Eurofinance	400	+ 1
GAN	1884	+ 34
Loire	700	+ 4
Paribas	377	+ 0,80
Schneider	641	+ 24
Société générale	805	+ 8
Sovac	803	+ 10
Suez (C. fin.)	314,50	+ 0,50
UAP	539	+ 3

Alimentation

	14-2-92	Diff.
Béghin-Say	589	+ 9
Bouffier	2 800	+ 80
BSN	1 085	+ 7
Carrefour	2 417	+ 64
Casino, G., Par.	157,10	+ 9,70
Guyenne-Glacé	1 504	+ 19
LVMH	4 394	+ 1
Orpère	166,50	+ 0,40
Parnet-Ricard	1 455	+ 14
Promodé	2 975	+ 25
Saint-Louis	1 280	+ 35
Soupe Pétrole	1 271	+ 1
Nestlé	25 670	+ 320

Filatures, textiles, magasins

	14-2-92	Diff.
Agache (Fin.)	980	+ 36
AWA	685	+ 10
Dunlop	2 550	+ 50
DMC	279,20	+ 11,80
Gal. Lafayette	1 500	+ 1,50
Neon. Glacé	455	+ 2
Primatex	875	+ 27
La Redoute	5 230	+ 50
SCA	19,50	+ 0,95

Pétroles

	14-2-92	Diff.
BP-France	122,70	+ 0,30
ELF-Aquitaine	359,40	+ 1,30
Esso	658	+ 13
Primatex	690	+ 41
Sogepax	374	+ 2
Total (div. par 4)	254,90	+ 800,1
Exxon	320,20	+ 1,80
Petrolina	1 715	+ 1
Royal Dutch	436,20	+ 4,30

Mines d'or, diamants

	14-2-92	Diff.
Anglo-American	194,10	+ 6,90
Anglo	370	+ 3,90
Bul. Gold M.	48	+ 0,30
De Beers	140	+ 6
Drief. Cons.	64,60	+ 1,65
Genor	16,50	+ 0,05
Harmony	33	+ 0,40
Randfontein	28,50	+ 1,15
Sainte-Hélène	36,10	+ 0,40
Western	190	+ 11

Matériel électrique

	14-2-92	Diff.
Alcatel-Matthieu	594	+ 7
CSE	245	+ 3,70
Général des eaux	2 109	+ 12
Interchimie	705	+ 5
Labinal	700	+ 7
Legrand	3 920	+ 70
Lyon. des eaux	479,50	+ 0,10
Matra	175,50	+ 4,20
Moulin	505	+ 5
Radetech	166,60	+ 1,10
NRB	1 880	+ 8
Sat. Avionique	227,90	+ 11,60
Thomson-CSF	153,80	+ 5,50
IBM	501	+ 9,10
ITT	334,30	+ 24,30
Schlumberger	335,10	+ 21,10
Siemens	2 268	+ 3

Valeurs à revenu fixe

Indexé

	14-2-92	Diff.
8,30 % 1977	124	+ 0,10
10 % 1978	100,30	+ 0,24
9 % 1979	100,20	+ 0,25
10,80 % 1979	100	+ 0,55
CNE 1 %	101,50	+ 0,01
CNE 3 %	4300	+ 20
CNE 5 000 F	98,40	+ 0,05
CNE 5 000 F	98,01	+ 0,05
CNE 5 000 F	98,35	+ 0,85
CNE 5 000 F	98	+ 0,80

Bâtiment, travaux publics

	14-2-92	Diff.
Avail. d'entr.	1 112	-
Bouygues	561	- 5
Ciments français	280	+ 2,90
OTM	370	- 2
Innovec Phénix	145	- 5
J. Lefebvre	890	+ 25
Lafarge-Coppée	313,70	+ 2,30
Poliet	440	+ 1,50
SGE-SB	223	+ 9,50

Valeurs diverses

	14-2-92	Diff.
Accor	723	- 5
Air liquide	727	+ 31
Alcatel	1 654	+ 12
Alcatel	669	+ 11
BP	916	+ 10
CGIP	1 131	+ 51
Club Méd.	480	+ 30
Esso	388,50	+ 28,50
Euro Disney	150,80	+ 0,20
Europe 1	916	+ 1,85
Eurotunnel	45,25	+ 1,85
Groupe Cite	480	+ 3,90
Hachette	159,10	- 5
Havas	145	+ 5
Marine Wende	319	+ 6
Navigation miste	1 185	+ 5
Nord-Est	97,70	+ 4,30
L'Oréal	725	+ 1,40
Salat-Cobain	486,80	+ 1,40
Snoff	1 129	+ 2
Sauvage Châtillon	236,10	+ 3,10
Sais Rassignol	847	+ 2

MATIF

Notionnel 10 % - en pourcentage du 1^{er} février 1992

Nombre de contrats : 152 242 environ.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Premier	107,92	109,34	109,46
+ haut	107,96	109,36	109,46
+ bas	107,68	109,08	109,46
Dernier	107,70	109,10	109,46

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	7-2-92	10-2-92	11-2-92	12-2-92	13-2-92
RM	1 877	1 891	2 100	2 100	2 226 047
Comptant	5 395 338	7 251 155	11 845 545	11 845 545	4 879 135
R. et obl.	75 012	51 000	40 704	73 234	98 965
Total	7 347 930	9 194 940	8 037 349	7 332 443	7 204 147

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	10-2-92	11-2-92	12-2-92	13-2-92	14-2-92
France	107,1	107,3	107,4	107,4	108,1
Étrangères	104,1	103,9	104,5	105	105,2

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	10-2-92	11-2-92	12-2-92	13-2-92	14-2-92
Indice gén.	501,2	503,9	503,1	503,1	504,3

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une option valorisée

Le Crédit foncier de France vient d'émettre un des plus grands emprunts jamais lancés par un débiteur public en France. La dimension de son opération est à la mesure de celle des Trésors publics des pays importants ou des principales organisations internationales de développement. D'une durée de douze ans, l'affaire porte sur 750 millions d'euros au minimum. Elle pourra être augmentée jusqu'à 1 milliard d'euros, soit l'équivalent d'environ 7 milliards de francs français. On en connaît le montant précis mercredi 26 février, lorsque les banques qui se sont engagées à placer les titres auront répondu à la proposition qui leur est faite d'accroître d'un tiers, aux conditions initiales, la part qui leur revient.

C'est la première fois qu'une telle possibilité d'augmentation est laissée aux banques dans le cadre d'une émission en euros. La formule provient du marché des titres en francs, où elle est couramment appliquée. Jusqu'à présent, elle n'avait été utilisée que dans un seul autre compartiment, celui du dollar américain, à la fin de l'année dernière à l'occasion d'un emprunt du Crédit lyonnais. Son usage est visiblement destiné à s'étendre, maintenant qu'à l'étranger on en découvre les mérites.

Pour le débiteur, c'est un moyen de moduler la taille de sa transaction en fonction de l'évolution du niveau de l'intérêt. Si les taux restent stables ou diminuent, il a toutes les chances de lever le maximum prévu. Si, au contraire, les rendements montent, il devra se contenter du minimum. Il n'aura toutefois rien à regretter puisqu'il aura évité de trop solliciter un marché qui allait se détériorer. Les banques, qui ont quelques jours pour se décider, apprécient l'option qui leur est offerte et cherchent à la valoriser. Il est évident que si le marché s'améliore, ce sera tout à leur avantage. Elles disposeront à bon compte, aux conditions qui prévalaient encore quelques jours auparavant, d'un supplément de titres qu'il leur sera facile

de placer. Les premières transactions effectuées entre intermédiaires financiers ont montré tout le parti que les spécialistes pouvaient tirer de cette possibilité d'augmentation. Les nouveaux titres du Crédit foncier se sont négociés jeudi de deux façons, avec et sans option, comme si aux obligations avaient été joints de véritables bons de souscription permettant d'acquiescer des titres supplémentaires.

Paribas, à qui a été confié le soin de diriger cet emprunt, a choisi d'attribuer les obligations d'un coupon d'intérêt de 8,375 %. Au départ, jeudi, les titres étaient proposés aux investisseurs de franc à leur procurer un rendement de 8,55 % l'an, soit 7 points de base (ou centième de point de pourcentage) de plus que les obligations de référence émises en euros par le Trésor français. Cette marge, parfaitement appropriée sur ce marché, semble très mince si on la compare à celle qu'il aurait fallu retenir pour un emprunt libellé en francs français. Le rendement des fonds d'Etat en euros et en francs est en gros le même. Toutefois, pour les investisseurs autres que l'Etat, emprunter en francs coûte beaucoup plus cher car, pour être accepté sur ce marché, il faut se distancer d'avantage des obligations du Trésor.

Pour le Crédit foncier, le surcoût serait de l'ordre de 27 millions de francs. Des comparaisons de ce genre n'ont de sens, bien sûr, que si on exclut tout risque de change entre l'euro et le franc français. C'est bien ce qu'on fait actuellement à Paris, où les autorités ne ménagent pas leurs efforts pour développer sur place le marché de l'euro.

D'une façon générale, l'opération du Crédit foncier est bien décalquée jusqu'à présent, compte tenu des difficultés de la conjoncture financière. Le marché, dans son ensemble, est dans une situation très délicate. Partout se produit une assez vive réaction à la forte amélioration du début de l'année. Les investisseurs se montrent beaucoup plus sélectifs qu'il y a quelques semaines. Parmi les autres émissions françaises de la semaine

passée, celle que le Crédit national a émise en dollars des Etats-Unis a particulièrement retenu l'attention. Il s'agit d'une opération d'un montant relativement faible, 60 millions de dollars, qui viendra à échéance en l'an 2000. L'intérêt que lui portent les spécialistes tient à la nature de la transaction, un emprunt complexe dont le rendement à l'échéance dépendra de la performance des Bourses américaines, telle que la reflète l'indice Standard & Poor's 500. Les opérations indexées de ce genre s'étaient récemment multipliées dans le compartiment du franc français. Maintenant que le terrain est devenu beaucoup moins favorable en raison de nouvelles dispositions fiscales, elles ont tendance à se développer ailleurs.

Le fait est que la plupart de ces titres libellés en francs étaient destinés à des investisseurs français qui s'en débarrassaient maintenant qu'ils risquaient d'être imposés comme s'ils touchaient un revenu annuel, alors que rien ne leur sera versé avant le remboursement et qu'ils ne sont pas actuellement en mesure de prévoir le rendement que leur procureront leurs titres à l'échéance. L'emprunt du Crédit national est également dirigé par Paribas, qui a déchargé le débiteur de tout risque lié à l'indexation de son émission en concluant, dès le départ, un contrat d'échange de façon à lui fournir des francs français qu'il lui faudra rembourser en fonction de l'évolution du taux de l'argent à court terme.

Au calendrier des prochaines émissions en euros figure celle de 490 millions dont la Communauté économique européenne destine le produit à trois pays, la Bulgarie, la Tchécovague et la Hongrie. Ce sera vraisemblablement l'occasion de rouvrir l'emprunt 8,625 % de 250 millions lancé à la fin de l'année dernière par le truchement du Crédit lyonnais et qui court jusqu'en décembre 1997.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Un dollar haussier

Cette semaine, les cours du dollar ont à nouveau rebondi, passant à Francfort de 1,5650 deuschemark à près de 1,63 deuschemark, et à Paris de 5,33 francs à près de 5,55 francs, gagnant davantage que ce qu'il avait perdu la semaine précédente. Ce rebond est le second après celui de la première quinzaine de janvier, provoqué par une rumeur, un peu fantaisiste, suivant laquelle les Européens auraient pressé les Etats-Unis de favoriser une reprise du billet vert. Cette fois-ci, c'est plus sérieux : l'annonce d'une progression de 0,6 % des ventes de détail en janvier aux Etats-Unis, supérieure aux prévisions (à 0,2 %), la nouvelle diminution hebdomadaire des demandes d'indemnités-chômage, et l'augmentation de 23,6 % des ventes de véhicules pendant la première semaine de février ont dopé la devise américaine, qui s'est appréciée de plus de 4 % dans la semaine. « Les indicateurs commencent, pour la première fois, à être positifs », murmuraient-on sur les marchés.

A ce sujet, les opinions continuent à diverger. Pour les uns, comme les

experts de DRI, l'économie américaine est au bas du cycle, prête à redémarrer en 1992, la récession actuelle n'étant pas différente des précédentes. Pour les autres, notamment l'économiste en chef de la firme Aubrey Langston, « il n'est pas sûr que les Etats-Unis sortent de la récession, et il est peu probable que la croissance économique soit très supérieure à 1 % en 1992, en raison de l'absence des problèmes de bilan, de l'endettement général, des difficultés du secteur bancaire dans le domaine immobilier et celui des opérations hors bilan (cautions, avais...) ».

Il est à prévoir que les semaines ou les mois à venir verront une succession d'espoirs et de déceptions, sauf si les signes d'une reprise, si petits soient-ils, se multiplient en et là. En ce cas, comme nous l'avons signalé à plusieurs reprises dans ces colonnes, les opérateurs du monde entier, qui guettent un signe, se précipiteront sur le dollar, dont la remontée ne pourra être freinée plus ou moins temporairement que par les interventions des banques centrales. Tout de même, note Philippe Ithurbide, économiste de la

Société générale, « les opérateurs sont conscients qu'ils ont bien aux Etats-Unis qu'en Allemagne la tendance actuelle des politiques monétaires est en passe d'être inversée, avec des conséquences majeures sur la perception de l'évolution du différentiel d'intérêt entre ces deux pays, ce qui donne de la vigueur au dollar ».

A condition, bien entendu, que la Bundesbank soit sensible au ralentissement de l'économie allemande, ce qui n'est nullement acquis.

Dans le système monétaire européen, la hausse du dollar a affaibli le mark, dont le cours à Paris est retombé à moins de 3,4050 francs, son plus bas niveau depuis cinq mois, c'est-à-dire depuis le début de septembre 1991. Les marchés des changes commencent-ils à comprendre que le mark est, désormais, survalué ?

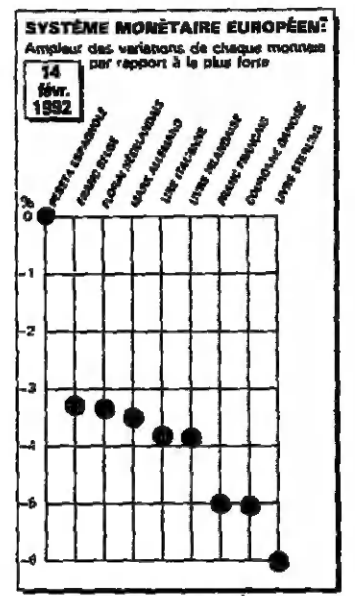
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 FÉVRIER AU 14 FÉVRIER 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire
New York	1,6045	—	18,0777	68,1198	61,3685	2,9806	54,5256	8,0816
Paris	1,5350	—	18,7222	71,6372	63,9795	3,1655	56,8181	8,0849
Bruxelles	3,9981	—	—	37,8418	—	—	—	—
Zurich	9,7750	—	—	381,5992	348,8189	16,5434	392,7074	4,5259
Amsterdam	2,9932	1,4689	26,4647	—	96,8889	4,3795	80,4346	1,1993
Milan	2,5616	1,3960	26,6611	—	89,5154	4,3354	79,5181	1,1860
Frankfurt	2,8782	1,4295	29,7622	111,0013	—	4,8569	88,6495	1,3313
Bruxelles	2,8681	1,5430	29,3410	111,9637	—	4,8540	88,6068	1,3279
Madrid	99,2640	20,55	6,0483	22,8542	38,5891	—	18,2933	2,7410
Barcelone	99,887	32,30	6,0446	23,0649	38,6014	—	18,2954	2,7337
Amsterdam	3,3397	1,8380	33,6591	12,893	112,5686	5,4661	—	1,4963
Milan	3,2284	1,7669	33,3631	13,687	112,488	5,4658	—	1,4953
Paris	216,136	13,24	310,6596	833,7074	751,1596	36,4828	667,9336	—
Madrid	2159,795	11,77	228,9408	843,1232	753,039	36,5527	668,75	—
Barcelone	225,7897	127,00	23,0394	87,0572	78,4289	3,8892	69,6837	0,1044
Tokyo	229,5585	125,10	23,4841	89,6131	80,0383	3,8850	71,8795	0,1062

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 février, 4,340375 F contre 4,35819 F le vendredi 7 février 1992.



Taux calculés par rapport aux cours antérieurs de la Banque de France.

MATIÈRES PREMIÈRES

De l'étain contre de la cocaïne

Sur les marchés de matières premières déprimés par la surproduction et la récession mondiale, la frontière entre le licite et l'illicite est de plus en plus poreuse. Au début des années 80, lorsque le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale ont mis au point les premières grammaires d'ajustement structurel, l'un des objectifs affichés était d'inciter les pays en développement à maximiser leurs recettes d'exportation. Autrement dit, les économies du tiers-monde étaient invitées à accroître leur production et leurs échanges de matières premières, qui restaient leurs sources principales de devises.

Cette stratégie reposait sur un a priori que les années 80 se sont chargées de démentir : le rôle des matières premières comme moteur du développement. Après l'effondrement des prix de 1979, consécutive au second choc pétrolier, les cours se sont à nouveau effondrés, les denrées tropicales menant la danse (café, cacao, sucre de canne, coton), suivies par la plupart des métaux non ferreux. L'année 1985 fut ainsi marquée par la terrible crise de l'étain, un métal ancien, aux usages désormais très limités (la fabrication), dont étaient tributaires plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine : la Malaisie et l'Indonésie, la Bolivie et, à un degré moindre, le Brésil. C'est ce dernier pays qui, avec la Chine, provoqua la chute des prix en décidant, sans aucune concertation avec les autres producteurs, d'accroître de façon spectaculaire ses exportations.

Les mineurs descendent par millions dans la vallée du

Chapare, une zone tropicale où ils se mirent à cultiver « l'herbe de l'Inca », la coca. Ce fut le premier épisode marquant de ce rapprochement entre le licite et l'illicite sur les marchés de matières premières. La semaine passée, le journal *Folha de São Paulo* a révélé que près de 300 tonnes de cassitérite, le minerai d'étain, étaient passées tous les mois en contrebande en Bolivie. Les auteurs de ce trafic seraient des Brésiliens de la mine de Bom Futuro, le plus grand gisement à ciel ouvert du monde, qui fournit 10 % de la production du globe. D'après le journal brésilien, la marchandise extraite en fraude dans l'Etat amazonien du Rondonia est échangée contre de la cocaïne.

En juillet dernier, le gouverneur de l'Etat du Rondonia avait décidé la fermeture de ce site, estimant que l'exploitation de l'étain entraînait une dégradation de la forêt. A l'approche de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement prévue en juin prochain à Rio-de-Janeiro, le Brésil montre ainsi sa volonté de « balayer devant sa porte ». Malgré cette interdiction, les *garimpeiros* (mineurs) ont continué à travailler dans la mine, sous la surveillance de 120 gardarmes et de 40 policiers fédéraux.

Lors de leur récente rencontre à Manaus, le président brésilien Fernando Collor et son homologue bolivien Paz Zamora ont évoqué la contrebande de la cassitérite de Bom Futuro contre de la cocaïne de Bolivie. Un phénomène qui est loin d'être négligeable : La Paz se redonne en quelques années le quatrième producteur mondial d'étain sans avoir déve-

loppé ses propres mines. Bom Futuro était, avant sa fermeture, exploitée pour le compte de l'entreprise brésilienne d'étain (Ebsa) par une coopérative de 300 mineurs, la Cogar, et environ 1 000 personnes au total vivent dans la région de la mine. La production de Bom Futuro était de 2 000 tonnes de concentré de cassitérite par mois, ce qui équivaut à un tiers de la production du Brésil, qui reste le numéro un mondial de l'étain.

La contrebande de l'étain n'est pas propre à l'Amérique latine. En Asie, le métal thaïlandais est régulièrement l'objet de détournements. Des pratiques qui nuisent, s'il en était besoin, aux efforts de contrôle des exportations consentis par la plupart des grands producteurs. A l'exception du Brésil et de la Chine, bien que ces derniers aient, ces dernières années, accepté de limiter quelque peu leurs ventes.

Mais c'est en Afrique que les risques d'explosion de l'« illicite » sont les plus grands. L'effondrement spectaculaire des prix du café et du cacao incite un nombre grandissant de pays à cultiver le cannabis à plus grande échelle. Des essais de plantations de coca ont même été signalés dans plusieurs zones isolées du Cameroun et du Nigeria. Les matières premières, pour la plupart, ne font plus vivre ceux qui les cultivent ou les extraient. A l'exception de ces « fleurs du mal » qui, de la coca au cannabis en passant par le pavot à opium, dégagent de terrifiantes fumées noires sur le tiers-monde.

ÉRIC FOTTORINO

Réorganisation

La SBF se recentre sur la diffusion de l'information boursière

La Société des Bourses françaises (SBF) a annoncé jeudi 13 février son recentrage sur ses métiers de base, selon l'expression consacrée. Dans cette optique, l'organisme chargé du fonctionnement du marché vient de procéder à une série d'accords en matière de diffusion d'informations boursières et financières. Simultanément, la SBF vient de céder sa filiale SDIB (Société de diffusion et d'information boursières) à Fininfo et a pris le contrôle de la société de services GL Consultant.

Depuis 1984, les principales activités de diffusion et d'information boursières étaient regroupées au sein de la SDIB. Divisée en trois secteurs, elle employait quarante-cinq personnes et traitait chacune des produits distincts destinés à des

clients très différents. Ainsi, pour les opérateurs de front-office (salles de marché), la SDIB commercialisait le système de diffusion Topval ; pour les services de back-office (post-marché), les systèmes PGD-C et PGD-LINK, et, pour le grand-public, Chronoval et Valscop.

Afin de consolider sa position dans le front-office, qui n'était pas prédominante, la SBF a conclu un accord avec l'autre leader du secteur, GL Consultants SA, pour l'acquisition de 51 % du capital de cette entreprise spécialisée dans les logiciels d'aide à la décision pour les salles de marché. Le montant de la transaction devrait avoisiner les 10 millions de francs. Simultanément, GL Consultants rachètera les produits Topval. Cette filialisation concernera une dizaine

de personnes. Par ailleurs, croyant beaucoup à l'avenir de Chronoval (2 500 décodeurs déjà installés) et à ses possibilités de développement, la SBF va créer une filiale à 100 % pour commercialiser ce produit qui emploiera au total onze personnes.

Enfin, la SDIB et les deux produits restants destinés aux back-offices (PGD-C et PGD-LINK) seront cédés à Fininfo, autre spécialiste de ce secteur avec la Dafsa notamment. Le paiement du prix de cession, 85 millions de francs, sera étalé sur dix-huit mois. Une dizaine de salariés devraient être réemployés par Fininfo, la quinzaine de salariés restants devraient réintégrer la SBF.

F. BN

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un mauvais vent d'Amérique

Les marchés obligataires mondiaux ont été déprimés cette semaine, à la suite du demi-échec de la dernière tranche de adjudications trimestrielles du Trésor des Etats-Unis, 10 milliards de dollars sur trente ans. Les investisseurs ont bougé l'adjudication, dont le rendement est monté, flôtant les 8 %, à 7,91 % en rendement moyen. Les causes de cette bouderie sont multiples. En premier lieu, les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, qui « pense que le montant des liquidités en circulation est suffisant pour remettre l'économie sur la voie d'une croissance durable ». Ces déclarations ont eu un effet désastreux sur la tenue des emprunts à long terme, car elles laissent supposer un arrêt de la baisse des taux à court terme, et donc celle des rendements du marché obligataire.

En second lieu, les prêteurs, inquiets devant l'accroissement du déficit budgétaire américain, voudraient obtenir des rendements plus élevés pour compenser le risque : vieux problème. Enfin, le manque d'intérêt des particuliers provoque une saturation du marché. Sans doute M. Greenspan a-t-il voulu tempérer son propos, en précisant que la Réserve fédérale doit se montrer vigilante. « Si nécessaire, nous nous orienterons vers une nouvelle baisse des taux », comme le pensaient, la semaine dernière, de nombreux opérateurs, après l'annonce d'une nouvelle perte d'emplois dans l'industrie et le commerce. Mais certains analystes relèvent que la masse moné-

taire a recommencé à croître aux Etats-Unis et que la Réserve fédérale pourrait ne pas accentuer l'assouplissement de sa politique, pour éviter d'avoir à la durcir par la suite.

En tout cas, le mauvais vent d'Amérique a refroidi le marché européen. A commencer par le MATIF, où le cours de l'échéance mars est retombé de 108,20 à 107,70, « cassant » le niveau de 108. Du coup, le rendement de l'OAT à dix ans est remonté à près de 8,50 %, contre 8,45 % la semaine dernière. A Francfort, le rendement du Bund dix ans s'est moins tendu mais est tout de même passé de 7,87 % à 7,92 %, soit un écart d'un peu moins de 0,6 point avec l'OAT.

Sur le marché obligataire, l'atmosphère a été plutôt morose et les placements assez lents, pour ne pas dire plus. Ainsi, la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) a reçu un accueil assez frais (les mauvais augures parlent même d'une « colle » pour son emprunt de 1,5 milliard de francs à huit ans et 8,70 % nominal (8,94 % réel sous l'égide de Paribas et de la Société générale. Pour la Caisse nationale des autoroutes (CNA), le placement des 2 milliards de francs à 8,70 %, sous la houlette de Paribas, a été très lent, avec de la « colle » également. L'accueil a été meilleur pour Aéroports de Paris (ADP), 1 milliard de francs à 8 ans et 8,70 % (8,75 % réel), avec quelques touches de l'étranger et l'appui de la notation suprême AAA décernée, vendredi, par l'agence Standard and Poor's-ADP, grâce « au support implicite de l'Etat, résultant du statut d'ADP comme établissement public doté de l'autonomie financière et de sa mission de service public. De plus, ADP a dégagé des résultats financiers satisfaisants sans bénéficier d'aides financières récentes de l'Etat, et bénéficie de la forte croissance du trafic aérien, avec, toutefois, pour conséquence, un gros effort d'investissement et une augmentation rapide de sa dette financière dans les cinq prochaines années ».

La Caisse nationale de crédit agricole, qui dirigeait cette émission, a par ailleurs eu la main verte avec l'emprunt des Provinces de France, dont elle garantit la bonne fin, et dont les 500 millions de francs ont été littéralement « razzés ». Il est vrai que le montant était relativement peu important et que le coupon de 9 % a un effet magique. D'une manière générale, toutes les émissions avec un coupon inférieur à 9 % sont un peu bouclées à l'heure actuelle, les prêteurs trouvant sur le marché du court terme des rendements voisins de 9,7 %. En ce qui concerne le Crédit agricole, premier emprunteur sur le marché domestique en 1991 avec

15,3 milliards de francs, on lui prête des intentions conquérantes en 1992, comme chef de file d'émissions. Ajoutons, enfin, que le durcissement des obligations en France sera ramené de sept ans à cinq ans avec, pour objectif, de la réduire à trois ans.

Sur le front des SICAV court terme, l'événement du début de l'année a été le vil rebond des souscriptions. En novembre dernier, ces SICAV avaient subi de vifs retraits, 10,3 milliards de francs, suivant les statistiques d'Europerformance, qui observait : « C'est une rupture de tendance par rapport aux soldes observés sur la même période des années précédentes (+ 10,5 milliards de francs en novembre 1990, + 9,9 milliards de francs en 1989) ». A l'origine de ce phénomène, on trouvait le resserrement des trésoreries des entreprises et d'un certain nombre de particuliers, professions libérales notamment, dont le chiffre d'affaires a baissé l'an dernier, beaucoup d'agents économiques « tirant » sur leurs disponibilités pour joindre les deux bouts. En décembre, les retraits s'accroissent (— 23,3 milliards de francs), phénomène normal en fin d'année, surtout de la part des entreprises (50 % de l'encours).

Pour le début de l'année 1992, on se demandait si les retraits se poursuivraient. Eh bien, on est fixé : les souscriptions nettes de sicav court terme ont atteint 29,4 milliards de francs, dont 27,5 milliards de francs pour les SICAV monétaires ; leur encours, qui tient compte des intérêts capitalisés, gagne 35,5 milliards de francs, à 957,9 milliards de francs (1 153,3 milliards de francs pour l'ensemble des SICAV court terme, en progression de 38,9 milliards de francs).

Particuliers et entreprises ont donc recommencé à placer des liquidités sur ce produit financier, au détriment des actions (4,1 milliards de francs de retrait sur les sicav de ce genre). Ils ont, tout de même, investi pour 3,1 milliards de francs en SICAV obligataires, signe des temps. Mais on constate toujours une vive affection pour les placements liquides, ce qui n'est pas bon pour les banques auxquelles leurs clients prêtent de plus en plus d'argent au taux de marché, puisque les sicav monétaires s'investissent pour une part en certificats de dépôts émis par ces mêmes banques. Ce n'est pas très bon non plus pour la Bourse, la demande finale en actions s'amenuisant encore.

FRANÇOIS RENARD

PRODUITS	COURS DU 14-2
Café (Londres) Trois mois	1 278 (- 66) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 311 (+ 38) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 859 (- 100) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	256,1 (- 6,9) Francs/tonne
Café (Londres) Mars	859 (+ 1) Livres/tonne
Cacao (New York) Mars	1 078 (- 99) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Mars	427 (+ 25) Cents/bushel
Métal (Chicago) Mars	267 (- 2) Cents/bushel
Soja (Chicago) Mars	172,1 (- 3,3) Dollars/tonne

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Aux Nations unies à Genève

Israël
plusieurs fois condamné
devant la Commission
des droits de l'homme

Israël a été condamné à quatre reprises, vendredi 14 février, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, pour sa politique dans les territoires qu'il occupe. Une résolution sur le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, « réaffirme que l'occupation de la Palestine par Israël constitue une violation flagrante des droits de l'homme et un acte d'agression contre la paix et la sécurité de l'humanité ». Elle a été adoptée par 31 voix pour, 2 contre (États-Unis et Uruguay) et 17 abstentions.

Une autre résolution sur les violations des droits de l'homme en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza a suscité une plus grande opposition (30 pour, 16 contre et 3 abstentions) en raison de la vigueur des termes utilisés. Une troisième résolution demandant au gouvernement israélien de s'abstenir d'installer des colonies, notamment des immigrants, dans les territoires occupés, et une quatrième condamnant l'occupation et l'annexion du Golan syrien. (AFP)

Selon Amnesty International

Des dizaines
d'opposants syriens
auraient été arrêtés

Dans un communiqué rendu public jeudi 13 février à Londres, Amnesty International signale une nouvelle vague d'arrestations en Syrie parmi les membres ou sympathisants du Parti de l'action communiste (PAC). Selon l'organisation humanitaire britannique, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées, début février, à Damas, Lattaquieh et Alep, par les agents des renseignements militaires.

Amnesty International affirme que trois des principaux militants du PAC - MM. Abdel Aziz El Kheir, Bahjat Chaabouet, M. Khadija Dib - qui figurent parmi les personnes arrêtées, étaient depuis longtemps recherchés par les autorités. Ils sont détenus dans des cellules isolées et on craint qu'ils ne soient soumis à la torture. On ajoute qu'ils sont détenus pour avoir exprimé leurs convictions politiques non violentes et qu'en conséquence ils devraient être considérés comme des prisonniers de conscience.

Pour financer l'unification

Le gouvernement allemand impose une hausse de la TVA

A l'arraché, le gouvernement allemand a réussi, vendredi 14 février, à faire avaliser par la deuxième chambre du Parlement, le Bundesrat (qui représente les Länder), une loi de révision fiscale approuvée par l'opposition social-démocrate. La solidarité des Länder de l'Est devant la crise qui les affecte a divisé les rangs du SPD, lui infligeant une sévère défaite.

BERLIN

de notre correspondant

La loi de révision fiscale, adoptée la veille en première lecture par le Bundestag, autorise, notamment, le gouvernement à faire passer le taux minimum de la TVA de 14 % à 15 % à partir du 1^{er} janvier 1993, conformément aux accords communautaires, en prévision de l'ouverture du marché unique. L'augmentation de recettes compensera, dans le budget fédéral, la suppression de l'impôt spécial de 7 % prélevé sur les salaires en 1991-1992 pour financer la réunification. Elle sera versée, pour les deux années à venir, aux Länder de l'Est. Elle doit leur apporter, d'ici à

1994, un surcroît de trésorerie - dont ils ont cruellement besoin - d'environ 33 milliards de deutschemarks. La loi prévoit, en outre, des réductions fiscales pour les entreprises et un relèvement des prestations pour les familles avec enfant.

Grâce à une augmentation, de 35 % à 37 %, de la part de TVA reversée aux régions, les Länder de l'ex-Allemagne de l'Ouest ne sortent pas tout à fait des maigres vides de l'opération. En revanche, ils perdent les fonds d'aides structurelles de 2,8 milliards de deutschemarks. Les dispositions de la nouvelle loi représentent un à-valoir sur les discussions à venir, dans les prochaines années, autour de la répartition de la manne publique entre l'Ouest et l'Est de l'Allemagne.

En récusant au nom de la « justice sociale » une augmentation de la TVA, le Parti social-démocrate, qui pouvait théoriquement bloquer le projet grâce à sa majorité au Bundestag, s'est enfoncé dans une impasse. Il a pris le risque d'apparaître comme le parti de tous les refus à la fois : refus des compromis européens et refus de la solidarité avec l'Est de l'Allemagne. Son attitude a forcé le ministre-président (SPD) du Land de Brandebourg, M. Manfred Stolpe, à rompre la discipline au sein de son parti pour

voter le projet gouvernemental, ce qui a fait pencher la balance en sa faveur.

Au cours des explications de vote, M. Stolpe a reproché à ses amis de ne pas avoir vraiment conscience de la mise de l'Est et de l'urgence de trouver de nouvelles ressources de financement pour les régions de l'ex-RDA. Les dirigeants du SPD, notamment MM. Björn Engholm et Oskar Lafontaine, ministres-présidents de Schleswig-Holstein et de Sarre, avaient estimé, auparavant, que l'augmentation de la TVA passerait sur les salaires et la conjoncture et réclamé, de la part des nouveaux Länder, un peu plus d'attention aux problèmes sociaux de l'Ouest. « La solidarité n'est pas une route à sens unique », a déclaré le bourgmestre de Hambourg.

Menaçé de sanctions, M. Stolpe, l'homme fort du SPD à l'Est, est quasiment intouchable. En revanche, son cavalier seul - qui était prévisible - pose une nouvelle fois le problème du leadership au sein du Parti social-démocrate. Celui-ci ne s'est pas encore remis de sa défaite en décembre 1991, lors des premières élections de l'Allemagne réunifiée, et cherche toujours sa voie entre la défense des acquis sociaux de l'Ouest et le devoir de solidarité envers l'Est.

HENRI DE BRESSON

Premières manœuvres militaires
entre la France et les Emirats arabes unis

Environ un millier d'hommes de la force d'action rapide (FAR), de la marine et de l'armée de l'air françaises participent à des manœuvres, du 22 au 26 février, avec des unités des Emirats arabes unis (EAU), sous la responsabilité du vice-amiral Gérard Gazzano, commandant les forces maritimes en océan Indien.

Ces exercices ont été baptisés « Petit Renard », et c'est la première fois que des manœuvres de ce genre sont organisées entre les deux États. Elles auront lieu dans la région de Al Asmara, au sud-est de Dubaï. Pendant la guerre du Golfe, l'armée française a déployé un détachement dans les EAU, qui ont fait appel à des industriels français pour leur armement.

Du côté français, cet exercice met en œuvre des unités de la marine de la division légère blindée (DLB), de l'infanterie et des hélicoptères de la 4^e division aéromobile (DAM), de Nancy. Outre des navires de la flotte française de l'océan Indien, renforcée de la frégate *Primarque* et de l'aviso *Commandant-Ducuing*, des avions

d'attaque Jaguar participent à l'opération. La plupart de ces formations avaient constitué la division Daguet.

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a prévu de se rendre à cette manœuvre, dans le cadre d'un déplacement du 22 au 26 février, qui devrait dépasser la région et intégrer des visites en Asie, notamment en Malaisie et au Salon aéronautique de Singapour. En effet, les industriels français de l'armement font en ce moment du forcing en direction de certains pays, au Moyen-Orient ou en Asie, qui expriment des besoins nouveaux en matériels militaires et où la rivalité avec les Américains est grande. La participation, sous plusieurs formes, du ministère de la défense français à ces manifestations signifie que le gouvernement entend aider à mieux prospecter ces marchés.

D'autre part, le 25 février, la France a accepté d'envoyer cinq avions au Koweït, qui participent à un défilé aérien marquant le premier anniversaire de la libération de l'émirat.

Un arrêt de la cour d'appel
de ParisLa Fédération française
de football doit cesser
toute discrimination
à l'égard de La Cinq

La cour d'appel de Paris a ordonné à la Fédération française de football (FFF), lundi 10 février, décision rendue publique vendredi 14 février, de « cesser toute pratique de refus systématique et a priori des autorisations de diffusion des rencontres sollicitées au bénéfice de La Cinq ». Estimant que la politique menée par la FFF n'est pas transparente, la cour lui ordonne, en outre, d'« énoncer dans un mémoire déposé au Conseil de la concurrence dans un délai d'un mois (...) les conditions générales dans lesquelles elle est en mesure d'accorder les dites autorisations ».

La Cinq avait fait appel d'une décision du Conseil de la concurrence du 19 novembre 1986, qui avait rejeté la demande de La Cinq de faire cesser les agissements restrictifs de concurrence qu'elle reprochait à la FFF. « Le caractère arbitraire et absolu du refus rendu public par la FFF le 12 octobre 1991 et la précarité notoire de la situation financière de la chaîne de télévision en cause justifient l'adoption sans délai de mesures propres à faire cesser l'atteinte grave et immédiate ainsi portée à ses intérêts », a estimé la cour d'appel.

o JEUX OLYMPIQUES : descente femmes. - La Canadienne Kerrin Lee-Gartner a remporté la médaille d'or de la descente féminine olympique, samedi 14 février à Méribel. L'Américaine Hilary Lindh a pris la médaille d'argent et l'Autrichienne Veronika Wallinger celle de bronze.

Pénalisé par la crise du Golfe et la TGV

Air Littoral
casse ses prix
PÉRIQUEUX

de notre correspondant

La compagnie Air Littoral, qui dessert Bergerac, vient de faire ses comptes. Ils ne sont pas bons. En 1991, la liaison aérienne Agen-Bergerac-Paris a vu sa fréquentation baisser d'environ 20 %, avec 46 874 passagers au lieu de 58 078 en 1990. Ce recul s'explique, bien sûr, par les retombées de la guerre du Golfe et la conjoncture économique. Mais la concurrence du TGV n'est pas étrangère à ces mauvais résultats. Mis en service en septembre 1990, le TGV Atlantique, qui peut être rejoint à Libourne en venant de Bergerac, a capté une partie non négligeable de la clientèle. La compagnie a décidé de réagir en cassant ses prix et en s'alignant sur ceux du rail : les Bergeracois qui se rendent dans la capitale paieront l'aller simple 330 francs au lieu de 1 060 francs. Ces nouveaux prix concerneront 21 des 24 vols hebdomadaires, y compris ceux du week-end. Les responsables partent du principe qu'un fauché occupe mieux à 330 francs qu'un riche à 1 060 francs.

o Crève le 20 février à l'ANPE. - Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFE-CGC de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ont appelé à une grève de vingt-quatre heures pour jeudi 20 février. Ils entendent ainsi s'opposer aux nouvelles directives pour la gestion de la liste des demandeurs d'emploi, définies par un décret publié au *Journal officiel* (le *Monde* du 7 février), « dont le caractère répressif est sans précédent ». Une manifestation est prévue en direction du ministère du travail, ainsi qu'une assemblée générale, « pour décider des suites du conflit ».

M. Charasse médaille d'or de la laïcité

Pour M. Michel Charasse, ministre délégué au budget et, à ce titre, patron des douchiers, les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Mercredi 12 février, il était, en Savoie, à saluer la médaille d'or du douchier Fabrice Guy dans l'épreuve de combiné nordique des Jeux olympiques. Mardi 18 février, il avait prévu de se rendre à Rouen pour saluer la mémoire de Bernard Guille, éplumant douchier, chef de la division des gendarmes Manche-nord du Nord, tué le 19 février alors qu'il tentait de s'imposer lors de l'attaque à main armée d'une agence du Crédit agricole de Grand-Courvilly (Seine-Maritime).

Toutefois, le ministre a fait savoir qu'en raison de ses convictions laïques, il n'avait pas l'intention d'assister à l'office prévu, mardi matin, dans la cathédrale de Rouen et sur lequel devait se tenir M. Jean Locant, maire de la ville, et M. Laurent Fabius, député du Grand-Courvilly. De même, M. Charasse a demandé que la cérémonie civile au cours de laquelle il devait décorer M. Bernard Guille à titre posthume se déroule à l'entrée du cimetière et non pas au parvis de la cathédrale comme cela était initialement prévu.

Pour le ministre du budget, surpris de l'économie que son atti-

tude a pu provoquer sur place, c'est une question de principe. « Les principes de laïcité et de neutralité de la République française ne permettent pas à un représentant du gouvernement de s'exprimer dans un lieu de culte, qui plus est des qualités », souligne-t-il. Et il ajoute : « N'étant pas croyant, je ne vais jamais à l'église, par respect pour la religion. L'important, c'était d'aller à Rouen pour soutenir ceux qui souffrent, comme je suis allé féliciter ceux qui gagnent ».

A l'archevêché de Rouen, on s'étonne de « l'insensibilité » du ministre, et on fait remarquer que les membres du gouvernement assistent habituellement aux obsèques religieuses de fonctionnaires morts dans l'exercice de leurs fonctions. Les remises de décorations n'ont toutefois jamais lieu à l'intérieur des églises.

L'attitude de M. Michel Charasse serait simplement anecdotique si elle ne constituait pas une entorse à la tradition républicaine. « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale (...). Elle respecte toutes les croyances », stipule l'article 2 de la Constitution. Que dirait le ministre de budget d'une ministre de confession catholique qui refuserait de participer aux obsèques religieuses d'un fonctionnaire d'une autre confession ?

La préparation des régionales

A Paris, M. Alain Juppé
présente une liste « rajeunie »

M. Alain Juppé a présenté, vendredi 14 février, les quarante-deux membres de la liste UPR qu'il conduit pour les régionales à Paris. Le secrétaire général du RPR a souligné la volonté « d'équilibrer politiquement et géographiquement » et de « rajeunir » son équipe. Treize de ses candidats sont conseillers régionaux sortants et la liste comprend huit femmes dont deux en position éligible, l'UPR comptant sur le gain de vingt-deux à vingt-quatre sièges.

La liste est ainsi composée : (1) M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, adj. au maire de Paris chargé des finances, dép.; (2) M. Marie-Thérèse Hermange (RPR), adj. à l'action sociale, à l'enfance et à la famille; (3) M. Bernard Plesiat (UDF-PR), adj. au tourisme; (4) M. Philippe Goujon (RPR), adj. à la prévention et à la sécurité; (5) M. Hervé Mécheri (RPR), adj. à la jeunesse; (6) M. Claude Gouguen (UDF-CDS), adj. aux relations internationales, cons. rég.; (7) M. Lucien Rebuffet (UDF), président de la Confédération générale des PME-PMI, cons. de Paris, cons. rég.; (8) M. Jean-Louis Girat (RPR), président du CNPF, cons. de Paris, cons. rég.; (9) M. Jean Loygue (UDF), adj., cons. rég.; (10) M. Claude-Annick Tissot (RPR), adj. au m. du onzième; (11) M. Jean-José Clément (RPR), délégué aux relations avec les Français des DOM-TOM à la mairie de Paris, cons. rég.; (12) M. Marcel Haguet (RPR), président de la chambre des métiers de Paris, cons. rég.; (13) M. Jean-Loup Morici (UDF-rad.), cons. de Paris, cons. rég.; (14) M. Philippe Laffay (RPR), cons. de Paris, cons. rég.; (15) M. Alain Baril (RPR), président au conseil des producteurs, cons. de Paris, cons. rég.; (16) M. Bernard Lohéaux (UDF), secrétaire général des Clubs perspectives et réalités, cons. de Paris.

Paris; (17) M. Bernard Bertry (app. RPR), président du MSP, cons. rég.; (18) M. Vincent Brugère-Trélat (app. RPR), cons. rég.; (19) M. Jean-Charles de Vincenti (UDF-CDS), médiateur de la ville de Paris; (20) M. Embarck Karl (RPR), porte-parole du Conseil national des Français musulmans, cons. rég.; (21) M. Henry Bonnet (RPR), membre du conseil national du RECOURS; (22) M. Philippe Domnati (UDF-PR), cons. de Paris; (23) M. Michel Bulé (RPR), cons. de Paris, premier adj. au m. du dix-neuvième; (24) M. Didier Bariani (UDF-rad.), m. du vingtième; (25) M. Paul Aureli (RPR), cons. de Paris; (26) M. Jean-François Legaret (RPR), cons. de Paris, premier adj. au m. du premier; (27) M. Hervé Benessiano (UDF), cons. du dix-septième; (28) M. Dominique Tibéri (RPR); (29) M. Patrick Ségat (RPR), adj. aux handicaps; (30) M. Sylvie Dumaine (UDF), adj. au m. du seizième, cons. rég.; (31) M. Danièle Glazet (RPR), cons. de Paris; (32) M. Dany Bourvot (RPR), premier adj. au m. du quinzième; (33) M. Béatrice Hodet de Brocailles (UDF), adj. au m. du septième; (34) M. Muriel Schorr (RPR); (35) M. Daniel Bulé (RPR), adj. au m. du dix-huitième; (36) M. Jean-Marc Hue (UDF), adj. au m. du quinzième; (37) M. Claude Weidner (RPR), adj. au m. du dix-neuvième; (38) M. Nordine Cherkaoui (RPR), président de l'association Renouveau gaulliste; (39) M. Remond Guillot-Corail (UDF), adj. au m. du quatrième; (40) M. Thadée Mulinski (RPR), adj. au m. du septième, président des Français d'origine polonaise; (41) M. Armand Yagnounian (RPR), président de l'association des Arméniens dans le monde; (42) M. Isabelle de Kerviler (UDF), cons. de Paris.

Protestant contre la fermeture d'une laiterie

Cinquante-quatre élus de Meurthe-et-Moselle
se démettent de leur mandat

NANCY

de notre correspondant

Cinquante-deux maires et deux conseillers généraux de l'arrondissement de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) ont envoyé, vendredi 14 février, leur démission au préfet et au président du conseil général du département. Cette démission collective intervient alors qu'on attend la visite sur le site de M. André Lalagel, secrétaire d'État à la ville et à l'aménagement du territoire, chargé par le premier ministre de piloter la reconversion économique du secteur, « instruite » par la fermeture prochaine d'une laiterie de la coopérative Sodisat-Yoplat.

Les élus ont annoncé qu'ils ne renouvelleront sur leur décision que si M. Lalagel peut leur apporter des réponses significatives. Selon le code électoral, la démission des maires sera de droit dans un délai d'un mois

s'ils ne la reprennent pas d'ici là. Dans ce cas, l'administration se trouverait face à une situation particulièrement complexe, dans la mesure où il semble difficile d'organiser de nouvelles élections municipales avant les élections cantonales et régionales des 22 et 29 mars prochains.

B. M.

[La Sodisat, deuxième groupe laitier français, comme du grand public pour les marques qu'elle commercialise comme Yoplat, Cande ou Saint-Hubert, est présidée par M. Michel Debussche, ancien dirigeant paysan et ancien ministre de l'Agriculture. Fruit de la fusion successive de coopératives, la Sodisat avait pris le contrôle, en janvier 1990, de la laiterie Saint-Hubert, présidée pendant neuf ans par M. François Guillaume, également ancien président de la FNSEA et ancien ministre de l'Agriculture, opération qui avait pris des milliers de millions de comptes entre les deux hommes (le *Monde* du 19 juillet 1990).]

DATES

Il y a cinquante ans : le procès de Riom 2

ÉTRANGER

La Russie n'a pas réussi à imposer sa conception d'une armée communautaire 3
Lois des capitales : Pékino (Philippines), « dernière frontière » écologique 5
L'accord CEE-AELE crée la plus grande zone de libre-échange du monde 6
Algérie : le pouvoir redoute des attentats en série 4
Conséquence de la fin des « blocs » en Europe, les marchés militaires d'occasion sont en pleine expansion 4

POLITIQUE

La préparation des élections régionales :
- les rivalités s'organisent à droite dans les Yvelines et dans l'Essonne ;
- M. Wabie chef de file de la liste Borloo dans le Pas-de-Calais 7
Livres politiques : « L'ombre et les ténèbres », par André Laurens 7

SOCIÉTÉ

Quand l'ex-inspecteur Gaudino règle ses comptes avec le ministre de l'Intérieur 8
La France va retarder la mise en service de l'hélicoptère Tigre et du sous-marin le *Triomphant* 8
En 1991, le nombre de tués sur la route a été le plus bas depuis trente et un ans 8

HEURES LOCALES

Miracle à Bergerac : accord sur l'aménagement écologique de la Dordogne • La décentralisation au milieu du gué • Dans le Gers, un toit pour la démocratie locale • Les Paris restaurés sans ponts • Le tour de France des régions : Poitou-Charentes, le sans-faute de Jean-Pierre Raffarin 9 à 13

CULTURE

La deuxième édition de « Découvertes » au Grand Palais : en attendant du nouveau 17

ÉCONOMIE

La fusion de COMPAR et de Pallas Holdings 19
Licenciements économiques chez Euro Disney 19
Une étude de l'OCDE sur l'économie portugaise 19
Revue des valeurs 20
Crédits, changes, grands marchés 21

Services

Abonnements 2
Cartes 18
Météorologie 18
Mots croisés 18
Télévision 18
Spectacles 16

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

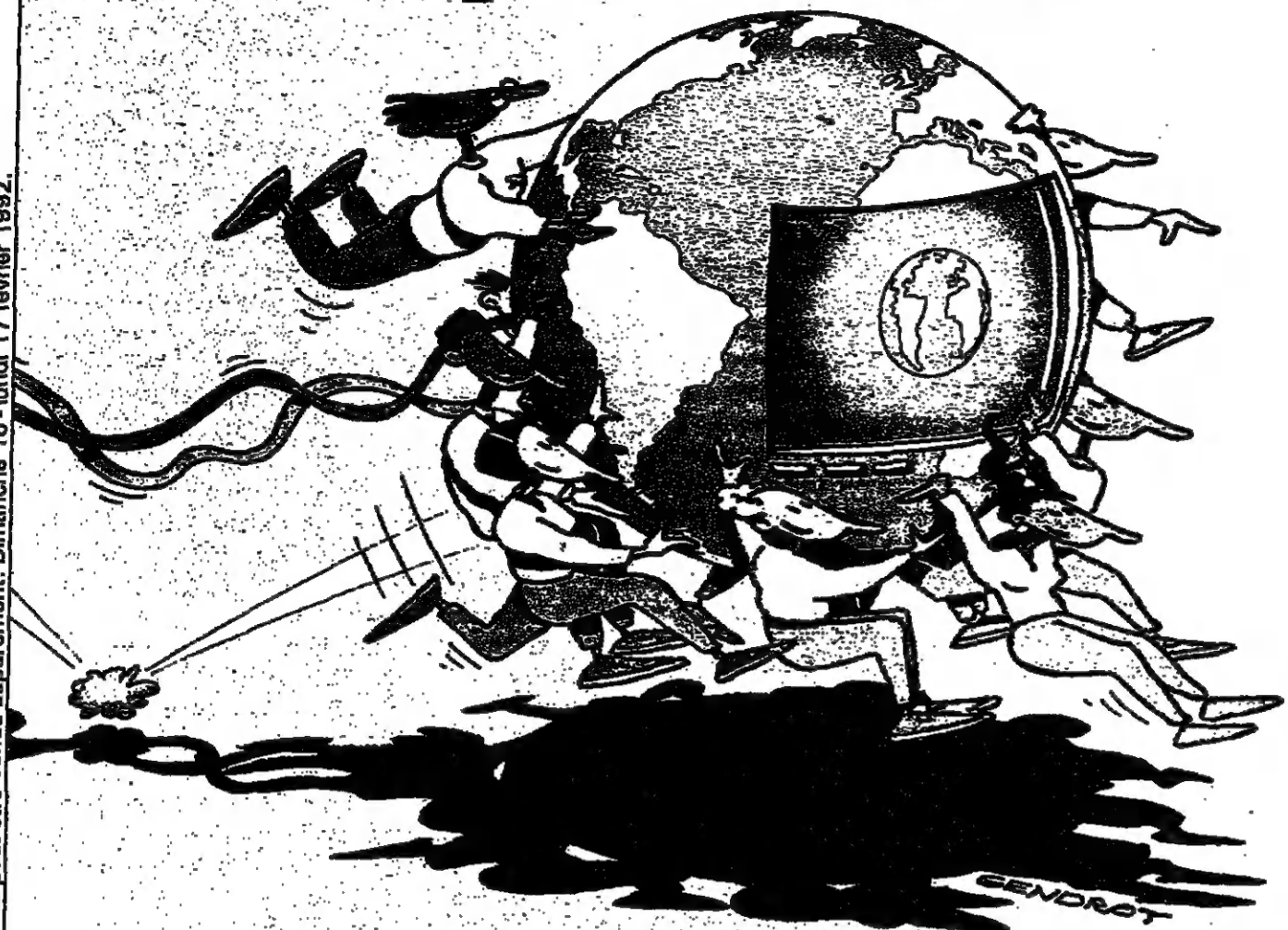
Le numéro du « Monde » daté 15 février 1992 a été tiré à 501 620 exemplaires.

كندا في لاهور

RADIO TELEVISION

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE TV 5

La petite francophone qui voit loin



Supplément au n° 14636. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 16 - lundi 17 février 1992.

Les jeunes sans abri de Roissy :
un reportage d'« Envoyé spécial »
sur Antenne 2

Le syndrome « Exxon-Valdez » :
une enquête en Alaska
sur la SEPT et FR 3

BOURSE

ET BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'ÉCONOMIE

Ports en péril

Le destin des ports français est en suspens. Une réforme du statut des dockers est indispensable pour résister à la concurrence des étrangers qui gagnent chaque année de nouveaux clients.

Les lézardes de l'empire Reuter

Première banque de données économiques dans le monde, l'agence subit le contrecoup de la crise après une expansion très rapide.

Volvo vit d'espoir

Pour sortir d'une mauvaise passe, le groupe automobile suédois table sur un nouveau modèle, la fusion avec sa filiale Procordia et... son alliance avec Renault.

Avec la chronique de Paul Fabra, le dossier sur l'OPEP, les rubriques « Mode d'emploi », « Opinions », « Livres », « A travers les revues » et la page « Conjoncture »
pages 29 à 40

L'importation illégale de produits sanguins

En dépit d'une mise en garde du directeur général de la santé, M. Bruno Durieux a laissé pratiquer des importations « sauvages » de plasma provenant de donneurs rémunérés.
page 12

ard d'Auvergne

l'Etat fait campagne
présidence de la région

Que lui reproche-t-on ? Son « absence » de l'Auvergne ? « Un peu facile », réplique-t-il avec condescendance. Un endettement dramatique de la région ? « Ce n'est tout de même pas au ministre du budget de faire actuellement ce genre de remarques », ajoute-t-il avec hauteur. Sa méconnaissance d'une région que M. Charasse se promet de lui faire découvrir « perdu à ses basques », à l'occasion de cette campagne ? « On entend des choses pittoresques ! », conclut-il avec dédain.

A Varennes-sur-Morge, justement, alors qu'il complimente à son tour le récipiendaire, forcément méritant, qui croûte sous les hommages, il lui revient, à propos de l'ancien maire de la commune, le député CNIP Joseph Dixmier qui fut son mentor en politique, une anecdote qui remonte aux législatives de 1956. Une façon comme une autre de rappeler que son destin politique est depuis longtemps indissolublement lié à l'Auvergne.

GILLES PARIS

Lire la suite et nos informations page 10

modéré, au sein d'un mouvement ouvertement extrémiste, il avait facilité le vaste marchandage qui permit la libération des otages américains et britanniques du Liban et laissait espérer celle des deux Allemands encore détenus.

MAIS il avait obtenu de la Syrie - en contrepartie ? - que le seul Hezbollah, au nom du « droit sacré à la résistance contre les Israéliens », échappe au processus de dissolution des milices, symbole de la restauration de l'autorité de l'Etat libanais. Ce privilège, toléré par Damas, ne remet pas en cause la prudence traditionnelle du président Assad dans cette région frontalière.

D'autant que la Syrie d'une part, le Hezbollah et ses partisans de Téhéran d'autre part, ont un point de désaccord fondamental : la première participe au processus de paix israélo-arabe, les seconds le dénoncent avec virulence. En annonçant dimanche que sa délégation se rendrait comme prévu au prochain rendez-vous de paix à Washington le 24 février, la Syrie confirme que sa solidarité avec les combattants pro-iraniens a des limites.

M0147 - 0218 0 - 6.00 F



C'est tout. En rapportant cette brève conversation, James Hogan ne peut s'empêcher de penser à ces mauvaises nouvelles qui ont récemment alimenté les gazettes locales.

La fermeture inattendue de la petite usine d'échelles en aluminium, la seule de la région, les quinze licenciements brutalement intervenus chez R.N. Johnson, sur les soixante personnes qu'employait jusque-là ce fabricant de matériel agricole, les dizaines d'ouvriers et d'employés qui ne se rendent plus chaque matin à Belows Falls, dans le Vermont voisin, où le travail fait également défaut. Depuis plus de soixante-

encore l'école qui coûte le plus cher, explique-t-il, mais « nous avons de plus en plus de personnes désespérées, qui ne peuvent plus payer leur loyer, leurs dettes et à qui le welfare (l'aide sociale) ne suffit plus ».

En apparence, Walpole n'a rien d'une cité sinistrée. Ses jolies petites maisons de bois blanc feraient bien des envieux à Manchester, à Concord ou à Nashua, dans ce « triangle d'or » qui symbolisait la folle croissance du milieu des années 80.

SERGE MARTI.

Lire la suite page 21

des laboratoires d'une firme agroalimentaire sur le campus universitaire de l'agglomération clermontoise et la remise de la médaille d'honneur « régionale, départementale et communale » au maire honoraire de Varennes-sur-Morge, au beau milieu des terres grasses de la plaine de Limagne.

Le candidat fait pour l'instant discrètement campagne dans les habits d'un président de région gourmé et presque indifférent aux darts de M. Michel Charasse, qui joue avec un entrain prévisible les mouches du coche.

JEUX OLYMPIQUES

■ Ski alpin : la razzia des schtroumpfs norvégiens ; une Canadienne en embuscade. ■ Hockey sur glace : les tribulations d'un enfant slovaque. ■ Patinage artistique : la revanche des éclopés. ■ Saut à ski : Toni, le fils de l'air. ■ Bobsteigh : une piste réhabilitée. ■ En jeux : l'ambassadrice de la Croatie.

Lire pages 15 et 16 les articles de PHILIPPE BROUSSARD, JÉRÔME FENOGLIO, CLAUDE FRANCILLON ET ALAIN GIRAUDO

ESPACE EUROPÉEN

■ Un entretien avec le ministre-président de Saxe, M. Kurt Biedenkopf. ■ Le lobbying, sport national allemand. ■ Jeux de rôle autour des frusques dentaires : des étudiants s'initient à l'art de la négociation à douze. ■ Les liaisons orageuses de l'extrême droite.

pages 7 à 9

HECTOR BIANCIOTTI

Ce que la nuit raconte au jour



Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 760 m. ; Allemagne, 250 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 86 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L. ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,60 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Eugen Drewermann

« Le christianisme est une sorte de pharaonisme moderne »

« Dépassant la critique historique de la Bible et recourant à la psychanalyse, vous démontrez, un par un, les dogmes classiques du christianisme : la virginité de Marie, la résurrection du Christ et son Ascension - d'une manière qui, en Allemagne, fait scandale. »

« Mais comment éviter de rappeler que le récit de l'Ascension de Jésus est le fruit d'un imaginaire qui remonte à au moins deux mille trois cent cinquante ans, avant Jésus. A l'époque de l'ancien Empire égyptien, dans les textes des pyramides, on trouve déjà le récit d'un pharaon qui monte au ciel et s'assied à la droite du Dieu-Soleil. Cette forme d'Ascension était aussi ritualisée à Rome, au temps d'Auguste, pour symboliser la divinisation de l'empereur au moment de sa mort et le Nouveau Testament ne traite pas l'Ascension autrement que comme une sorte de symbolisation de la mort de Jésus comme roi d'Israël. »

« Allons plus loin. L'Ascension n'est pas seulement une expérience qui survient après la mort de Jésus. Toute sa vie, on le voit s'élever au-dessus de la mesquinerie des hommes et des lois, de la corruption de l'argent et du pouvoir. Par l'Ascension, l'Évangile signifie, en fait, que l'homme est renvoyé à la question de l'orientation de ses choix et de son action. Ou bien il continue à subir la contingence des réalités et des lois terrestres, la logique de l'angoisse. Ou bien, en suivant Jésus, il dépasse cet ordre inhumain et atteint une confiance nouvelle, plus profonde, envers soi, envers les autres, sous le regard de Dieu. L'Ascension est une invitation à dépasser les contraintes du monde. L'homme garde les pieds sur terre, mais son front touche déjà les étoiles... »

« Les autorités ecclésiastiques vous reprochent aussi de contester la virginité de Marie. »

« Les récits de naissance virginale sont également bien antérieurs au christianisme. Les bouddhistes savent que vers cinq cents ans avant Jésus-Christ, le prince Gaudama, nommé Bouddha, a été conçu de l'union d'une jeune vierge et d'un éléphant blanc dans le pré sacré de Lumbini. Il est né d'une cote de la vierge, morte peu de temps après. Elle est donc vierge avant, pendant et après la naissance de Bouddha, mais tous les bouddhistes savent que cette conception et cette naissance virginales sont de purs symboles poétiques. Chez les Égyptiens aussi, le jour où le roi montait sur le trône, il déclarait que sa mère avait conçu d'une manière virginale ce fils pharaonique, ignorant toute autre naissance chez cette femme. »

« Pourtant, seule l'Eglise catholique insiste encore aujourd'hui sur une historicisation fautive de ces symboles. Il n'est pas raisonnable que, deux mille ans après la naissance du Christ, on puisse croire de manière encore plus mythologique que deux mille ans avant. Que signifie, au fond, ce symbolisme si répandu de la Vierge mère? En psychanalyse, on observe des moments de renouveau intérieur, fondés sur des images de nouvelle naissance, sans antécédents, disons virginales. C'est le sens du récit biblique de la naissance miraculeuse de Jésus, le condensé de l'expérience poétique prodigieuse de toute sa vie : proches de lui, les hommes pourront apprendre à re-naître et à re-vivre. »

« On ne sait presque rien de la naissance du personnage Jésus, sauf, au sens historique, qu'il est né d'un père et d'une mère comme les autres. Mais quelle importance! Ce que le Nouveau Testament veut nous montrer, c'est l'art que Jésus a de faire revivre des hommes et de devenir roi - comme le jeune bouddha, comme le pharaon - en donnant une sorte de conscience de dignité royale à tous les humains. »

« Mais est-il possible de réduire la résurrection du Christ, quand on se dit chrétien, à un simple récit imaginaire et symbolique? »

« Le récit de la résurrection puise l'une de ses origines dans la religion de l'Égypte antique. Le « tombeau » est un mot qui désigne littéralement le « lieu de la résurrection ». On y place la momie debout et on lui ouvre rituellement la bouche. La loi en la résurrection de l'homme n'est donc pas venue sur terre avec Jésus. Lui-même, comme enfant déjà, avait grandi dans cette croyance de la résurrection qu'il trouvait dans la littérature apocalypique ou chez les Pharisiens. »

« La nouveauté de Jésus n'est donc pas dans sa résurrection, mais dans la façon dont il défend et proclame l'existence d'une vie au-delà de la mort. Il apprend aux hommes à ne pas craindre la dernière étape de leur vie, à chercher et à trouver Dieu comme aboutissement de leur existence. Autrement dit, les récits de l'au-delà ne trouvent dans

En Allemagne, la fécondité de son œuvre, la modernité de sa pensée, ses premiers démêlés avec la hiérarchie catholique ont fait d'Eugen Drewermann, cinquante et un ans, théologien et psychanalyste, un « nouveau Luther » (le Monde du 27 septembre 1991 et du 15 janvier 1992). Ses volumineux ouvrages (une quarantaine) connaissent de gros tirages. Le dernier, *Kieriker* (900 pages, diffusé à plus de 100 000 exemplaires), est en cours de traduction en France (1). Des émissions de radio, de télévision, des conférences lui sont consacrées. Privé de sa chaire au séminaire universitaire de Paderborn (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), il livre depuis l'automne ses cours à l'université publique. Interdit de prédication depuis une interview retentissante au Spiegel à la veille de Noël 1991, il donne chaque samedi à la sortie de son église des conférences qui attirent un public toujours plus large.

Influencé, entre autres auteurs, par Kierkegaard et son concept de l'angoisse, par l'existentialisme de Sartre, Eugen Drewermann cherche à dépasser les vérités historiques et dogmatiques des Eglises pour restituer, avec l'aide de la psychanalyse, la puissance d'images, de rêves et de symboles qui est contenue dans toutes les religions. Nous avons rencontré le théologien allemand à Paderborn.

(1) La parole qui quérir est le premier livre de Drewermann publié en France, en 1981, au Cerf. Chez la même maison, sortira prochainement *La Parole et la Fauts*, l'essentiel est invisible (un commentaire psychanalytique du Petit Prince de Saint-Exupéry). Du même auteur toujours, le Seul va publier, début mars, *De la naissance des dieux à la résurrection du Christ* (une interprétation de la naivité de Jésus d'après la psychologie des profondeurs).

« Nous ne pourrions résoudre aucune des énigmes de la société sans de nouvelles étapes de libération de la conscience »

« A vous lire et à vous entendre, la religion conduit à une sorte de thérapie de l'âme individuelle... »

« Je ne crois pas que le christianisme dans sa forme actuelle soit une solution pour résoudre les énigmes de la société. Nous ne pourrions d'ailleurs en résoudre aucune, sans de nouvelles étapes de libération de la conscience. Toute action sur les structures suppose ainsi une analyse de l'individu. Dans la Critique de la raison dialectique, Sartre part de la praxis individuelle pour comprendre la répression sociale et politique et pour trouver les moyens de la briser. »

« La même dialectique entre existence individuelle et existence collective s'exprime dans des rites et des symboles autour desquels se sont formées les religions. Mais nous assistons aujourd'hui à une transformation profonde de cette conscience religieuse. La religion ne fonctionne plus comme un Sur-moi, dans le cadre de rites et d'institutions traditionnelles, mais comme une expression et une fonction du Moi. Erich Fromm disait déjà il y a cinquante ans que toutes les religions instituées seraient un jour remises en question, face à ce choix : ou bien rester « autoritaires », ou bien devenir « humanitaires ». »

« La fonction de la psychanalyse, précisément à l'intérieur de la religion, est de faciliter cette conversion vers le sujet, vers le Moi. On ne peut servir l'humanité et la société que si on commence à vivre soi-même. Donc un christianisme qui ne fait que crucifier le Moi perd son humanisme. Mais n'est-ce pas à cette conversion que nous invite la résurrection de Jésus? Cette question terrassait déjà Saint-Augustin, puis les jansénistes. Un jansénisme psy-

chanalysé donne un homme libre... Cette conversion vers le Moi intérieur est une révolte contre le masochisme voulu par l'Eglise et la société et un manifeste pour le droit au bonheur et au plaisir. »

« Mais que reste-t-il de la spécificité du christianisme, si celui-ci n'est plus autre chose qu'un humanisme réactivé par la psychanalyse ou la reconnaissance de ce « droit au bonheur » dont vous venez de parler? »

« Le christianisme est vrai chaque fois qu'il se légitime par son humanisme. Il ne peut l'être autrement... Le dépassement de l'angoisse n'est possible que s'il est ouvert à la transcendance. La révolte contre l'absurdité de la mort présuppose elle-même la conscience que l'homme est plus que nature. L'humanité, la société, sont incapables de dire au sujet pourquoi il existe, et quand Feuerbach lui-même écrit que l'homme est l'homme et de l'humanité est le sujet objet de la religion, il ne répond pas non plus à la question angoissée de l'existence humaine. Le postulat de la beauté, par exemple à travers la pensée méditerranéenne de Camus, présuppose aussi une conscience d'un au-delà de l'histoire et de la société. »

« C'est dans ce déficit de la réponse au sens de l'existence que le christianisme projette son image de Dieu, une image éveillée dans l'existence par la vie, la poésie et la force prophétique de Jésus. Le christianisme exprime la situation fondamentale d'un Moi qui est tout et d'un au-delà qui accepte le tout et permet d'accéder à ce tout. Cette projection n'est pas une dialectique négative. Une fois éveillée, elle est au contraire un formidable miroir de tous les symboles qui traversent l'histoire et le monde et par lesquels l'homme atteint son sens. »

« Prenez l'exemple du Golgotha. La Passion de Jésus au Golgotha pourrait être le symbole d'une rupture totale de la confiance entre Dieu et l'homme, mais Jésus en fait le symbole d'un Dieu qui garde sa confiance en l'homme. Même chose à Auschwitz, où Dieu est absent, humilié, qu'il apparaît nécessaire et convoqué, ne serait-ce que pour démontrer que le cynisme, le principe de la fascisme, ne peut pas tout justifier. La révolte contre l'humanité d'Auschwitz n'est possible que si l'on croit à l'invincibilité de l'homme. L'histoire, la nature clouent l'homme à la croix, le fixent à sa souffrance et à l'absurdité de son existence. Dieu seul fonde cette croyance que le rien de l'homme - sa contingence, son immanence - est beaucoup plus que ce rien. Le christianisme est, en fait, cette révolte qui rend possible la vie. »

« Je me résume. Dieu ne peut pas exister comme spectateur extérieur. Ou il est spectateur et alors il n'existe pas. Ou il fait coïncider à l'homme, le libre, et alors la question de son existence ne se pose plus. Il est le sujet qui fonde toute subjectivité, toute dignité, toute liberté, au sens où l'entend Fichte. La liberté se saisissant dans le vertige qu'elle n'est pas nécessaire. »

« Vous dites que les récits évangéliques ne sont pas des vérités historiques et encore moins dogmatiques. Mais il y a quand même un point central de la foi chrétienne : Jésus, pour vous n'est d'un homme, mort comme un homme, est le fils de

Dieu. La première interpellation de votre œuvre n'a-t-elle pas été : n'est-ce pas Jésus qui se fait fils de Dieu? »

« Je lui ai répondu : je crois de tout mon cœur que Jésus est le fils du Dieu vivant. Mais j'ajoute que cette vérité fondamentale, radicale, doit être dite dans le langage du vingtième siècle et de la modernité. L'histoire des religions nous enseigne que la métaphore du Fils de Dieu est un attribut tout à fait courant des rois de l'ancien Orient. Sous l'influence des prêtres de Thèbes, depuis la cinquième dynastie égyptienne, le pharaon n'est plus Dieu tout court, mais le Fils de Dieu. Le nom Hem-Junu, celui du bâtisseur des pyramides, veut dire littéralement « fils corporel du pharaon Kheops ». L'expression de Fils de Dieu signifie donc autant la personification que la représentation de Dieu, et la meilleure définition de cet extraordinaire symbolisme n'est-elle pas dans l'Évangile lui-même, chez Jean, au chapitre XIV : « Celui qui me voit, voit le Père. » »

« Il est donc singulier que l'on emploie encore le vocabulaire de la mythologie pour parler du Fils de Dieu. Pour parler de Jésus aujourd'hui, il nous faut trouver un autre langage que celui des métaphores comme Messie, Roi, Fils de l'homme, Fils de David. Le titre de Fils de Dieu renvoie à une fonction ou à un rôle. Il ne décrit pas le Fils comme être divin en soi, mais comme celui qui parle bien de Dieu, parce qu'il est en lui et qu'il l'exprime. Paul Tillich disait déjà que Dieu est tout ce qui nous concerne sans conditions, celui qui sent, qui trouve son existence dans une proximité de Jésus, qui est bachelier par cette révélation, celui-là peut dire qu'il croit que Jésus est le Fils de Dieu et participe à son existence. »

« Comment avez-vous fait le passage de cette interprétation symbolique, psychanalytique, des récits bibliques, à la critique globale, radicale que vous faites du statut des clercs (dans votre livre *Kieriker*) et du fonctionnement ecclésiastique? »

« Dans mes consultations psychothérapeutiques, je vois comme les gens ont une image de Dieu, transmise par l'Eglise, pleine de répression, d'angoisse, de culpabilité, de dépendance et de dépersonnalisation. L'expérience de Freud se confirme chaque jour : quand les hommes commencent à parler de Dieu, naissent subitement des angoisses infantiles liées au père, à la mère, des symboles que l'Eglise instrumentalise de manière psychologiquement négative. Mon engagement pour la liberté du Moi et de l'individu m'a nécessairement mené dans l'opposition à l'Eglise. La liberté n'est pas possible sans révolte. »

« L'Eglise est responsable de ce transfert, si rapide chez l'homme moderne, de la superstition à l'athéisme. C'est la même Eglise qui, pourtant, prétend encore fixer aujourd'hui la vérité des personnes et de leur salut dans des formules administratives, dans des jeux de langage préfabriqués et figés. Beaucoup de questions se posent après deux mille ans de christianisme, mais on nous défend de les soulever. La synthèse que nous essayons de faire entre une certaine raison moderne et la foi est considérée comme la menace la plus dange-

reuse. Pourtant le mal est grand : à un Dieu objectivé dans un discours froid, oppressant, correspond un homme-sujet du système bureaucratique et moraliste de l'Eglise. »

« Ne rêvez-vous pas au fond d'une Eglise libérale, sans règles, sans dogmes, sans sacrements. Une nouvelle Eglise de quakers? »

« Mais je ne veux absolument pas fonder de nouvelle religion, encore moins de nouvelle Eglise. Je veux seulement, par la critique, aider la mienne à évoluer, à la réformer, à revenir à sa source. Car l'erreur capitale a été commise au départ, quand on a traduit l'enseignement de Jésus, qui parlait à la population paysanne de Galilée, critique à l'égard de la grande ville Jérusalem, dans la forme grecque d'une métaphysique de puissance et d'un savoir réservé aux intellectuels de la ville. C'est cette scission qui a déchiré l'Eglise en deux : l'élite cléricale et le peuple. A l'intérieur de chaque croyant s'est produite la même scission entre le cœur et la raison. Une proclamation royale de libération est devenue théorie de soumission et d'administration. »

« La liberté n'est pas possible sans la révolte »

« Ce conflit n'est-il pas seulement typique de l'histoire interne d'une Eglise allemande de tradition plus autoritaire qu'en France par exemple? »

« Je crois en effet que l'Eglise d'Allemagne depuis deux cents ans a pris beaucoup plus au sérieux le dogme catholique, l'enseignement doctrinal et romain que, par exemple, l'Eglise de France. Mais l'effort de la France pour regagner du terrain par la spiritualité a aussi mené à une fausse mystification de l'inconscient. Prenez la discussion, très ancienne mais jamais résolue, entre André Gide et Paul Claudel. Ou la figure névrotique du curé de campagne de Bernanos. Le personnage du saint est toujours lié au sur-moi, jamais issu de l'épaisseur du quotidien des hommes. C'est du mysticisme, ce n'est pas la vie. »

« En Allemagne, se manifeste plutôt une sorte de piété prussienne, réglée par les impôts d'une Eglise puissante sur les places financières, active au point de vue caritatif et même intellectuellement élevée, mais sans spiritualité, incapable qu'elle est d'atteindre l'âme des hommes. Elle veut jouer un rôle moral en s'accrochant à la doctrine du Vatican sur la sexualité, le divorce, le remariage. Il n'y a personne dans l'Eglise catholique qui ne souffre de cet enseignement catholique prussien. »

« Mais par des propos aussi excessifs, ne devenez-vous pas prisonnier de votre propre rôle? Et du mécanisme de l'âme que vous étiez, prêtre et thérapeute, n'êtes-vous pas devenu le porte-parole d'une fraction de mécon-

tents en rébellion contre la hiérarchie et de l'amertume de tous ceux qui ont déjà quitté l'Eglise? »

« Je vais répondre à votre question par un simple exemple. Six cents ans avant notre ère, le prophète Jérémie dénonçait les prêtres et les théologiens qui mentaient dans le temple, le lieu par excellence de la vérité. Il priait pour que Nabuchodonosor vienne détruire l'ordre existant, ce régime du mensonge institutionnalisé, et pour que Dieu vienne inscrire enfin sa parole dans le cœur de l'homme libre. Depuis quatre cent cinquante ans, alors que l'Europe a vécu la Renaissance, la Réforme, les Lumières, la science moderne, nous voulons seulement que notre Eglise accepte le débat interne pour être plus accessible à l'homme de l'an 2000. »

« Je pense que votre apport le plus original est de faire naître, par un jeu de symboles et d'images universelles, un langage théologique nouveau qui réintègre l'étude comparée des religions. A cet égard, comment interprétez-vous le rapport entre le judaïsme, la foi des Égyptiens, le bouddhisme, auxquels vous faites des emprunts constants, et la foi chrétienne? »

« Les symboles et les images de la foi chrétienne ne sont pas du tout, en effet, un bien exclusif du christianisme. Il me semble inacceptable que, mille trois cents ans après la naissance de Mahomet et de Jésus, nous ne soyons pas capables de trouver un langage pour expliquer à un musulman comment nous chrétiens, nous nous ouvrons à Dieu, nous croyons et nous prions. Pis encore, depuis deux mille ans, nous reprochons aux juifs de renier la foi de Jésus. Mais nous devrions être, au contraire, pleins de gratitude pour ce juif, appelé Jésus, qui, à sa manière, nous a invités, nous les gentils, les païens, à participer à la foi d'Israël. »

« Au lieu de cela, tout l'effort de la christologie ancienne et moderne consiste à reprendre des mythes et des symboles que rejette le judaïsme - celui de la Vierge mère, du Dieu mourant, du Dieu qui partage son corps et son sang - pour bâtir une métaphysique et une dogmatique qui, pour les juifs précursors, est incompréhensible et inacceptable. N'est-ce pas fait du Fils de Dieu la deuxième personne de la Trinité? Il devrait être possible d'interpréter le christianisme comme un judaïsme ouvert au langage des autres religions de l'humanité. »

« N'est-il pas surprenant de constater comment, par des Pères de l'Eglise comme Clément d'Alexandrie ou Origène, l'Égypte est revenue dans le christianisme, dans les milieux qui parlaient grec? Rappelez-vous que, pour les Égyptiens, le roi est la forme visible de Dieu. Toutankhamon veut dire « image vivante sur terre de l'immortel du ciel ». Et très tôt dans la théologie d'Antioche, on voit surgir le problème de l'identité de Dieu et du rapport entre le Fils et le Père. »

« L'antijudaïsme chrétien vient de là. Car, pour les juifs, cette théologie royale égyptienne ne pouvait être interprétée que de manière poétique. On en retrouve des traces, d'ailleurs, dans les psaumes 2 et 110 de l'Ancien Testament. Mais le christianisme a pris ces mythes au sérieux, en a fait des vérités historiques et même le noyau de sa christologie. Ma thèse est, au fond, que le christianisme est une sorte de pharaonisme moderne, avec un trésor immense de sagesse symbolique, mais non interprété, ni utilisé pour ce qu'il est. Le christianisme avait la chance d'intégrer cette richesse du symbolisme païen à travers la critique fondamentale et radicale qu'en faisait le judaïsme. Mais il ne le fera pas, aussi longtemps qu'il ne reconstruira pas l'origine de sa propre histoire, c'est-à-dire le patrimoine universel de ses symboles. »

« Quant au bouddhisme, il a eu l'immense sagesse d'admettre que toutes ces images de dieux et de forces vivantes, dans la nature et dans l'homme, faisaient partie de l'âme humaine, universelle et éternelle. Le bouddhisme est en quelque sorte une psychanalyse vieille de deux mille cinq cents ans. Les impulsions sensuelles y sont reconnues et intégrées, alors qu'elles sont, dans le christianisme, refoulées. L'idée de compassion universelle pour tous les vivants est plus forte dans le bouddhisme que dans l'éthique chrétienne. Et par sa manière d'aborder la nature, le bouddhisme aurait beaucoup à dire aux chrétiens pour reprendre, à frais nouveaux, la question du respect de l'environnement et de la paix. »

Propos recueillis par HENRI THIRO